



Association

Africa 21

Réseau des acteurs
pour un développement
durable en Afrique

RÉSEAU DES JOURNALISTES
AFRICAINS SPÉCIALISÉS SUR
LE DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

REVUE DE PRESSE

DU RÉSEAU DES JOURNALISTES
AFRICAINS SPÉCIALISÉS SUR
LE DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

POUR UNE AFRIQUE
DURABLE, RÉSILIENTE
ET SOLIDAIRE



AVRIL 2026



Informez aujourd'hui,
agissez pour demain



ENVIRONNEMENT

Protéger nos écosystèmes
et la biodiversité



**TRANSITION
ÉNERGÉTIQUE**

Accélérer l'accès aux
énergies propres



ACTION CLIMATIQUE

Renforcer l'adaptation
et la résilience



MOBILITÉ DURABLE

Construire des solutions
de transport vertes



SOCIÉTÉ & INCLUSION

Placer l'humain au cœur
du développement durable

Un programme de l'Association Africa 21,
réseau des journalistes africains engagés
pour un avenir durable et résilient.



www.africa21.org



info@africa21.org



Références : Accord de Paris, AfDB, Afreximbank, African Union, Agenda 2063, ARFSD 12, Banque mondiale, CADHP, CIJ, CIRAD, Commission européenne, Commission de l'Union africaine, Convention de Bale, Convention de Barcelone, COP 12, COP 30, COP 31, COP 32, EU, FAO, FCDO, Fonds vert pour le climat, GGGI, Greenpeace, Nairobi Convention, OMC, OMM, OMS, OSAA, Paris Agreement, SADC, TIDM, UNECA, UNCCD, UNDP, UNESCO, UNICEF, Union européenne, World Bank, WWF.

Table des matières

Ernest Agbota (Bénin) ; Enjeux environnementaux de l'utilisation du bois de chauffe et du charbon ; Radio Bénin, avril 2026.....	5
Henri Fotsso ; La réserve de biosphère du Dja ; Enviro-culture Magazine, avril 2026.....	6
Henri Fotsso ; Le boom aurifère et ses avatars dans l'Est ; Enviro-culture Magazine, avril 2026..	8
Henri Fotsso ; Pollution industrielle : encore du plomb dans l'air au Cameroun ; Enviro-culture Magazine, avril 2026.....	9
Rivonala Razafison (Madagascar) ; Une mine défriche les habitats des grenouilles dorées à Madagascar, mais un projet de réintroduction réussit à les protéger ; Mongabay, 1^{er} avril 2026.	10
Wassila Ould Hamouda (Algérie) ; Transition et sécurité énergétique: L'Algérie à l'heure des défis ; Horizons, 3 avril 2026.	14
René Bagalwa (RDC) ; Sud-Kivu : pratiques de la culture Climato-Intelligente de haricot développées ; Sciences Watch Infos, 4 avril 2026.....	17
Denise Kyalwahi (RDC) ; RDC : les peuples autochtones face à une crise humanitaire alarmante à l'Est du pays ; Naturel CD, 8 avril 2026.	20
Mohammed Taфраouti (Maroc) ; L'économie bleue en temps de guerre : pourquoi l'environnement disparaît-il de l'équation des détroits stratégiques ? Al Bayane, 8 avril 2026.	23
Ferdinand Mbonihankuye (Burundi) ; Signal d'alarme sur la négligence des soins palliatifs en Afrique francophone ; Scidev, 8 avril 2026.....	25
Christopher Bendana (Uganda) ; Global Experts Advise on How Africa can Secure a Larger Share of Carbon Markets ; Infonile, April 9, 2026.	29
Mohamed Saliou Camara (Guinée) ; La multiplication des litiges climatiques redéfinit la politique énergétique alors que l'Afrique cherche à renforcer son poids juridique ; Bambou Guinée, 10 avril 2026.....	34
Wassila Ould Hamouda (Algérie) ; Dr Rabah Sellami, Directeur au CEREFÉ à Horizons : «L'efficacité énergétique est le pilier le plus important de la transition énergétique» ; Horizons, 11 avril 2026.	37
Denise Kyalwahi (RDC) ; Beni : l'accès à l'eau potable, un enjeu environnemental et sanitaire urgent ; Naturel CD, 11 avril 2026.	41

Ferdinand Mbonihankuye (Burundi) ; Burundi : les légumineuses, rempart discret face à la crise climatique ; Ibihe News, 11 avril 2026.	44
Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Hakwata Drip Irrigation Garden Shows How Climate-Smart Agriculture Is Building Resilience in Zimbabwe’s Chipinge District ; Pan African Visions, April 12, 2026.....	48
Rivonala Razafison (Madagascar) ; Mettre le capital naturel au cœur de toutes les décisions à Madagascar ; Mongabay, 13 avril 2026.	50
Boris Ngounou (Cameroun) ; Ressources halieutiques : Le Cameroun renforce son arsenal juridique contre la pêche illégale ; Environnementales, 13 avril 2026.....	54
Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Climate Resilient Livelihoods Project Advances Climate-Smart Agriculture and Rural Transformation in Southern Zimbabwe ; Pan African Visions, April 15, 2026.....	60
Samira Imadalou (Algérie) ; Le dossier a été examiné hier lors de la réunion du gouvernement : Vers la création d’une agence dédiée à l’efficacité énergétique ; El Watan, 16 avril 2026.....	62
Sarah Natoolo (Uganda) ; City Flooding Crisis : Officials Blame Poor Drainage & Wetland Encroachment ; UBC Television Uganda, April 16, 2026.	64
Denise Kyalwahi (RDC) ; Financements verts : la Côte d’Ivoire s’impose comme hub climatique régional en Afrique ; Naturel CD, 17 avril 2026.	65
Najeh Kharrez (Tunisie) ; 750 millimes le kilo : le prix nécessaire d’une écologie équitable ; L’Echo Tunisien, 17 avril 2026.	68
Najeh Kharrez (Tunisie) ; Plastique à usage unique : la Tunisie accélère sa transition vers des alternatives durables ; L’Echo Tunisien, 17 avril 2026.	70
Najeh Kharrez (Tunisie) ; Biodex : des huiles alimentaires usagées au biocarburant ! L’Echo Tunisien, 20 avril 2026.....	72
René Bagalwa (RDC) ; INERA Mulungu : Le manioc, bouclier contre la faim et pilier de la sécurité alimentaire à l’Est de la RDC ; Kivu Times, April 21, 2026.	74
Samira Imadalou (Algérie) ; Mécanisme d’ajustement carbone aux frontières (CBAM) de l’UE : Une étude d’impact en voie de lancement ; El Watan, 21 avril 2026.....	76
Jenifer Gilla (Tanzania) ; Tanzania to host COP12 on ocean conservation ; Habitat media, April 21, 2026.	78
Hamidou Traore (Burkina Faso) ; Water Forward : la Banque mondiale fait de l’eau un levier stratégique pour transformer santé, agriculture et emplois d’ici 2030 ; Afrique durable, 21 avril 2026.....	81
Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Life-Saving Drone Deliveries Expand Across Zimbabwe and SADC Under Drone Solutions Initiative ; Pan African Visions, April 22, 2026.	84
Najeh Kharrez (Tunisie) ; Tunisie : 10 000 tonnes de déchets par jour, seulement 7% recyclés ; L’Echo Tunisien, 22 avril 2026.	87

Najeh Kharrez (Tunisie) ; « Du plomb dans les cartes, de l'aluminium dans les disques durs » ; L'Echo Tunisien, 22 avril 2026.	90
Elizabeth Angira (Kenya) ; How digital alerts are helping women farmers adapt to climate change ; The Mt Kenya Times, April 23, 2026.....	92
Hamidou Traore (Burkina Faso) ; Les sites de l'UNESCO, remparts climatiques encore négligés ; Afrique durable, 24 avril 2026.....	97
Hamidou Traore (Burkina Faso) ; Chaleur extrême : l'agriculture mondiale sous pression, les populations en première ligne ; Afrique durable, 24 avril 2026.	99
Hector Nammangue (Togo) ; Le cocotier face au changement climatique ; Vert Togo, 25 avril 2026.....	102
Hector Nammangue (Togo) ; La filière karité, un levier stratégique pour la préservation forestière au Togo ; Vert Togo, 26 avril 2026.	104
Mélanie Ambombo (Cameroun) ; Ebodjé : un village menacé par l'avancée de la mer ; Data Cameroun, 27 avril 2026.	106
Hector Nammangue (Togo) ; Marché carbone : le Togo consolide son cadre autour de l'Article 6 de l'Accord de Paris ; Vert Togo, 27 avril 2026.	110
Hamidou Traore (Burkina Faso) ; La faim aiguë explose dans le monde et décime des enfants ; Afrique durable, 28 avril 2026.....	112
Marcia Moyana (South Africa) ; SALGA-led project places municipalities at the heart of South Africa's climate actionJournal News, April 30, 2026.	115
Jenifer Gilla (Tanzania) ; Africa must shift from climate pledges to real action, says UN's Gatete ; Habitat Media, April 30, 2026.	117
Mohamed Saliou Camara (Guinée) ; Les négociations africaines sur le climat appellent à une mise en œuvre crédible en vue de la COP32 ; Bambou Guinée, 30 avril 2026.....	119
Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Zimbabwe's Moreangels Mbizah Wins 2026 Whitley Award to Scale Protection of Lions via Data-Driven, Coexistence Model ; Pan African Visions, April 30, 2026.....	122
Mohamed Saliou Camara (Guinée) ; L'Afrique doit passer du dialogue à la mise en œuvre pour accélérer la réalisation des ODD et de l'Agenda 2063, déclare Hanan Morsy, de la CEA ; Bambou Guinée, 30 avril 2026.....	126

RAD:O BÉNIN

Ernest Agbota (Bénin) ; Enjeux environnementaux de l'utilisation du bois de chauffe et du charbon ; Radio Bénin, avril 2026.

Tag : -.

Pour écouter l'émission : https://drive.google.com/file/d/15-rCZH1BXiR8v15gnUB_GisNCCvcrxnu/view

Au Bénin, des milliers de familles dépendent encore du bois de chauffe et du charbon pour la cuisson des repas au quotidien. En ville comme en milieu rural, la biomasse demeure la principale source d'énergie de cuisson. Mais derrière les marmites qui mijotent et les foyers allumés se cachent de nombreux défis environnementaux : Déforestation, pollution de l'air, pression sur les écosystèmes et aggravation des effets de la crise climatique. Des enjeux qu'expliquent Prince Ernest AGBOTA et un expert de la question.

Enviro-Culture

N° 01  Magazine

Henri Fotsso ; La réserve de biosphère du Dja ; Enviro-culture Magazine, avril 2026.

Tag: Greenpeace, UNESCO.

CONSERVATION

La Réserve de Biosphère du Dja



Une vue de la rivière Dja qui donne son nom à la Réserve.

©Henri Fotsso

Par Henri Fotsso

Les pygmées vivaient plus en profondeur à l'intérieur de cette Réserve de Biosphère du Dja créée en 1950. Avec des programmes de développement et de conservation lancés par le gouvernement camerounais et ses partenaires internationaux, les pygmées ont été contraints de se retirer pour créer des campements aux abords. Christian Onomo, un pygmée Baka, nous ouvre son cœur:

"J'accepte de quitter la forêt, mais pas totalement. Si je vois un grand changement, peut-être qu'on nous construise des maisons, nous donne des

moyens de cultiver des champs, bref, quelque chose qui nous occupe, j'accepterai de quitter la forêt. Mais parce que nous sommes abandonnés à nous-mêmes, nous ne pouvons pas totalement quitter la forêt maintenant."

Aujourd'hui, ces populations pygmées partagent les mêmes espaces de vie avec des populations bantoues toutes aussi autochtones de la forêt. James Olinga et Calvin Akono, deux jeunes bantous, contrairement à leurs voisins pygmées qui n'aiment pas cultiver la terre, ont créé un champ expérimental de sodja pour leur subsistance dans la Réserve. Mais ils affirment tirer le diable par la

queue, du fait de la déforestation et de l'implantation d'une agro-industrie près de la Réserve. James Olinga, un jeune agriculteur bantou fait des lieux de la flore et de la faune:

"Vue la déforestation là-bas, tous les animaux qui étaient de ce côté du Dja se sont rabattus de notre côté. Maintenant que tu fais le champ, ça ne donne pas. Tu es visité par les hérissons, les porcs-épics qui envahissent ton champ. La production diminue. Et ça impacte vraiment notre quotidien."

Greenpeace a depuis pris le relais des plaintes locales. L'ONG internationale accuse l'agro-in-

CONSERVATION

Les Peuples Autochtones Dépassés



Un regroupement de pygmées baka

©Henri Fotso

dustrie d'expropriation des populations autochtones en plus de la destruction des écosystèmes forestiers. Ranece Jovial Ndjeudja, un représentant de Greenpeace, indique:

" Ces communautés, après malheureusement avoir été déplacées de leurs terres, ont demandé jusqu'à ce jour le retour sur leurs terres, sur les espaces qui leur ont été retirés, notamment les espaces qui n'ont pas encore fait l'objet de déforestation de la part de l'entreprise. Malheureusement, cette demande est restée lettre morte jusqu'à ce jour. Pour ces communautés, c'est leur livelihood, leur mode de vie qui est complètement changé, c'est leur culture qui est entièrement liée à la forêt qu'elles perdent "

Le Représentant de Greenpeace au Cameroun poursuit:

"Au niveau environnemental et écologique pour être un peu plus englobant, non seulement c'est la perte de la forêt dans la zone octroyée à l'entreprise, mais c'est également un impact très négatif sur la Réserve de Biosphère du Dja qui disons-le, et n'ayons pas peur des mots, pourrait entraîner le déclassement, le retrait de cette Réserve de biosphère du Dja de la liste du patrimoine mondial de l'Unesco. Élément supplémentaire qui est issu des informations que nous avons reçues récemment, c'est la pollution des cours d'eau, des cours d'eau utilisées par les communautés qui est en train d'augmenter parce que du fait des produits

chimiques utilisés par l'entreprise mais également du fait de l'usine que l'entreprise vient de construire".

Les pygmées et les bantous vivant dans la Réserve de Biosphère du Dja sont aujourd'hui pris au piège de la Conservation des écosystèmes. Leur environnement immédiat est un enjeu majeur pour l'Unesco, l'Etat du Cameroun et les agroindustriels. Ils se sentent colonisés et discriminés. Entre les programmes de conservation des écosystèmes et les projets de développement agro-industriel qui les entourent, ils se comparent aux espèces animales avec lesquelles ils partagent les airs de la Réserve de Biosphère du Dja.

H.F.

NUMÉRO 01 / AVRIL 2026 - 13

Enviro-Culture

N° 01 ★ Magazine

Henri Fotsso ; Le boom aurifère et ses avatars dans l'Est ; Enviro-culture Magazine, avril 2026.

Tag: -

EXPLOITATION MINIÈRE

Le Boom Aurifère et ses Avatars dans l'Est



Des pygmées baka dans un campement de la Réserve du Dja

©Henri Fotsso

Par Henri Fotsso

A Batouri, des exploitants d'or étrangers, parmi lesquels figurent des Chinois, ont désormais damé le pion aux artisans locaux. Pour Ahmed, un jeune habitant de la région, cette exploitation plus massive des gisements représente un drame écologique : « L'exploitation minière a amené les sols à perdre leur valeur. Les producteurs ont confirmé que les productions ont chuté de près de 50%. Parce que certains marécages où l'on produisait également en grande quantité ont été inondés. Là c'est d'un. De deux, les produits comme le mercure qui sont évacués dans la nature ne facilitent plus la production de certains vivres. »

C'est aussi l'avis de Roger Etoa, médecin du travail, qui, pointant du doigt une certaine complaisance des autorités, parle des carrières sauvages d'or à Batouri: « Les exploitants miniers dans les

carrières d'or utilisent certains produits chimiques, par exemple le mercure qui est très fréquent et dont le rôle est d'amalgamer l'or. On peut également citer le cyanure qui est utilisé dans le processus de lixiviation pour extraire l'or, et enfin, il y a également certains acides utilisés pour dissoudre les minerais. »

Le docteur Etoa s'inquiète des conséquences de l'utilisation de ces produits. Pour lui, si rien n'est fait, dans quelques années, Batouri ressemblera à une ville zombie avec des malades de cancers que personne ne pourra soigner : « Que ce soit l'or, le cyanure, certains acides, ils sont considérés comme des poisons qui peuvent donc entraîner certains problèmes de santé immédiats. D'abord, les problèmes de peau, il peut avoir des éruptions cutanées ou des brûlures cutanées, des problèmes digestifs avec des gastroentérites, ou alors des formes d'empoisonnement. »

Le gouvernement tente de lutter contre la pollution et la destruction de l'environnement des sites miniers. Mais sans succès, affirme le jeune Ahmed qui vient de visiter le site dit Village d'or de Batouri, tenu par un exploitant chinois. Jacques Afti, délégué régional du ministère des Mines, se veut, lui, rassurant. Il indique que le gouvernement atteint ses objectifs d'assainissement, lui qui a suspendu certaines exploitations à partir de septembre 2024 : « Depuis la suspension, aucune activité n'est menée sur le terrain jusqu'à date. Nous voulons dire à quiconque pourrait descendre pour vérifier l'exécution de cette décision sur le terrain, le ministre des Mines a prescrit la mutation à un système clos qui puisse véritablement éviter à ce que ces substances nocives se retrouvent dans l'environnement. »

Ce système novateur viserait aussi l'amélioration du chiffre d'affaires et une plus grande transparence dans la gestion des quotes-parts.

Enviro-Culture

N° 01  Magazine

Henri Fotsso ; Pollution industrielle : encore du plomb dans l'air au Cameroun ; Enviro-culture Magazine, avril 2026.

Tag : OMS, UNICEF.

POLLUTION INDUSTRIELLE

Encore du Plomb dans l'Air au Cameroun



Par Henri Fotsso

Le plomb est un produit chimique de l'ordre des métaux. Les enfants absorbent plus facilement le plomb que les adultes, et leur système nerveux en développement est particulièrement sensible à ses effets neurotoxiques. Chez les femmes enceintes, l'exposition au plomb peut avoir des conséquences graves sur leur propre santé et sur le développement fœtal. C'est pourquoi le Cameroun s'attèle depuis dix ans à lutter contre les contaminations au plomb.

« Avant je ne connaissais pas l'existence du plomb. Mais depuis que j'ai été sensibilisée à sa toxicité et sa présence dans la nature, je m'applique plus dans mes travaux ménagers, notamment la lessive et la vaisselle. »

Kadidja Mama est une mère de famille. Elle a pris conscience du caractère dangereux du plomb. Et elle a sensibilisé sa belle-sœur Brigitte Njitouo :

« Je viens d'apprendre par ma

belle-sœur qu'il existait un phénomène très dangereux qui est le plomb. Donc les femmes enceintes comme moi, vous voyez bien mon état, les enfants et les fœtus sont aussi exposés à ce genre de phénomènes. »

Selon l'UNICEF, plus d'un enfant sur trois dans le monde est exposé à des niveaux dangereux de plomb provenant de l'eau, du sol, de l'air ou des aliments. Une étude du Centre de Recherche et d'Éducation pour le Développement (CREPD) publiée en 2018 fait état de taux très élevés de contamination au plomb dans les deux premières villes du Cameroun que sont Yaoundé et Douala.

A Yaoundé, l'étude montre chez 147 enfants âgés de 12 mois à 6 ans, une moyenne de 8,7 microgrammes de plomb par décilitre dans le sang. Ce qui est largement au-dessus de la norme qui est de 3,7 microgrammes par décilitre de sang.

A Douala, la suite de cette étude révèle des taux de concentration de

plomb de plus de 150.000 PPM (partie par millionième) dans les sols à proximité des sites de recyclage de batteries et autres industries. La norme internationale est de 90 PPM. Gilbert Bello Basokdou, ingénieur du Génie Sanitaire et Environnement précise :

« Aujourd'hui, nous avons des cas de maladies cancérogènes dont le nombre a augmenté depuis ces dernières années. Et l'on a tendance à accuser le mauvais œil, et consort. L'intoxication au plomb, c'est une intoxication chronique, et dont la maladie se déclenche après dix, quinze, vingt ans suivant le degré d'exposition. Déjà comme maladie, parfois nous avons des insuffisances cardiaques, nous avons quelquefois, surtout chez les enfants, le retard de croissance. »

En 2019, l'OMS classe le plomb parmi les 10 produits chimiques les plus toxiques.

Le Cameroun, à ce jour, a éliminé le plomb des carburants. Il a été le tout premier pays africain à régler le taux de plomb dans les peintures, en 2017.

Mais près d'une décennie plus tard, les résidus des peintures anciennes et des peintures non homologuées, les vieilles canalisations de distribution d'eau, la pollution atmosphérique et du sol, les aliments contaminés et les sites industriels, constituent encore de graves risques. Les ministères de la santé et de l'environnement, en alliance avec l'UNICEF, mènent depuis juillet dernier une campagne de sensibilisation sur ces risques de contamination au plomb au Cameroun.

H.F.



Rivonala Razafison (Madagascar) ; Une mine défriche les habitats des grenouilles dorées à Madagascar, mais un projet de réintroduction réussit à les protéger ; Mongabay, 1^{er} avril 2026.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://fr.mongabay.com/2026/04/une-mine-defriche-les-habitats-des-grenouilles-dorees-a-madagascar-mais-un-projet-de-reintroduction-reussit-a-les-protoger/>



Menacée d'extinction, la *Mantella aurantiaca* est une espèce de grenouille vivant exclusivement sur le territoire de Moramanga. Image de Frank Vassen via Flickr (CC BY 2.0).

ANDASIBE, Madagascar— Près d'une décennie après le premier relâchement des grenouilles dorées, menacées par les activités minières d'Ambatovy dans la région de Moramanga, sur les Hautes Terres orientales de l'île, la compagnie affirme que son projet de conservation se déroule bien. *Mantella aurantiaca*, cette petite grenouille vivement colorée, est menacée d'extinction. L'espèce est connue seulement dans la forêt de Mangabe, la forêt d'Andriambondro Ambakoana et le marais de Totorofotsy – une zone humide selon la Convention Ramsar.

Malheureusement, pour la conservation de cette espèce, le marais est parmi les localités affectées par les activités minières d'Ambatovy. A partir de 2012, la compagnie commençait à creuser entre 20 et 100 mètres de profondeur dans le sol, pour extraire le nickel et le cobalt, et défricher environ 1 600 hectares de forêt primaire.

Par ailleurs, 92 espèces d'amphibiens et 69 espèces de reptiles ont été recensées sur le site, dont 12 espèces classées en danger.



Deux employés de la compagnie minière Ambatovy sont en train de capturer des grenouilles dorées en cours de défrichement sur le site minier dans le complexe forestier d'Analamay Ambatovy. Image fournie par Ambatovy

Les grenouilles trouvées sur la zone en cours de défrichement sont collectées et confiées à un centre d'élevage de grenouilles, appelé Toby Sahona, pour y être reproduites, en vue de leur réintroduction dans la nature.

En 2017, plus de 1 500 individus de *M. aurantiaca* ont été réintroduits dans les marais de ponte, près de la mine d'Ambatovy, une telle opération étant organisée constamment. « Nous nous occupons du processus de reproduction dans sa totalité. Le centre d'élevage fonctionne toujours bien », a souligné à Mongabay, au téléphone, Christin Nasoavina, qui dirige actuellement le centre, à Andasibe Moramanga.

« De temps à autre, nous recevons d'Ambatovy une cinquantaine ou une centaine d'individus de *Mantella aurantiaca*. En retour, elle en demande jusqu'à un millier, voire plus pour le repeuplement », a expliqué Nasoavina.

Les animaux réintroduits, dans la nature, font l'objet d'un suivi régulier par Ambatovy et ses partenaires, avec le ministère chargé de l'Environnement. Selon un courriel de Media Relations Team d'Ambatovy, des suivis menés en 2025 par la compagnie ont relevé 257 grenouilles dorées sur la zone de conservation, 273 sur les sites de translocation, ainsi que 47 *M. aurantiaca* et trois *Mantella crocea* sur les zones en cours de défrichement.

« Les résultats [obtenus] indiquent une présence continue de l'espèce dans les habitats naturels et les sites récepteurs, avec une tendance globalement stable de la population dans les zones de conservation. Cela démontre également que les individus issus de l'élevage en captivité présente une bonne capacité d'adaptation aux milieux de réintroduction », écrit-elle.



Specimens de mantella élevés au Toby Sahona de l'Association Mitsinjo Andasibe, Moramanga. Image de Rivonala Razafison pour Mongabay.

Selon Sylvain Rija Rakotosoa, membre d'Ecofauna Madagascar, une équipe de l'ONG est déployée sur le terrain pour le suivi des grenouilles transférées vers les marais récepteurs, notant la présence des juvéniles signifiant que la majorité des individus transférés — des 5 109 individus de *M. aurantiaca* et d'autres espèces — se sont bien installés dans les marais récepteurs et ont commencé à se reproduire.

« Les dernières densités estimées dans ces marais récepteurs varient de 0,07 à 0,62 individus par mètre carré, correspondant à un effectif variant de 40 à 691 individus par marais », a indiqué l'expert. Les activités de sauvetage et de translocation jouent un rôle essentiel pour la

population de *M. aurantiaca*, dont le statut de conservation est passé de « En danger critique » à « En danger », en l’espace de dix ans.

« Le suivi des marais, accueillant les populations nouvellement transférées, demeure primordial, afin d’évaluer l’efficacité de ce programme de conservation, sur le long terme », a expliqué Rakotosoa.

« Ces initiatives d’Ambatovy, parmi les premières menées à Madagascar, constituent une avancée encourageante. Elles ouvrent la voie à des actions similaires pour d’autres espèces de grenouilles malgaches aux populations restreintes, qui pourraient aussi bénéficier de programmes de conservation in situ », a-t-il conclu.

Le complexe forestier d’Ambatovy Analamay abrite aussi 11 espèces de lémuriens, dont deux en danger critique d’extinction et une en danger. En 2025, deux espèces ont été observées sur les zones de défrichement. Deux individus ont été capturés et transférés vers des habitats sécurisés.

Le programme de biodiversité d’Ambatovy repose sur une collaboration entre ses équipes internes, la communauté locale à travers des entités communautaires fondées conformément aux directives gouvernementales, un comité d’experts scientifiques, des organisations de conservation, des institutions académiques et les autorités environnementales malgaches.

Le dispositif permet d’assurer un suivi écologique continu, de renforcer les capacités locales en matière de conservation et d’aligner les actions avec les exigences réglementaires et les standards internationaux.



Wassila Ould Hamouda (Algérie) ; Transition et sécurité énergétique: L'Algérie à l'heure des défis ; Horizons, 3 avril 2026.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://www.horizons.dz/2026/04/transition-et-securite-energetique-lalgerie-a-lheure-des-defis/>



L'Algérie est à l'heure des défis en matière de transition et de sécurité énergétiques avec la situation géopolitique actuelle dans le monde.

Les soubresauts géopolitiques qui secouent le monde, conséquence, notamment, des conflits au Moyen-Orient, ramènent sur le devant de la scène la sécurité énergétique et notre dépendance aux énergies fossiles.

Préserver les ressources fossiles

L'Algérie, consciente de ce nouveau paradigme, n'a pas attendu l'avènement de ces perturbations mondiales pour amorcer sa transition énergétique. Elle a adopté, faut-il le rappeler, en 2011, le Programme national de développement des énergies renouvelables (ENR), actualisé par la suite, lequel vise à intégrer progressivement les ENR dans le mix énergétique national afin de diversifier les sources d'énergie et préserver les ressources fossiles.

Le ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables est, désormais, chargé de mettre en œuvre ce programme gouvernemental à travers la production de 15.000 mégawatts d'énergie solaire photovoltaïque d'ici 2035. Une partie de ce programme, soit 3.200 mégawatts, a été réalisée par la construction de centrales de production d'électricité dans 12 wilayas du Sud et des Hauts Plateaux, avec des capacités comprises entre 80 et 220 mégawatts.

Les pouvoirs publics suivent avec un intérêt particulier l'exécution de ce programme national et ce dossier revient, en effet, régulièrement à l'ordre du jour des Conseils des ministres et des réunions de gouvernement. D'ailleurs, mercredi dernier, le chef de l'Exécutif, Sifi Ghrieb, a mis l'accent sur l'impératif de passer à la vitesse supérieure en vue d'accélérer le processus du mix énergétique. La conjoncture actuelle l'exige, surtout qu'il s'agit, avant tout, d'une question de sécurité énergétique.

Un potentiel solaire élevé

L'Algérie dispose d'un des gisements solaires les plus élevés au monde. La durée d'insolation sur la quasi-totalité du territoire national dépasse les 2.000 heures annuellement et peut atteindre les 3.900 heures (Hauts Plateaux et Sahara). L'énergie reçue annuellement sur une surface horizontale de 1m² est de près de 3 KWh/m² au nord et dépasse 5,6 KWh/m² dans le Grand Sud. Au regard de ce potentiel, l'Algérie a toutes les cartes en main pour contribuer à transformer la crise en une renaissance verte.

Pour l'expert en énergies renouvelables, Tewfik Hasni, il est grand temps d'accélérer la transition vers des ressources alternatives. Contacté par nos soins, Hasni explique que la transition énergétique s'est affirmée avec la rareté des ressources. «Les guerres sont dues à cela. Notre pays a le plus grand potentiel énergétique qui n'est jusqu'à présent pas exploité. Il s'agit du solaire thermique que nous avons déjà testé avec la centrale de Hassi R'mel et qui prouve la maîtrise de cette technologie», indique-t-il, précisant que ce potentiel permettra à notre intégration industrielle d'atteindre un niveau de 75%.

Selon lui, le potentiel est l'équivalent de 39.000 milliards de m³/an de gaz. «Notre pays pourrait fournir tous les besoins électriques et de chaleur à l'Europe avec, en prime, une compétitivité totale et en respect des objectifs climatiques», souligne-t-il, notant que le gaz à plus de 60% sert à la génération électrique.

Une rude concurrence internationale

Il estime que l'Algérie ne doit pas rater le coche et devra déployer «une stratégie globale avec des objectifs précis et mesurés dans le temps» pour s'affirmer encore plus sur l'échiquier énergétique dans ses deux axes, hydrocarbures et énergies renouvelables. L'expert indique que la concurrence dans les ENR devient de plus en plus rude, ajoutant que les investissements dans ce domaine «n'ont absolument pas faibli, bien au contraire et ce sont des pays comme la Chine et les États Unis qui restent leaders».

Poursuivant, Hasni tient à rappeler que la sécurité énergétique reste le facteur déterminant dans la transition énergétique. «L'Allemagne et la Grande-Bretagne ont tout récemment voté des lois stipulant que toute nouvelle construction devrait comporter des panneaux solaires et des pompes à chaleur», rappelle-t-il, notant que pour ces deux pays, l'intérêt est de sortir de la dépendance aux énergies fossiles.

Évoquant la volatilité des prix, l'expert a fait observer que le marché de l'énergie n'obéit plus au fondamentaux initiaux, à savoir ceux de l'offre et la demande. «La sécurité énergétique amène une volonté d'autonomie dans la source énergétique. Le prix n'est plus un paramètre. Cependant, la crise faisant, on ne peut admettre une énergie trop chère. Ceci peut expliquer le retour au charbon parfois», soutient-il.



René Bagalwa (RDC) ; Sud-Kivu : pratiques de la culture Climato-Intelligente de haricot développées ; Sciences Watch Infos, 4 avril 2026.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://www.scienceswatchinfos.net/p/rdc-sud-kivu-pratiques-de-la-culture-climato-intelligente-de-haricot-developpees>

Les recherches sont menées par l'Institut National pour l'Etude et la Recherche Agronomiques (INERA) Mulungu et CIAT en collaboration avec le programme PABRA académie de la République Démocratique du Congo.



L'Ingénieur agronome Bahati Bujingo est un chercheur, agent engagé au centre de recherche de l'INERA Mulungu et bénéficiaire de la bourse du troisième cycle dans le cadre du projet dénommé PABRA académie qui soutient la recherche de la culture des haricots bio-fortifiants en Afrique.

Dans le cadre de ses recherches et pour renforcer les innovations de l'Institut National pour l'Etude et la Recherche agronomiques (INERA) en sigle dans le domaine de la culture des haricots bio-fortifiants, il a mis sur pied des champs climato-intelligents installés dans une serre métallique bien couverte et qui est épargnée du soleil et de la pluie. Il s'agit d'un milieu culturel qui est adapté à la valorisation des haricots bio-fortifiants résilients.

Ce milieu fermé contient des bassins et dans chaque bassin contient du sol stérilisé qui constituent des parcelles pour cette culture.

-Pourquoi une culture climato-intelligente ?

Comme dans tous les domaines de la recherche, chaque culture a ses obligations et ses conditions adaptées à chaque semence.

Pour le Chercheur BAHATI BUJINGO, agent à l'antenne du Programme National des légumineuses à l'INERA Mulungu, cette étude vise à réaliser des évaluations pour adapter les cultures dans les conditions contrôlées ou semi-contrôlées.

Dans cette serre, il contrôle la pluie, le soleil et les effets climatologiques.

Ce travail vise encore à évaluer les effets des stress hydriques de semences dans le milieu culturel à différents stades et dans chaque parcelle représentée par un bassin abritant différentes variétés.

Quelles sont les différentes activités réalisées au cours de cette étude qui a duré trois mois.

Au total cinq éléments étaient évalués tout au long de ce travail. A titre illustratif :

. Evaluation des effets de stress hydriques des haricots dans la serre. Il s'agit d'une étape cruciale d'étudier les conditions de la sécheresse et des inondations pendant cette période.

Evaluation de l'influence sur le rendement et la teneur en fer et en zinc des haricots cultivés dans ce milieu.

Evaluation de la concentration en anti-nutriments des haricots.

Evaluation de la carence en eau et la température dans ce milieu.

En dernier lieu, l'évaluation de l'augmentation de la durée de la cuisson des haricots pour se rassurer de l'obtention d'une variété qui permet d'économiser la durée de la cuisson , économie des charbons ou bois , ceci pour contribuer à la réduction du réchauffement climatique dans la région .

Les variétés en expérimentations

Pour cette première phase, 4 variétés cultivées faisaient objet de la recherche entre autres

« CODM/B001,

-CODMLB001,

-CODMLB449 et

HM21-7».

Il s'agit des variétés des haricots bio-fortifiés cultivées dans plusieurs pays africains y compris la République Démocratique du Congo avec leurs caractères.

Ces variétés se distinguent par la croissance rapide, la multiplication rapide, la courte durée lors de la cuisson et sont riches en fer et en zinc qui sont des éléments nécessaires pour le corps humain.

« A en croire Mr BUJINGO, toutes ces variétés ont suivi un processus normal en passant par la période de semi, l'entretien, la floraison, le remplissage des gousses, la sécheresse des gousses, jusqu'à la récolte »

C'est ce mercredi 1 Avril 2026 qu'a eu lieu la récolte de ces différentes variétés. Chaque quantité a été pesée pour évaluer le rendement de la production.

Ensuite, déterminer le nombre des plantes semées, le nombre des gousses d'haricots par plante en vie d'évaluer la biomasse de chaque unité expérimentale pour les différents stades de croissance

Après cette opération, suivra aussi le comptage des nombres des graines récoltées par gousse, plante, variétés et mesurer le poids de la quantité récoltée des graines.« La dernière étape de cette recherche consistera à analyser les résultats dans le laboratoire moderne en OUGANDA pour confirmer les résultats de cette recherche devant l'équipe de CIAT et PABRA académie avec comme finalité d'arriver à la multiplication et à la vulgarisation de ces variétés résilientes dans le souci de promouvoir ces matériels dans la communauté , booster les revenus et stabiliser la sécurité alimentaire à travers les haricots bio-fortifiés en Afrique en générale et en République Démocratique du Congo en particulier souligne Mr BAHATI BUJINGO ».

Pour se rassurer de l'évolution de la récolte et des résultats, le chercheur et son équipe poursuit l'identification et le comptage des gousses et des graines en utilisant le kilogramme pour déterminer la quantité récoltée.

Cette étude offrira des opportunités aux agriculteurs de l'Est de la RDC et ceux du Sud-Kivu en particulier à accéder aux semences d'haricots de près base et de base de qualité améliorée grâce à cette recherche réalisée à l'INERA MULUNGU au Sud-Kivu par ce chercheur et l'antenne PNL.

Notez que ce centre est reconnu comme grenier culturel de haricot en RDC.



Denise Kyalwahi (RDC) ; RDC : les peuples autochtones face à une crise humanitaire alarmante à l'Est du pays ; Naturel CD, 8 avril 2026.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://naturelcd.net/2026/04/08/rdc-les-peuples-autochtones-face-a-une-crise-humanitaire-alarmante-a-lest-du-pays/>



Dans l'Est de la République démocratique du Congo, la situation des peuples autochtones devient de plus en plus préoccupante. Au Nord-Kivu et en Ituri, les communautés pygmées sont particulièrement exposées aux violences attribuées aux rebelles ADF (Allied Democratic Forces), responsables de massacres répétés dans la région.

Selon l'activiste pour la justice sociale et environnementale Seth Tsongo, ces attaques dépassent le cadre d'incidents isolés et s'inscrivent dans une dynamique de violences systématiques. Des villages sont incendiés, des civils tués et des femmes ainsi que des enfants pris pour cibles. Ces exactions plongent les populations dans la terreur et provoquent des déplacements massifs, forçant notamment les autochtones à abandonner leurs terres ancestrales.



Ce déracinement a des conséquences profondes : il détruit les modes de vie traditionnels et rompt le lien essentiel entre ces communautés et la forêt, principale source de leur subsistance.

Face à cette situation, Seth Tsongo intensifie son plaidoyer en faveur de la reconnaissance et de la protection des droits des peuples autochtones. Il dénonce leur marginalisation persistante et le silence des autorités, tout en soulignant l'urgence d'une action concrète pour assurer leur sécurité et préserver les écosystèmes dont ils dépendent.

L'activiste insiste sur le fait que la défense des droits humains est étroitement liée à la protection de l'environnement, en particulier dans le bassin du Congo où ces communautés jouent un rôle clé dans la préservation des forêts.



Vulnérables depuis longtemps, les peuples autochtones subissent une double peine : la violence des groupes armés et la non-reconnaissance de leurs droits fondamentaux. L'absence de garanties foncières, leur exclusion des politiques publiques et leur accès limité à la justice contribuent à maintenir leur voix en marge.

Pour les défenseurs des droits humains, la protection de ces communautés ne relève plus du choix mais de l'urgence. Elle constitue un enjeu majeur de dignité, de justice et de préservation des forêts du bassin du Congo.

AL BAYANE

Mohammed Tafraouti (Maroc) ; L'économie bleue en temps de guerre : pourquoi l'environnement disparaît-il de l'équation des détroits stratégiques ?
Al Bayane, 8 avril 2026.

Tag : -.

Avec l'intensification des conflits militaires dans les détroits stratégiques et en mer Méditerranée, les questions environnementales ont presque disparu de débat international. Entre les risques de marées noires, la pollution sonore et la perturbation des écosystèmes marins, les océans deviennent des victimes silencieuses de guerres où la sécurité et la géopolitique prennent le pas sur la biodiversité.



Une réalité amère après les sommets environnementaux

Alors que les sommets internationaux consacrés à la protection des océans et du climat se succèdent, les corridors maritimes vécus continuent de payer le prix des décisions des grandes puissances, tandis que les écosystèmes marins deviennent des victimes silencieuses.

En passant avec inquiétude d'un média à l'autre, je ressens lassitude et désespoir face à une scène internationale qui s'est transformée, dans nombre de ses détails, en un foyer dangereux de pollution, à la fois pour la conscience collective et pour l'environnement. Après une série de sommets environnementaux ponctués de recommandations brillantes et d'initiatives prometteuses, nous revenons rapidement au point de départ, voire pire que le point de départ. Des scènes douloureuses montrent des êtres humains issus d'une même humanité incapable de vivre dans la paix et l'harmonie, mais transformés, par les politiques et les conflits, en « ennemis les uns des autres ». Haine, faim, pauvreté, destruction, disparition... comme si rien ne s'était passé. Comme si toutes ces conférences organisées sous les slogans de protection des océans et du climat n'avaient été que des bulles médiatiques éphémères au premier test géopolitique.

Ici, dans le détroit d'Ormuz, où les routes du pétrole croisent les lignes de feu, se révèle la contradiction la plus douloureuse. Là-bas, dans les eaux de la mer Méditerranée, où se disputent projets gaziers et influences militaires, la même contradiction se répète. Tandis que les sommets sur le climat et les océans se tiennent dans des salles luxueuses, la destruction environnementale est reproduite chaque jour au nom de la sécurité nationale et de la dissuasion militaire. Combien de temps encore la mer restera-t-elle l'otage des conflits ? Et où vont les promesses de protection des océans en temps de guerre ?

Nouvelles dynamiques : lorsque l'océan devient un champ de bataille

Le monde connaît une politisation croissante des espaces maritimes. Les détroits et les voies navigables ne sont plus seulement des routes commerciales ou des écosystèmes fragiles : ils sont devenus des lignes de front pour les conflits régionaux et internationaux. Le détroit d'Ormuz, par lequel transitent près de 20 % du pétrole mondial, se transforme périodiquement en point de friction militaire, entre menaces de fermetures et attaques contre des navires liés aux tensions régionales. À l'autre extrémité de la carte, la mer Méditerranée devient un théâtre complexe de rivalités. Du détroit de Gibraltar aux côtes libyennes et syriennes, les conflits autour de la délimitation des zones économiques exclusives se mêlent à l'exploration du gaz naturel, dans un contexte de forte présence militaire de l'OTAN et de bases navales concurrentes. Les tensions entre la Turquie, la Grèce et Chypre, le conflit en Libye et la présence russe en Méditerranée orientale font de cette mer antique un croisé où les intérêts géopolitiques s'entrechoquent, au détriment d'un système écologique fragile.

Les conséquences environnementales des conflits : le grand oublié

C'est ici que se révèle la grande contradiction. Alors que les conférences internationales appellent à une économie bleue durable et à un océan qui ne connaît pas de frontières, les pratiques réelles reproduisent les frontières par la force et ajoutent même de nouvelles lignes de menace environnementale. L'escalade militaire dans les voies navigables accroît sur des écosystèmes déjà fragilisés par la pollution, le réchauffement climatique et la surexploitation humaine.

Lorsque l'on évoque les tensions dans le détroit d'Ormuz ou en Méditerranée, la dimension environnementale reste la grande absente des analyses dominantes. Pourtant, la guerre, même avant d'éclater, laisse des traces écologiques durables. Dans le détroit d'Ormuz, toute confrontation militaire visant les pétroliers ou les installations énergétiques pourrait provoquer des marées noires massives, extrêmement difficiles à contenir dans

un passage maritime étroit et relativement peu profond. La catastrophe écologique ne se limiterait pas aux côtes de l'Iran, d'Oman et des Émirats arabes unis ; elle toucherait aussi les zones humides et les récifs coralliens uniques du golfe Arabo-Persique, déjà fragilisés par des températures record et une salinité croissante.

En mer Méditerranée, la situation apparaît encore plus complexe. Des années de conflit en Libye et en Syrie ont entraîné le naufrage de navires et de cargaisons de carburant, la fuite de substances dangereuses provenant d'installations pétrolières endommagées, ainsi qu'une pollution chronique liée aux exercices militaires et aux mouvements navals intenses. La crise migratoire sans précédent, accompagnée d'opérations de recherche et de sauvetage et de mesures sécuritaires renforcées, a également exercé une pression supplémentaire sur des zones marines sensibles. Quant à l'exploration gazière par prospections sismiques, elle génère une pollution sonore qui perturbe la communication et la navigation des mammifères marins, tels que les dauphins et les baleines, sans parler de ses effets sur les stocks halieutiques dont dépendent des millions de pêcheurs.

Les deux bassins subissent ainsi une pression double. Ils souffrent déjà des effets du changement climatique, hausse des températures de l'eau, acidification des océans et élévation du niveau de la mer. L'ajout des pressions liées aux conflits militaires et aux activités associées rend la capacité de résilience des écosystèmes presque impossible.

Med Mosaic : lorsque l'initiative civile affronte la destruction des mers en temps de guerre

L'experte en environnement marin, Mme Mona Samari, souligne que : « La mer Méditerranée réunit tous les pays de la région. La dégradation de l'environnement dans un pays devient rapidement un problème pour tous. Traiter les questions environnementales dans des périodes difficiles ne signifie pas ignorer les conflits, mais documenter une autre crise qui façonnera l'avenir de la région



pendant des décennies. »

Elle ajoute : « Le secteur des médias traverse déjà une crise mondiale. Le journalisme environnemental est souvent la première victime, alors même qu'il constitue l'un des domaines les plus importants pour l'avenir de la région. Les défis environnementaux, perte des moyens de subsistance des pêcheurs, fragilisation croissante des communautés côtières et intensification de la compétition pour les ressources marines, pourraient devenir des enjeux de sécurité pour la prochaine génération. »

Ces propos rejoignent le travail de l'initiative Méd Mosaic, qui se concentre sur les questions marines touchant les pays en situation de conflit ou de post-conflit dans la région méditerranéenne. L'initiative s'intéresse notamment à des phénomènes tels que l'augmentation de la pêche à la dynamite au Liban, en Syrie et en Libye.

Analyse juridique : la guerre contre le droit de l'environnement

Le Dr Mohamed BELMAHI, expert juridique marocain spécialisé en droit public, estime que la situation révèle une défaillance persistante de la gouvernance environnementale internationale. Selon lui, les conflits armés mettent en évidence les limites actuelles du droit international de l'environnement. Lorsque les questions de sécurité et d'énergie deviennent prioritaires, la protection des

questions juridiques et éthiques liées à l'avenir de la sécurité environnementale mondiale.

Société civile et ONG : entre encadrement local et silence stratégique

Dans les zones de tension comme le détroit d'Ormuz et la Méditerranée orientale, les organisations de la société civile et les ONG font face à plusieurs dilemmes structurels.

Le premier est l'encadrement sécuritaire : les préoccupations environnementales sont souvent absorbées par la logique de la « sécurité nationale », toute discussion sur l'impact environnemental des conflits étant perçue comme une menace sécuritaire ou une divulgation d'informations sensibles. Le deuxième est la fragmentation régionale. La présence de la société civile dans le Golfe ou en Méditerranée orientale est dispersée. Des organisations environnementales existent aux Émirats arabes unis, à Oman, en Iran, en Grèce ou en Turquie, mais la coordination transfrontalière demeure quasi inexistante en raison des tensions politiques.

Le troisième est la crise du financement. Les financements internationaux privilégient les projets d'« économie bleue » ou d'« énergie propre » dans des régions relativement stables, tandis que les initiatives visant à surveiller la pollution liée aux activités militaires ou à se préparer aux grandes marées noires dans les zones de conflit



écosystèmes marins est souvent reléguée au second plan, malgré les engagements internationaux en matière de biodiversité et de protection des océans.

Il souligne que la protection des océans dans les zones de tension géopolitique nécessite le renforcement de mécanismes juridiques internationaux capables d'intégrer la dimension environnementale dans les politiques de sécurité et la gestion des crises. La relation entre guerre et environnement est aujourd'hui l'une des problématiques juridiques les plus complexes du système international contemporain.

Les conflits armés modernes, ajoute-t-il, ne se limitent plus à affecter les infrastructures ou les populations civiles ; ils touchent également les écosystèmes marins et terrestres. Le ciblage des installations pétrolières, l'entrave à la navigation dans les détroits stratégiques ou l'intensification des activités militaires navales peuvent entraîner des dommages environnementaux graves et durables.

Le droit international, bien qu'il comporte certaines dispositions protectrices, présente encore des lacunes évidentes. Le droit international humanitaire inclut des principes généraux visant à protéger l'environnement pendant les conflits armés, notamment l'interdiction de causer des dommages étendus, durables et graves à l'environnement, mais le véritable problème réside dans la faiblesse des mécanismes d'application et l'absence de systèmes de contrôle efficaces, en particulier dans les zones maritimes sensibles.

Le principal défi juridique consiste à intégrer de manière contraignante les considérations environnementales dans les décisions militaires et stratégiques, en particulier dans les voies navigables internationales. La protection de l'environnement marin ne devrait pas rester une question secondaire en période de crise, mais devenir une composante essentielle de l'architecture de sécurité internationale.

En définitive, la protection des mers dans les zones de conflit n'est plus seulement une question environnementale ; elle constitue également une

question largement marginalisée.

Les médias : entre escalade et silence

Les médias sont confrontés à un double dilemme. Lorsqu'un incident survient, par exemple l'attaque d'un pétrolier dans le détroit d'Ormuz ou un affrontement naval en Méditerranée, la couverture médiatique se concentre sur les dimensions géopolitiques et les fluctuations des prix de l'énergie, tandis que la dimension environnementale disparaît presque totalement ou n'est mentionnée que brièvement.

Dans les périodes de « ni guerre ni paix », un silence systématique domine. Les enquêtes approfondies sur la pollution chronique liée à la présence militaire, la dégradation des écosystèmes due aux exercices militaires répétés ou l'impact persistant des mines marines héritées des conflits passés sont rares.

Ce qui rapproche le détroit d'Ormuz et la mer Méditerranée, malgré leurs contextes différents, est une même logique : la politisation de l'espace maritime au détriment de sa durabilité.

Dans les deux bassins, les voies maritimes deviennent des théâtres de confrontation, et l'environnement marin se retrouve prisonnier des calculs de puissance et d'influence.

Le véritable défi n'est pas seulement de multiplier les engagements lors des sommets océaniques, mais de construire des mécanismes capables de faire de la protection des mers une logique résistante à la guerre.

Car si la mer ne reconnaît pas les frontières, nos actions resteront inefficaces tant que nous n'aurons pas affronté la nouvelle réalité : les frontières politiques se redessinent par la force en mer, et c'est l'écosystème dont dépend toute l'humanité, du Golfe arabo-persique aux rivages de la Méditerranée, du détroit d'Ormuz à Gibraltar, qui en paie le prix.

Il faut reconnaître que l'environnement marin est la victime silencieuse des guerres, soit nous continuons d'assister à la catastrophe en répétant des slogans qui ne se traduisent jamais en action.



Ferdinand Mbonihankuye (Burundi) ; Signal d’alarme sur la négligence des soins palliatifs en Afrique francophone ; Scidev, 8 avril 2026.

Tag : OMS.

Pour accéder à l’article : <https://www.scidev.net/afrique-sub-saharienne/news/signal-dalarme-sur-la-negligen-ce-des-soins-palliatifs-en-afrique-francophone/>



[GITEGA, SciDev.Net] Les soins palliatifs (SP) restent largement sous-développés dans la majorité des pays d’Afrique francophone, souligne une étude menée par Atlantes, l’Observatoire mondial des soins palliatifs.

Pour parvenir à cette conclusion, les auteurs de l’étude ont analysé les données quantitatives de l’Initiative Globale de Cartographie des soins palliatifs (2023–2025) à travers le « Global Development Score » (GDS) et 14 indicateurs regroupés en six dimensions structurelles.

Sur les 22 pays francophones analysés, 16 – soit 73 % – sont classés au stade « émergent » du développement des soins palliatifs. Cinq pays sont considérés comme « en progression », tandis qu’un seul, le Maroc, atteint le niveau « établi ». Aucun pays francophone n’appartient aux catégories les plus avancées observées ailleurs en Afrique.

“Si plusieurs pays mettent en place des achats groupés ou une production mutualisée d’antalgiques, comme cela a été fait pour les antirétroviraux contre le VIH, l’accès pourrait être considérablement amélioré”

Anthelme Agbodande, Programme national de soins palliatifs, Bénin

Pour Fernanda Vieira Bastos, principale auteure de l’étude, ces résultats confirment une tendance observée depuis plusieurs années. « L’écart identifié dans les rapports précédents n’était pas temporaire. Il persiste près d’une décennie plus tard, malgré certaines avancées », explique-t-elle.

L’un des principaux freins identifiés concerne l’accès aux médicaments essentiels contre la douleur, en particulier la morphine orale. Pourtant, ce médicament figure sur la liste des traitements indispensables de l’OMS. Dans plusieurs pays francophones, il reste difficile à obtenir, voire absent des autorisations de mise sur le marché.

Selon l’étude, des réglementations héritées de l’époque coloniale continuent de compliquer l’importation, la prescription et la distribution des opioïdes médicaux. Dans certains États, la prescription de la morphine est limitée aux hôpitaux de niveau tertiaire, ce qui exclut de nombreux patients vivant en zones rurales.

« Les procédures d’importation et de prescription créent un véritable goulot d’étranglement », précisent les auteurs de l’étude.

Pour Anthelme Agbodande, coordonnateur du Programme national de soins palliatifs au Bénin, une approche régionale pourrait permettre d’améliorer la situation.

« Si plusieurs pays mettent en place des achats groupés ou une production mutualisée d’antalgiques, comme cela a été fait pour les antirétroviraux contre le VIH, l’accès pourrait être considérablement amélioré », confie-t-il à SciDev.Net

Cependant, les défis politiques et administratifs rendent ce type d’initiative encore difficile à mettre en œuvre.

Les chercheurs notent également que, dans plusieurs pays, les soins palliatifs ne sont pas clairement intégrés dans les politiques nationales de santé ni dans les dispositifs de couverture sanitaire universelle. Sans reconnaissance institutionnelle, leur financement et leur développement restent limités.

Manque de professionnels formés

Outre l’accès aux médicaments, le manque de professionnels formés constitue un autre obstacle majeur. La production scientifique dans le domaine des soins palliatifs reste particulièrement faible dans les pays africains francophones.

Entre 2017 et 2023, les pays anglophones du continent ont publié environ quinze fois plus d'articles scientifiques indexés que les pays francophones.

Les chercheurs parlent de « marginalisation épistémique » pour décrire cette faible présence dans la production scientifique internationale. « Le système de publication scientifique reste largement dominé par l'anglais et par les institutions du Nord global », expliquent-ils.

Cette situation limite la visibilité des recherches menées dans les pays francophones et réduit la disponibilité de données locales nécessaires pour orienter les politiques de santé.

Au Bénin, une formation francophone en soins palliatifs organisée en 2014 a contribué à l'élaboration d'un programme national consacré à cette discipline.

Mais pour les spécialistes, ces formations ponctuelles ne suffisent pas. « Une formation d'une semaine ne permet pas de structurer durablement les services. Il faut des formations diplômantes et des postes dédiés », insiste Anthelme Agbodande.

Ainsi, la création récente d'un diplôme d'études spécialisées en soins palliatifs pour les médecins au Burkina Faso pourrait contribuer à renforcer les capacités locales.

Le financement reste également un frein. Selon Secondine Gnintoungbé, présidente de l'Association béninoise de soins palliatifs, ce domaine attire moins l'attention des bailleurs de fonds que d'autres priorités sanitaires. « Les soins palliatifs reçoivent beaucoup moins de financements que le VIH ou les maladies non transmissibles », explique-t-elle.

Rôle des communautés

Dans plusieurs pays africains, les patients vivent loin des structures hospitalières et accèdent tardivement aux soins. Pour améliorer la prise en charge, certaines initiatives s'appuient sur les communautés.

Au Bénin, des agents de santé communautaires ont ainsi été formés pour identifier les patients nécessitant des soins palliatifs et orienter les équipes médicales.

« La continuité entre la communauté, les centres de santé et les services spécialisés est essentielle », souligne Secondine Gnintoungbé.

Les experts estiment également qu'un dialogue avec les praticiens de médecine traditionnelle pourrait améliorer l'orientation des patients vers les services médicaux.

Dans de nombreux contextes africains, les patients consultent en effet plusieurs types de soignants avant d'arriver à l'hôpital, souvent à un stade avancé de la maladie.

L'étude, publiée dans la revue « Médecine Palliative » en mars 2026, met également en évidence un fossé persistant entre les pays francophones et les pays anglophones du continent.

Soulignant que les soins palliatifs ont progressivement été intégrés aux programmes de prise en charge du VIH et du cancer dans les pays anglophones, ce qui a accéléré leur développement.

Ce retard de l’Afrique francophone prive encore des millions de patients d’un accès adéquat au traitement de la douleur et à l’accompagnement de fin de vie.

Intégration des soins palliatifs

Toutefois, l’exemple du Maroc, le seul pays d’Afrique francophone classé au niveau « établi » du développement des soins palliatifs, montre qu’une progression est possible.

Le pays a choisi d’intégrer ces services dans des programmes existants, notamment le plan national de lutte contre le cancer. Cette approche a permis de mobiliser des ressources dans des structures déjà opérationnelles.

Les associations professionnelles ont également joué un rôle important dans la formation et le plaidoyer. Au Bénin, un programme national de soins palliatifs a été lancé entre 2018 et 2019 afin d’intégrer progressivement ces services dans le système de santé.

« Lorsque les soignants sont formés, affectés et rémunérés pour ces activités, les services peuvent réellement se développer », fait savoir le coordonnateur du Programme national de soins palliatifs au Bénin.

Selon les projections de l’étude, la demande en soins palliatifs pourrait tripler en Afrique d’ici 2060, en raison du vieillissement de la population et de l’augmentation des maladies chroniques.

Pour Fernanda Vieira Bastos, il s’agit d’une crise sanitaire encore peu visible. « Ce n’est pas une urgence humanitaire spectaculaire, mais une progression silencieuse d’un besoin croissant de prise en charge », dit-elle.

Sans intégration précoce des soins palliatifs dans les systèmes de santé, les patients risquent de continuer à souffrir de douleurs non traitées et les familles devront supporter des coûts importants.

Pour les chercheurs, la solution passe par une intégration des soins palliatifs à tous les niveaux du système de santé, notamment dans les soins primaires, ainsi que par un renforcement de la formation et de l’engagement des communautés.



Infonile

Geodata Journalism from the Nile Basin

Christopher Bendana (Uganda) ; Global Experts Advise on How Africa can Secure a Larger Share of Carbon Markets ; Infonile, April 9, 2026.

Tag : AfDB, African Union, OSAA, Paris Agreement, UNCCD, World Bank.

To access to the article : <https://infonile.org/en/2026/04/africa-can-secure-a-larger-share-of-carbon-markets/>



A 2025 study by the United Nations Convention to Combat Desertification (UNCCD), Scaling Carbon Finance for Land, Livelihoods and Long Term Resilience, highlights that the absence of a standardised legislative framework in voluntary carbon markets can lead to inconsistencies in how carbon credits are defined, priced, and verified.

A well-defined legal framework is key to unlocking Africa’s carbon market potential, according to a leading expert.

Damien Ricordeau, co-founder of Hummingbird, a Paris-based decarbonisation company, told journalists during a webinar on Climate and Carbon Finance on March 12 that African countries with stable regulations would benefit more than those without.

“It is important to have a stable regulatory framework,” he advised.

Ricordeau was one of the presenters at the webinar organised by the Network of African Journalists Specialised in Sustainable Development and Climate Change. Other speakers included Al Hamdou Dorsouma, acting director of Climate Change and Green Growth at the African Development Bank (AfDB), and Jean Paul Adam, director of Policy, Monitoring and Advocacy in the Office of the Special Adviser on Africa at the United Nations in New York.

The webinar aimed to equip African journalists with basic knowledge of carbon markets and credits to improve reporting on the subject.

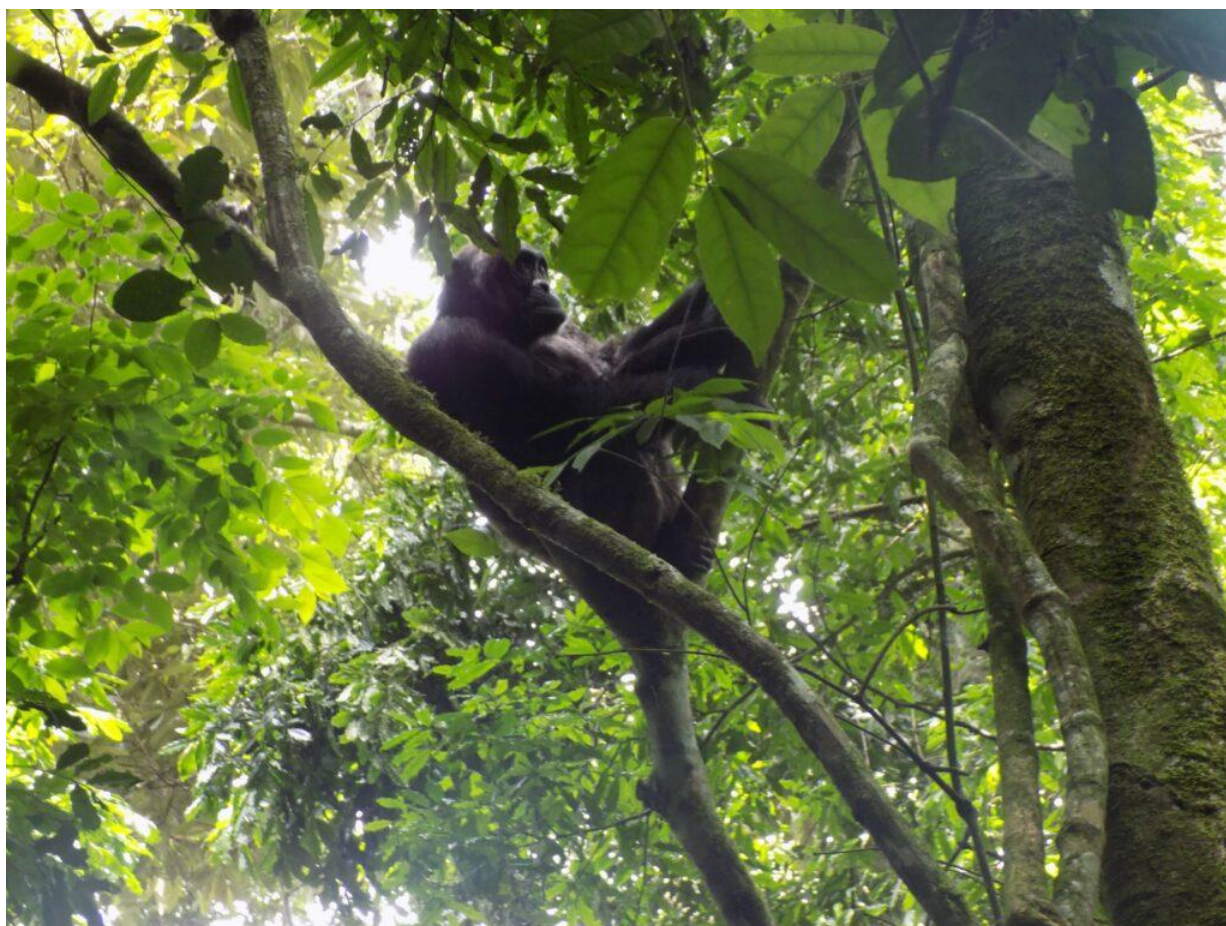
Currently, many African countries are developing strategies and policies to implement Article 6 of the Paris Agreement, which helps nations fund climate actions outlined in their Nationally Determined Contributions (NDCs). The article provides a basis for trading carbon credits among national governments, voluntary organisations, and international bodies.

Africa receives only ‘crumbs’ from carbon markets

Al Hamdou Dorsouma of the AfDB told journalists that Africa receives only a small fraction of global carbon finance, on average, about 3%. He said this must change.

“Africa has not benefited from carbon markets despite its potential,” he said.

That potential includes vast carbon sinks ranging from the Kibaale Rainforest in Uganda and the Congo Basin to dryland soils in the Sahel. Dorsouma argued that the bank’s climate change strategy is an important tool to help African countries tap into carbon markets.



A chimp in Kibaale National Park

The AfDB’s Africa Carbon Support Facility aims to unlock climate finance across the continent by providing advisory services for carbon credit projects and building capacity. The facility also

supports project developers in preparing Project Information Notes and Project Design Documents, which are requirements under the Clean Development Mechanism and are crucial for commercialising carbon potential.

Compliance markets vs. voluntary markets

Paul Sebastien, director of Africa Carbon Solutions and a member of the African Sovereign Carbon Initiative (ASCI), advises African countries to focus on compliance markets. These are domestic programs that promote decarbonisation and energy transition based on the polluter-pays principle, as envisioned in the Kyoto Protocol.

He cites the European Union’s Emissions Trading System, which generates €95 billion in annual revenue, and Djibouti’s 2023 Carbon Sovereign Initiative as examples.

“Compliance carbon schemes clearly represent a direct opportunity for countries to generate sovereign revenue,” he said, contrasting them with the more promoted but problematic voluntary markets on the continent.

“Voluntary carbon markets are more complex, as they depend on demand from buyers for carbon credits. Africa has significant potential in this area, but it remains underdeveloped. In many countries, there is still a lack of adequate frameworks, clarity in government authorisations, and regulatory certainty to provide comfort to international investors.”

But, voluntary markets are currently providing that extra income to the ordinary tree farmer, and they can do better. There is only a need for robust governance control from national carbon agencies for equity.

A 2025 study by the United Nations Convention to Combat Desertification (UNCCD), *Scaling Carbon Finance for Land, Livelihoods and Long Term Resilience*, highlights that the absence of a standardised legislative framework in voluntary carbon markets can lead to inconsistencies in how carbon credits are defined, priced, and verified.

In contrast, compliance markets like Djibouti’s are governed by domestic regulations. Djibouti charges a levy of \$17 per ton of CO₂ emitted by maritime and aviation businesses transiting through its territory, with revenues financing social services.

Understanding carbon markets

Carbon markets trade carbon credit certificates issued after verification that a project developer has reduced or removed one ton of carbon dioxide.

The World Bank categorises carbon credits into three types:

There are International crediting mechanisms, for example, the ones under Article 6 of the Paris Agreement.

There are government crediting mechanisms like the Australian Carbon Credit Unit. Lastly, they are Independent crediting mechanisms like Verra and the Gold Standard

It also defines four market segments:

- First, there is international compliance; here, countries buy credits to meet greenhouse gas commitments.
- Then, there are voluntary programs where private entities buy credits for voluntary mitigation pledges.
- There are domestic compliance where companies buy credits to comply with national laws.
- Lastly, results-based finance, where governments or international organisations pay host countries for emission reductions.

Examples include improved cook stoves that reduce charcoal use, wetlands that store carbon, and offset programs like Sprout Water in Uganda. Operating in Kyenjojo and Kyegegwa districts, Sprout Water provides ceramic water filters (branded Purifaaya) that eliminate the need to boil water, thus reducing deforestation. Each filter generates two carbon credits, and the organisation has distributed over 60,000 filters.

UNCCD Recommendations

The UNCCD calls for private sector investment in high-potential but underrepresented carbon projects, including regenerative agriculture in semi-arid regions, mangrove restoration in arid coastal zones, and enhanced rock weathering on degraded soils. These can sequester carbon while combating land degradation.



A section of degraded land in Karamoja

All carbon projects should support economic development and local communities, restore land, boost biodiversity, and remove CO₂. The UNCCD also calls for a more inclusive framework to ensure equitable benefit-sharing and active stakeholder engagement. With fair compensation and alignment with local priorities, carbon finance could drive poverty alleviation, job creation, and rural development.

Local voices

Kabaka Mutensa, Africa Operations and Engagement Officer at BioCarbon Standard based in Kampala, argues for promoting domestic carbon trading so local people appreciate carbon markets' role in limiting greenhouse gas emissions.

“There should be a threshold up to which emitters are held responsible for additional emissions,” he said. “Emitters should buy carbon credits for these extra emissions.”

He notes that while countries like Ghana and South Africa are advanced, others still struggle to understand carbon markets. He suggests countries develop regulations according to their level of understanding.

“There is an imbalance. Some countries are benefiting more than others. Perhaps the African Union should provide guidance,” he said.

Juliet Nanyonga, a carbon project developer with SunCulture in Uganda, echoes Sebastien's advice: African countries should adopt and operationalise parts of Article 6 of the Paris Agreement.

“International carbon trading under Article 6.2 offers better prices and higher integrity,” she explained. “Through these agreements, other ventures can be opened.”

While carbon markets provide extra income for small-scale farmers in Uganda and across Africa, the verification process remains mathematically complex for many rural people. Many do not understand what a ton of carbon means or how their payments are calculated.

“There is a strong need to close the knowledge gap on carbon markets,” said Mutensa, who organises Carbon Tuesday, a monthly evening meeting in Uganda to discuss carbon market topics.

Compliance markets appear to be the better option, and countries should work with the African Sovereign Carbon Initiative under the African Union to scale up. The goal is to ensure fair prices so a small-scale farmer in Buhweju, Uganda, earns the same as a farmer in the Netherlands. Only then can Article 6 of the Paris Agreement make sense to ordinary people in the Global South, and the concept of carbon colonialism will die.



Mohamed Saliou Camara (Guinée) ; La multiplication des litiges climatiques redéfinit la politique énergétique alors que l’Afrique cherche à renforcer son poids juridique ; Bambou Guinée, 10 avril 2026.

Tag: Afreximbank, CADHP, CIJ, TIDM.

Pour accéder à l’article : <https://bambouguinee.com/2026/04/15/la-multiplication-des-litiges-climatiques-redefinit-la-politique-energetique-alors-que-lafrique-cherche-a-renforcer-son-poids-juridique/>



Des décisions historiques rendues par des tribunaux internationaux redéfinissent les obligations climatiques et les risques liés aux investissements, tandis que la Chambre africaine de l’énergie s’efforce de garantir la représentation des intérêts africains dans un paysage juridique en pleine mutation.

Afrique du Sud, 10 avril 2026/ La montée en puissance des litiges climatiques redéfinit la manière dont la politique énergétique est définie et appliquée à l’échelle mondiale, les tribunaux fixant de plus en plus les paramètres de l’action climatique. Les procédures consultatives devant la Cour internationale de justice (CIJ) et le Tribunal international du droit de la mer (TIDM) établissent des interprétations juridiques qui s’étendent bien au-delà des frontières nationales, influençant la manière dont les gouvernements réglementent les

émissions, approuvent les projets et gèrent les ressources naturelles. Pour l’Afrique, les implications sont considérables. Alors que le continent contribue à moins de 4 % des émissions mondiales, il fait face à une pression croissante pour s’aligner sur des normes juridiques largement façonnées en dehors de la région. Sans une participation plus forte à ces procédures, les États africains risquent de voir leurs obligations climatiques définies de l’extérieur – avec des conséquences directes sur l’industrialisation, l’accès à l’énergie et les flux d’investissement.

Dans ce contexte, la Chambre africaine de l’énergie (AEC) a décidé d’intervenir dans une procédure consultative historique devant la Cour africaine des droits de l’homme et des peuples. La requête vise à obtenir le statut d’amicus curiae dans une affaire engagée par l’Union panafricaine des avocats, qui vise à définir les obligations climatiques des États au titre de la Charte africaine.

Cette affaire reflète un changement jurisprudentiel plus large. Les procédures récentes et en cours s’appuient sur des arrêts antérieurs tels que *Social and Economic Rights Action Center c. Nigeria* et *Ivorian League of Human Rights c. Côte d’Ivoire*, qui ont établi la protection de l’environnement comme une obligation juridique exécutoire tout en affirmant la nécessité de préserver des droits socio-économiques plus larges. Ensemble, ces décisions élargissent la portée des obligations liées au climat dans toutes les juridictions.

Au niveau mondial, les avis consultatifs de la CIJ et du TIDM soulignent que les États doivent faire preuve de diligence raisonnable pour prévenir des dommages environnementaux et climatiques importants – définissant ainsi des attentes plus claires quant à l’interprétation des obligations climatiques en droit international. Si ces interprétations ne vont pas jusqu’à interdire l’exploitation des combustibles fossiles, elles introduisent des exigences plus strictes en matière de surveillance environnementale, d’application de la réglementation et de gestion des risques climatiques à long terme.

Cette tendance affecte déjà le financement des projets pétroliers et gaziers à travers l’Afrique. Les banques et les assureurs se montrent de plus en plus prudents quant au soutien d’infrastructures à fortes émissions, invoquant des risques de réputation et juridiques. Par exemple, Standard Chartered a refusé de financer l’oléoduc d’Afrique de l’Est, d’un montant de 5 milliards de dollars, en raison de la pression de la société civile et des préoccupations climatiques. Ces positions prudentes rendent plus difficile l’obtention de prêts pour les grands projets en amont, empêchant ainsi certaines découvertes d’atteindre la décision finale d’investissement (FID). Au Nigeria, le développement de gisements marginaux est au point mort malgré des réserves prouvées, et les extensions de raffineries susceptibles d’améliorer la sécurité énergétique locale peinent à attirer des financements. Pour combler ces lacunes, des initiatives africaines telles que la Banque africaine de l’énergie voient le jour, reflétant une réorientation des flux financiers en réponse aux risques climatiques et réglementaires.

En conséquence, la capacité du continent à accroître sa production et à répondre à la demande énergétique est limitée. Des projets aux fondamentaux solides peuvent être confrontés à des

retards, au risque d'actifs échoués ou à l'incertitude concernant les autorisations. Les projets en aval et de conversion du gaz en électricité – essentiels pour la consommation locale – peinent également à trouver des financements, alors même que les cadres climatiques et juridiques évoluent. Alors que des institutions telles qu'Afreximbank ont garanti 2,5 milliards de dollars pour la raffinerie de pétrole Dangote au Nigeria, le financement de l'amont pétrolier et gazier reste fragmenté face aux obligations climatiques mondiales et au risque de litiges.

En Afrique du Sud, la loi sur le changement climatique (2024) aligne la législation nationale sur les engagements internationaux en matière de climat, et des litiges récents – notamment une décision de la Cour suprême d'appel invalidant l'autorisation d'une centrale à gaz en raison d'une évaluation environnementale insuffisante – montrent à quel point les tribunaux examinent de plus en plus minutieusement les projets énergétiques.

Cette évolution redéfinit les risques pour les investisseurs. L'élargissement des interprétations juridiques – y compris la qualification potentielle de l'inaction climatique en tant qu'acte internationalement illicite – accroît l'exposition des États et des opérateurs privés. Les projets qui ne répondent pas aux normes en constante évolution peuvent se heurter à des obstacles de financement, à des retards ou au risque d'actifs échoués, tandis que les gouvernements peuvent être confrontés à des différends entre investisseurs et États si les changements réglementaires affectent la viabilité des projets.

Dans le même temps, ces évolutions juridiques redessinent la géopolitique. Les États africains s'appuient sur des conclusions juridiques liées au climat pour renforcer leurs revendications en matière de financement climatique, d'allègement de la dette et de transfert de technologies. En présentant les dommages climatiques comme une responsabilité juridique plutôt que comme une simple question politique, le continent gagne en pouvoir de négociation – mais soumet également ses stratégies énergétiques nationales à un examen plus minutieux.

Dans ce contexte, l'intervention de l'AEC garantit que les priorités africaines soient représentées dans les normes juridiques émergentes. La Chambre plaide en faveur d'une interprétation équilibrée qui reconnaisse à la fois les obligations environnementales et le droit au développement, en particulier dans une région où plus de 600 millions de personnes n'ont pas accès à l'électricité. Les points de vue divergents restent très marqués, les groupes environnementaux réclamant des limites plus strictes à l'expansion des énergies fossiles au titre des cadres relatifs aux droits de l'homme.

« Si l'Afrique laisse son avenir énergétique entre les mains de tribunaux étrangers, nous risquons de voir des politiques conçues pour d'autres continents appliquées ici », déclare NJ Ayuk, président exécutif de l'AEC. « Les litiges climatiques ne constituent pas seulement un défi réglementaire : ils affectent le financement de notre secteur pétrolier et gazier. Les banques se retirent, les découvertes ne parviennent pas au stade de la décision finale d'investissement et les projets qui pourraient alimenter nos ambitions énergétiques restent au point mort. L'Afrique doit transformer ce défi en une opportunité pour définir des normes qui protègent la planète

tout en veillant à ce que nos populations, nos ressources et notre croissance ne soient pas laissées pour compte. »

La montée en puissance des litiges climatiques marque un tournant décisif, passant de la négociation politique à l'application juridique. Pour l'Afrique, les enjeux sont clairs : s'engager activement dans l'élaboration de ces cadres ou risquer de devoir s'adapter à des normes fixées ailleurs. Il est désormais essentiel de garantir la représentation africaine dans ces processus, non seulement pour aligner les ambitions climatiques sur la croissance économique et la sécurité énergétique, mais aussi pour obtenir le financement nécessaire afin que le secteur pétrolier et gazier du continent puisse atteindre son plein potentiel.



Wassila Ould Hamouda (Algérie) ; Dr Rabah Sellami, Directeur au CEREFÉ à Horizons : «L'efficacité énergétique est le pilier le plus important de la transition énergétique» ; Horizons, 11 avril 2026.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://www.horizons.dz/2026/04/dr-rabah-sellami-directeur-au-cerefe/>



Dr Rabah Sellami, directeur au CEREFÉ, affirme que «l'efficacité énergétique est le pilier le plus important de la transition énergétique».

La transition énergétique s'impose aujourd'hui comme l'un des grands enjeux économiques et stratégiques mondiaux, dans un contexte marqué par des tensions géopolitiques et une volatilité persistante des marchés de l'énergie. Pour les pays producteurs d'hydrocarbures, dont l'Algérie, cette transformation représente à la fois un défi et une opportunité de diversification économique. Les pouvoirs publics accordent un grand intérêt à ce secteur qui se présente comme un levier de développement économique.

Dans cet entretien, le Dr Rabah Sellami, directeur hydrogène et énergies alternatives au Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (CEREF), revient sur les implications de la crise énergétique mondiale, les avancées de l'Algérie dans le développement des énergies renouvelables et de l'hydrogène vert, ainsi que sur les perspectives de la transition énergétique nationale.

Entretien réalisé par Wassila Ould Hamouda

Les tensions géopolitiques au Moyen-Orient rappellent la dépendance du monde aux hydrocarbures. Pensez-vous que cela pousse les grandes puissances à accélérer plus leurs investissements dans les énergies alternatives?

Effectivement, la crise géopolitique que traverse la région du Moyen-Orient a clairement montré la précarité du système énergétique mondial, basé sur les hydrocarbures, en raison de sa dépendance aux chaînes d'approvisionnement très fragiles. À mon avis, cette situation devrait pousser les grandes puissances à la fois diversifier leurs sources d'approvisionnement d'énergie, et doubler leurs efforts et investir davantage dans les énergies renouvelables et alternatives, pour couvrir une partie de leurs besoins énergétiques.

Par contre, il est important de souligner que la crise géopolitique actuelle est en phase de ralentir l'économie mondiale, en raison de son impact direct sur le prix de l'énergie et les chaînes d'approvisionnement de toutes les filières.

À cet effet, il est fort probable que la filière des énergies renouvelables soit également touchée par ce ralentissement, en raison de sa forte dépendance à des chaînes d'approvisionnement complexes et fragiles, comme c'est le cas pour les matériaux critiques et les terres rares.

Où en est l'Algérie dans son processus de transition énergétique?

Il est à souligner que l'Algérie est déjà en phase d'accélération de sa transition énergétique par la réalisation d'une grande partie de son programme des énergies renouvelables qui vise le déploiement de 15.000 mégawatts à l'horizon 2035.

En effet, une capacité de 3.200 MW de centrales solaires, constituant plus de 20% de la capacité prévue, sont en cours de réalisation pour consolider le système électrique national, s'ajoutant à environ 600 MW ayant été réalisés avant 2023. L'Algérie a également affiché ses ambitions pour devenir un acteur majeur dans le marché d'hydrogène propre à travers l'élaboration en 2023 de

sa stratégie et feuille de route pour le développement d'une filière d'hydrogène propre et renouvelable.

Cette feuille de route vise à atteindre, en 2040, une capacité de production de 1.2 million de tonnes d'hydrogène vert destinées à l'export et 300.000 tonnes supplémentaires destinées à l'usage interne. En matière de maîtrise de la consommation interne de l'énergie, de nombreux programmes sont en cours de mise en œuvre, touchant plusieurs secteurs d'activité.

Par ailleurs, il est aujourd'hui nécessaire de prendre des mesures supplémentaires pour accélérer cette transition énergétique à travers le renforcement et l'actualisation du cadre réglementaire, le déploiement de différentes technologies qui sont en train de modifier certains secteurs d'activité, le soutien à l'innovation et à l'intégration industrielle en rapport avec la transition énergétique pour augmenter le contenu local.

L'efficacité énergétique est recommandée au regard de la forte consommation énergétique. Quels sont les secteurs, selon vous, qui requièrent plus d'attention?

Effectivement, l'efficacité énergétique est le pilier le plus important de la transition énergétique qui permet de maîtriser la demande d'énergie et déployer efficacement les solutions renouvelables et alternatives. En Algérie, certains secteurs enregistrent chaque année des parts de consommation très élevées avec une croissance assez importante, ce qui a poussé les pouvoirs publics à prendre des mesures afin de maîtriser cette forte consommation, et ce, depuis la fin des années 1990. En effet, l'Algérie a promulgué une loi sur la maîtrise de l'énergie, qui a identifié les secteurs concernés par une batterie de mesures visant à réduire leur consommation.

Il s'agit du secteur résidentiel avec une part de consommation de plus de 40%, le transport avec une part avoisinant 33%, et l'industrie avec une part d'environ 25%. Depuis la promulgation de cette loi, de nombreux programmes de déploiement de solutions d'efficacité énergétique dans ces secteurs ont été lancés, mobilisant chaque année des financements importants. À mon avis, il est important aujourd'hui que l'efficacité énergétique soit considérée comme une priorité, dans le cadre de la transition énergétique, et que des mesures supplémentaires soient prises en termes de soutien et d'adoption de nouvelles solutions technologiques dans les secteurs concernés.

La transition énergétique est souvent perçue comme un défi pour les pays producteurs d'hydrocarbures. Pour l'Algérie, peut-elle aussi devenir une opportunité économique et industrielle?

À mon avis, la transition énergétique constitue un défi pour les pays producteurs et consommateurs, car elle appelle à effectuer une transformation radicale du système énergétique d'un pays, sachant que tous les scénarios et prévisions liés à cette transition énergétique indiquent que les hydrocarbures vont continuer à jouer un rôle majeur en tant qu'élément de transition en mesure de garantir la stabilité du mix énergétique.

Pour l'Algérie, la transition énergétique pourrait, effectivement, représenter une opportunité unique de diversification et de relance de l'économie nationale, hors hydrocarbures, par le lancement de nouvelles filières industrielles, création d'emploi et positionnement du pays sur les marchés internationaux en tant que fournisseur d'expertise, de composants et d'intrants pour toutes les filières de la transition énergétique.

Il est à souligner que depuis le lancement du premier programme des énergies renouvelables, de nombreuses usines ont été créées pour répondre aux différents besoins de la chaîne de valeur du solaire en modules photovoltaïques, batteries, câbles solaires, structures métalliques...

Des usines de composants et équipements à haute efficacité énergétique ont été mises en place, profitant des programmes d'efficacité énergétique, comme c'est le cas des usines de production de lampes et lampadaires à faible consommation d'énergie.

Peut-on avoir un bilan sur l'exécution du programme national des énergies renouvelables. Qu'est-ce qui a été fait dans ce cadre et qu'est-ce qu'il reste à accomplir?

En ce qui concerne l'exécution du programme national des énergies renouvelables, l'Algérie a enregistré pendant les deux dernières années une avancée majeure à travers le lancement de la mise en place d'une capacité en énergie solaire de 3.200 MW qui est en cours de réalisation.

Il s'agit de centrales solaires qui seront réalisées dans plusieurs wilayas du pays pour renforcer le système électrique national et épargner chaque année des volumes importants de gaz naturel. La réalisation de cette capacité importante constitue une avancée considérable dans l'exécution de son programme et la maîtrise de toute la chaîne de valeur de la filière qui servira à la fois à la mise en place des capacités restantes et à la maîtrise du coût de l'électricité renouvelable.

L'Algérie compte également renforcer sa position sur le plan international en matière de production d'hydrogène vert. Quel est notre potentiel et où en est l'Algérie dans la réalisation de ces importants projets?

L'Algérie a déjà affiché, en 2023, sa volonté de devenir un fournisseur important d'hydrogène vert notamment pour le marché européen, et ce, par la publication de sa stratégie et feuille de route pour le développement de l'hydrogène.

Cette feuille de route vise la création d'une puissante et forte filière d'hydrogène propre à travers des mesures à mettre en œuvre en 3 phases importantes. Une 1e phase (2023-2030) de lancement de la filière par la mise en place du cadre réglementaire et normatif approprié, la préparation de la ressource humaine nécessaire, le soutien des activités de recherche et le lancement de projets pilotes et de démonstration.

Dans une 2e phase (2030-2040), des projets d'envergure industriels seront graduellement lancés pour produire de l'hydrogène vert et ses dérivés pour atteindre en 2040 une capacité

totale de production de 1,5 million de tonnes d'hydrogène propre. Dans une dernière phase (au-delà de 2040), les capacités de production du pays seront ajustées à la demande du marché de l'hydrogène pour renforcer la position de l'Algérie en tant que fournisseur fiable de cette molécule.

À l'état actuel, de nombreuses actions sont en cours de mise en œuvre, notamment l'élaboration de textes réglementaires, le lancement de programmes de formation dans le domaine de l'hydrogène, le lancement de programmes de recherche, et des études sont en cours pour la mise en place de projets pilotes.



Denise Kyalwahi (RDC) ; Beni : l'accès à l'eau potable, un enjeu environnemental et sanitaire urgent ; Naturel CD, 11 avril 2026.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://naturelcd.net/2026/04/11/beni-lacces-a-leau-potable-un-enjeu-environnemental-et-sanitaire-urgent/>



À l'occasion de la Journée mondiale de la santé, célébrée chaque 7 avril, la question de l'eau potable s'impose une nouvelle fois comme un défi majeur en République démocratique du

Congo. Dans plusieurs régions, dont Beni, l'accès à une eau saine reste limité, avec des conséquences directes sur la santé des populations et l'équilibre des écosystèmes.

Dans le cadre du programme de l'éducation environnementale organisé par les journalistes de la région membres du Forum Local sur le climat CASSANDRA et de l'équipe rédactionnelle de NATURELCD le Dr Muhindo Fikiri Franck spécialiste en santé publique et épidémiologiste a mis en lumière le lien étroit entre cette journée internationale et les réalités locales lors de l'émission Écho de l'environnement et du développement durable diffusée le 10 avril 2026 sur la Radio Télévision Rwanzururu (93.5 FM). Cet échange riche a été un moment favorable pour l'invité de l'émission de partage des connaissances riches et variées sur la question du jour.

« L'eau constitue un pilier fondamental de la vie. Elle est indispensable au bon fonctionnement de l'organisme humain, intervenant notamment dans la digestion, la régulation thermique et l'élimination des toxines. Elle est également essentielle à la survie des animaux et au développement des cultures, soulignant ainsi son rôle central dans les équilibres naturels » précisé le docteur Mufindo Franck.

Dans une approche alignée sur les principes de prévention et d'accès équitable aux soins, il rappelle que l'eau potable est un déterminant clé de la santé publique. Pourtant, de nombreux facteurs continuent de compromettre sa disponibilité. La déforestation, les effets du changement climatique, la croissance démographique, la gestion inadéquate des ressources hydriques et la pollution des points d'eau figurent parmi les principales causes de cette situation préoccupante.



« Les répercussions sont multiples et préoccupantes. Sur le plan sanitaire, le manque d'eau potable favorise la propagation de maladies hydriques telles que le choléra, la diarrhée ou encore la fièvre typhoïde, tout en accentuant les risques de déshydratation. Sur le plan

environnemental, cette pénurie entraîne la dégradation des terres agricoles, la diminution des rendements, la mortalité du bétail et une perturbation des écosystèmes » argumente-t-il.

Face à ces défis, l'expert appelle à une mobilisation collective. Il insiste sur la nécessité de protéger les sources d'eau, de limiter les pollutions, de promouvoir le reboisement et d'encourager une utilisation responsable des ressources hydriques.

Il invite également les autorités congolaises et leurs partenaires à renforcer les investissements dans les infrastructures d'approvisionnement en eau potable, à intensifier les actions de sensibilisation et à mettre en œuvre des politiques durables de gestion des ressources naturelles.

A noter que cette journée mondiale nous rappelle que la santé humaine est indissociable de la qualité de l'environnement. Garantir un accès équitable à une eau propre apparaît ainsi comme une priorité incontournable pour préserver à la fois les populations et les écosystèmes.



ibihe.org

Le changement, c'est maintenant

Ferdinand Mbonihankuye (Burundi) ; Burundi : les légumineuses, rempart discret face à la crise climatique ; Ibihe News, 11 avril 2026.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://www.ibihe.org/burundi-les-legumineuses-rempart-discret-face-a-la-crise-climatique/>



[Gitega] Une étude récente de base réalisée par l'équipe du projet FICAP publié dans Zenodo révèle une dynamique souvent sous-estimée : dans les collines burundaises, la réponse à la crise climatique ne repose pas uniquement sur les grands aménagements hydrauliques ou les intrants importés. Elle passe également par la valorisation de cultures comme le haricot, le soja et le pois, désormais considérées comme des leviers stratégiques pour renforcer la résilience de l'agriculture familiale. »

À la faveur de webinaires organisés en 2026 par le Réseau des journalistes scientifiques d'Afrique francophone (RJSAF), plusieurs chercheurs africains ont rappelé l'importance stratégique de ces cultures. Une alerte particulièrement pertinente pour le Burundi, l'un des pays les plus densément peuplés d'Afrique, où la pression sur les terres agricoles est extrême.

Le système agricole burundais repose essentiellement sur de petites exploitations familiales. Mais cette agriculture est aujourd'hui fragilisée. L'érosion, la perte de fertilité et la pression démographique mettent les terres à rude épreuve.

Dans plusieurs provinces comme Ngozi, Kirundo ou Gitega, les rendements stagnent, voire diminuent. Pour compenser, les agriculteurs ont recours aux engrais chimiques, dont les prix ont fortement augmenté ces dernières années.

« Nous utilisons de l'urée pour le maïs, mais aujourd'hui c'est devenu trop cher », confie un agriculteur de Gitega. « Parfois, on préfère ne rien mettre du tout. » Cette dépendance expose les producteurs à des chocs extérieurs tout en accélérant la dégradation des sols.

Les légumineuses, des fertilisants naturels

Dans ce contexte, les légumineuses apparaissent comme une solution accessible et durable. Leur particularité : elles enrichissent naturellement les sols.

Grâce à une symbiose avec des bactéries présentes dans leurs racines, elles fixent l'azote de l'air et le transforment en nutriments assimilables. « Après une culture d'arachide, on peut faire suivre une culture de maïs pour que l'azote fixé bénéficie à la culture suivante », explique Essohouna Modom Banla, sélectionneur et chef du programme légumineuses à graines à l'Institut togolais de recherche agronomique.

« Ce sont des plantes qui nécessitent peu d'engrais chimiques, lesquels contribuent aux émissions de gaz à effet de serre », ajoute-t-il. Selon les observations menées dans plusieurs pays d'Afrique de l'Est, les parcelles intégrant des légumineuses peuvent nécessiter jusqu'à 30 % d'engrais en moins pour les cultures suivantes.

Pour Pascal Houngnandan, professeur en microbiologie des sols, ces cultures jouent un rôle clé dans la restauration des terres. « Elles favorisent une activité microbienne bénéfique et améliorent la structure du sol sur le long terme », souligne-t-il.

Le haricot, pilier méconnu de l'agriculture burundaise

Au Burundi, le haricot est omniprésent. Il constitue la base de l'alimentation quotidienne et représente la principale source de protéines pour une grande partie de la population. Pourtant, son potentiel agronomique reste sous-exploité.

Dismas Minani, directeur chargé de la vulgarisation, formation et recherche développement au sein de la Mineagrie, explique que les rotations culturales intégrant des légumineuses permettent d'augmenter significativement la fertilité des sols tout en réduisant les besoins en

engrais de synthèse. « Dans plusieurs pays d’Afrique de l’Est, nous observons que les parcelles ayant accueilli du niébé ou du soja nécessitent jusqu’à 30 % d’engrais en moins pour la culture suivante », précise-t-il.

Au Burundi, où les petits producteurs consacrent une part importante de leurs revenus à l’achat d’intrants agricoles, cette réduction représente un levier économique considérable. « Nous ne pouvons plus dépendre exclusivement des importations d’engrais. Promouvoir les légumineuses, c’est investir dans notre autonomie alimentaire », affirme-t-il.

Des initiatives locales commencent à émerger. Dans certaines provinces, des agriculteurs associent haricot et maïs sur une même parcelle. Cette pratique améliore la fertilité du sol tout en diversifiant les sources de revenus.

Une réponse adaptée au changement climatique

Le Burundi est particulièrement vulnérable aux changements climatiques. Sécheresses, pluies irrégulières et maladies agricoles perturbent les cycles de production. Dans ce contexte, les légumineuses offrent des avantages spécifiques. Certaines variétés sont plus résistantes à la sécheresse et s’adaptent mieux aux saisons imprévisibles.

Selon Malamine Junior Badji, agroéconomiste, ces cultures contribuent aussi à renforcer la résilience économique des exploitations. « Réduire la dépendance aux engrais importés permet de sécuriser les revenus des agriculteurs face aux chocs extérieurs », explique-t-il.

Par ailleurs, elles contribuent à limiter la déforestation. « L’intégration des légumineuses dans les rotations culturales réduit la nécessité de défricher de nouvelles terres », souligne Rajiv Srivastava.

Un levier nutritionnel essentiel à intégrer dans les politiques publiques

Au-delà de leur rôle agronomique, les légumineuses sont essentielles pour la nutrition. « Elles constituent une source importante de protéines végétales et de micronutriments », explique Émile Kou’santa Amouzou, spécialiste en biochimie et nutrition.

Dans un pays où l’accès aux protéines animales reste limité, leur rôle est crucial. Un point confirmé par Faye Cindy Assih, qui insiste sur leur importance dans la lutte contre la malnutrition.

Malgré leurs avantages, les légumineuses restent insuffisamment valorisées dans les politiques agricoles. Pour Françoise Agbodjo, spécialiste des politiques semencières, un changement de paradigme est nécessaire. « Les légumineuses doivent être intégrées dans les stratégies agricoles et environnementales. Ce sont des leviers majeurs pour une agriculture durable », affirme-t-elle.

Au Burundi, les défis sont nombreux : accès limité aux semences de qualité, manque de formation, faibles moyens des services de vulgarisation.

Valoriser les cultures locales et négligées

Les experts mettent toutefois en garde contre une vision simplifiée. « Les légumineuses apportent l'azote, mais d'autres nutriments doivent être complétés par des apports organiques », explique Kossi Tsoekem Guenou. Une approche combinée est donc nécessaire, intégrant compost, biofertilisants et rotations culturales.

Au-delà des cultures les plus connues, certaines légumineuses locales restent sous-exploitées. Pour Houngo Ame Mensah Espère, ces variétés représentent une opportunité importante.

« Ce sont des cultures adaptées aux conditions locales, riches sur le plan nutritionnel et résilientes face au climat », explique-t-il. Leur réintégration pourrait renforcer la sécurité alimentaire tout en préservant la biodiversité agricole.

Une transition agricole à portée de main

Au Burundi, les légumineuses illustrent une réalité simple : certaines solutions aux crises actuelles existent déjà, au cœur des pratiques agricoles.

Elles permettent de restaurer les sols, de réduire les coûts, d'améliorer la nutrition et de renforcer la résilience climatique. Mais pour libérer pleinement leur potentiel, un engagement politique est nécessaire. « Nous devons changer notre regard sur ces cultures », résume un responsable agricole burundais. « Elles ne sont pas marginales, elles sont stratégiques. »

Dans un contexte de crises multiples, les légumineuses apparaissent ainsi comme une réponse discrète mais puissante : une solution enracinée dans les champs, capable de transformer durablement l'agriculture burundaise.

Pan African Visions

Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Hakwata Drip Irrigation Garden Shows How Climate-Smart Agriculture Is Building Resilience in Zimbabwe’s Chipinge District ; Pan African Visions, April 12, 2026.

Tag : FCDO, UNDP.

To access to the article : <https://panafricanvisions.com/2026/04/hakwata-drip-irrigation-garden-shows-how-climate-smart-agriculture-is-building-resilience-in-zimbabwes-chipinge-district/>



Through a partnership between the Government of Zimbabwe, UNDP Zimbabwe and the Government of the UK through FCDO, the Hakwata Drip Irrigation Garden in Chipinge District is showing how climate-smart agriculture can help rural communities withstand climatic shocks and stresses while building stronger livelihoods. Established in September 2024 under the Climate Adaptation Water and Energy Programme (CAWEP), the garden is located in a semi-arid

area that receives just 450mm to 650mm of rainfall annually and is highly vulnerable to prolonged dry spells and extreme heat.

With 113 members, the garden has grown into a productive and increasingly self-sustaining enterprise. After a challenging first crop cycle, participants reinvested their initial earnings into the next season, applying business skills gained through the project.

In the second crop cycle, members planted 15,000 tomato plants and 15,000 cabbage plants, harvesting 9.8 tonnes of tomatoes worth US\$2,724 and 17 tonnes of cabbage worth US\$2,302 between June and August. In November 2025, tomatoes and green mealies from the third cycle generated about US\$1,929.

The garden is now fully self-sufficient in accessing markets, selling 98 percent of its produce to the local Checheche growth point, neighbouring Mozambique and surrounding villages without external support. It is also strengthening household food security, with members sharing about 20 kilograms of tomatoes per household during the second crop cycle.

Income generated by the garden is supporting wider community benefits. The committee invested US\$285 from garden proceeds to build a dedicated sales shed, replacing an unsafe selling point under the garden's water tank stand. Members have also established systems to manage the initiative sustainably, including depositing income into a bank account and prioritising reinvestment to strengthen future production.

Farmers have shown strong adaptability by adjusting crops to market demand and local conditions, while the drip irrigation system allows for precise water use with minimal waste. In a region where rainfed agriculture often fails, the garden is becoming an important safety net for household income, food security and school costs.

As Ndaizevei Makhuyana, Chairlady of the Hakwata Garden, said: “Madiridziro ndopaneupenyu wedu, kuno mwaka mizhinji kunonaya mvura shoma saka hapana chatinonyatsokohwa kumunda nekuda kwemvura shoma” (“Irrigation is our lifeline; in this part of Chipinge it rarely rains, so we barely harvest anything from our fields because of the little rain”).

The Hakwata Garden shows how climate-smart irrigation, business skills and community determination can turn vulnerability into resilience and sustainability.



Rivonala Razafison (Madagascar) ; Mettre le capital naturel au cœur de toutes les décisions à Madagascar ; Mongabay, 13 avril 2026.

Tag : WWF.

Pour accéder à l'article : <https://fr.mongabay.com/2026/04/mettre-le-capital-naturel-au-coeur-de-toutes-les-decisions-a-madagascar/>

ANTANANARIVO, Madagascar — Madagascar s'engage à prendre en compte le capital naturel dans sa gouvernance. C'est en substance ce qu'il faut retenir de la troisième édition du « Forum capital naturel » axée sur l'« intégration effective du capital naturel et de ses multiples valeurs dans les décisions politiques, économiques et financières », tenue à Antananarivo du 2 au 3 avril 2026. Cette rencontre a eu pour but de mettre à jour les acquis des éditions 2021 et 2022, ayant donné naissance au réseau NatCap Madagascar et à une feuille de route (2022-2024) avec des projets pilotes.

« Le capital naturel procure aux humains des services écosystémiques. Mais ceux-ci sont invisibles lors des prises de décision. Cet oubli figure parmi les facteurs sous-tendant la dégradation de la nature », a dit à Mongabay Lie Haar Andriamanalina, la Natural Capital Officer chez WWF Madagascar, qui assure le secrétariat technique du réseau NatCap Madagascar.

L'experte a précisé que la prise en considération du capital naturel dans la prise de décision, même pour de petits gestes quotidiens, est indispensable.



Une plante succulente endémique de Madagascar (*Pachypodium rosulatum*) photographiée tout près du village d'Amboavola dans la commune rurale de Sarisambo, sur le littoral sud de l'île, le 19 octobre 2024. Image fournie par Rivonala Razafison.

Inscrire la valorisation du capital naturel dans la Constitution

Pour Ndrantomahefa Razakamanarina, expert en plaidoyer et président de l'Alliance Voahary Gasy, une plateforme des organisations de la société civile œuvrant pour l'instauration de la bonne gouvernance environnementale à Madagascar, il est plus qu'opportun de faire inscrire la valorisation du capital naturel à la nouvelle Constitution de la République. En théorie, celle-ci sera adoptée en 2027. L'organisation de la troisième édition du forum, ayant réuni des responsables ministériels, des représentants du secteur privé et de la société civile, des chercheurs ainsi que des représentants de partenaires techniques et financiers, a été cadrée par le contexte de la refondation amorcée à la suite de l'arrivée au pouvoir de nouvelles autorités, en octobre 2025. En même temps, Madagascar s'est doté de la Stratégie et plan d'action nationaux pour la biodiversité ou SPANB (2026-2030) dont la mise en œuvre a besoin de 812 millions USD.

L'entrée en vigueur à partir de janvier 2025 de nouvelles règles et procédures de l'évaluation environnementale et sociale, pour la mise en compatibilité des investissements avec l'environnement, est aussi un autre facteur déterminant.

« Nous ne pouvons pas non plus ignorer le contexte géopolitique marqué par des guerres et leurs conséquences sur le capital naturel », a affirmé Nanie Ratsifandrihamanana, directrice pays pour WWF.

« Nous avons un nouvel outil d'aide à la décision. Jusqu'ici, tellement de décisions ont été prises sans tenir compte du capital naturel. La donne change désormais. Nous assistons au déclin des ressources naturelles, dont nous disposons et que nous devons valoriser dans nos prises de décision », a dit à Mongabay Dr Clark Edmond Tsiresy, directeur de l'Unité de coordination de la recherche, de l'éducation et de la formation auprès du ministère de l'Environnement et du développement durable (MEDD), à l'issue du troisième forum.



L'épuisement des stocks de poissons menace la source de revenu des communautés installées sur les zones côtières. Les pêcheurs traditionnels sur cette photo se plaignent de la baisse constante de leurs prises quotidiennes. Photo prise à Antrema, littoral nord-ouest de Madagascar, le 22 juin 2024. Image fournie par Rivonala Razafison.

Une ressource à impact sur la communauté locale

La feuille de route actualisée sera combinée au résultat des assises pour l'environnement et le développement durable. Lancées à Antananarivo, le 4 mars 2026, en présence du colonel Michaël Randrianirina, le président de la Refondation de la République de Madagascar, celles-ci devraient se clôturer à la fin de ce mois.

Mais, d'ores et déjà, la finance publique du pays est alignée sur les exigences de la prise en compte du capital naturel en vertu de la Stratégie nationale de financement intégré du développement durable, validée cette année, et du changement du système de comptabilité nationale prévu, à partir de 2027-2028.

« Le ministère de l'Économie et des finances se sert déjà d'un décret portant gestion des investissements publics, conformément à la protection et à la valorisation de l'environnement », a expliqué Patrick Razafimandimby, coordonnateur auprès du MEF, lors du troisième forum.

Il a aussi insisté que des fenêtres d'opportunité existent pour montrer que la monétisation du capital naturel est une ressource pour le développement durable, qui aura un impact sur la communauté locale.

Dans l'ensemble, tout se joue au niveau des collectivités territoriales décentralisées, car il s'agit d'arbitrages, d'intelligence et de planification territoriaux.



Sous l'effet de fortes pressions humaines, le capital naturel de Madagascar se dégrade rapidement à l'instar de ce petit lac de Mahaebo à Vohidiala Gare (MLA), à Ambatondrazaka, sur les Hautes Terres orientales de Madagascar.

Il ne reste plus aujourd'hui que des ressources fortement dégradées sur cet écosystème, pourtant riche en biodiversité avant les années 1990. Photo aérienne prise le 15 octobre 2024. Image fournie par Rivonala Razafison.

Le secteur minier, laboratoire des mesures de protection de la biodiversité

Parlant au nom du secteur privé, Jean-Luc Marquetoux, président du conseil d'administration de la Chambre des Mines de Madagascar, a souligné que, pour un pays riche en ressources minières, la notion de création de valeurs économiques est indissociable de la santé des écosystèmes victimes des projets miniers (49 % des exportations du pays et 38 à 42 % de la rentrée des devises, Ndlr).

À son avis, le secteur minier est généralement perçu comme une sorte de prédateur exploitant, au sens propre et figuré du terme, les ressources naturelles non renouvelables, et il est intellectuellement malhonnête de soutenir qu'un projet minier n'a aucun impact environnemental et social.

« La reconnaissance et l'acceptation de ces impacts me semblent être un point de départ et un prérequis indispensable. Une activité minière responsable ne nie pas ces impacts, mais cherche, avant tout, à les identifier, les anticiper, les mesurer et les atténuer », a affirmé Marquetoux.

À ses yeux, le secteur minier à Madagascar a été l'un des laboratoires des mesures de protection de la biodiversité.

Le président du conseil d'administration de la Chambre des Mines de Madagascar a aussi indiqué que le Botswana est considéré comme l'un des leaders en Afrique en matière d'exploitation minière et de gouvernance de son secteur national. Sur le plan international, ce pays de l'Afrique australe est régulièrement salué comme étant un modèle de préservation de la biodiversité, au travers d'un équilibre mine/nature.

« Aujourd'hui, 40 % de la surface du Botswana est occupée par des aires protégées et des réserves animales, qui sont en partie financées par l'État, à travers les revenus issus du secteur minier. Cela doit être un exemple, qui démontre que l'exploitation des ressources naturelles et la préservation du capital naturel peuvent avoir des objectifs communs », a-t-il conclu.

Les revenus du secteur minier sont versés dans un fonds souverain principalement destiné à soutenir la résilience du pays lorsqu'il sera arrivé au terme de son cycle minier. A Madagascar, ils sont totalement dilués dans le budget central de l'État.



Boris Ngounou (Cameroun) ; Ressources halieutiques : Le Cameroun renforce son arsenal juridique contre la pêche illégale ; Environnementales, 13 avril 2026.

Tag : FAO, OMC, Union Européenne.

Pour accéder à l'article : <https://environnementales.com/2026/04/13/ressources-halieutiques-le-cameroun-renforce-son-arsenal-juridique-contre-la-peche-illegale/>



Suspendu d'exportation de ses produits de mer vers l'Union européenne depuis 2023, le Cameroun intensifie ses réformes pour lutter contre la pêche « Illicite, Non déclarée et Non réglementée » (INN). Entre avancées juridiques, engagements internationaux et réalités de terrain marquées par la précarité des pêcheurs artisanaux, le pays joue une course contre la montre pour préserver ses ressources halieutiques, sa souveraineté maritime et la sécurité alimentaire de ses populations.

Sur les rivages de Limbe au sud ouest du pays, les pirogues s'alignent à l'aube de ce mois de février 2026, prêtes à affronter une mer devenue de plus en plus incertaine, dangereuse et... chiche. Linos, pêcheur depuis trois décennies, décrit une situation alarmante : « Là où avant je remplissais ma pirogue avec un seul filet, aujourd'hui je dois en poser dix ou douze pour une petite quantité. La mer ne nourrit plus comme avant ». Quelques jours auparavant, l'on

entendait le même cri de détresse trois cents kilomètres plus loin, à Mbiako dans la Sanaga maritime, de la gorge serrée de Patrick Ngoyi, pêcheur artisanal : « J’ai subi en une année cinq destructions de filets par des bateaux industriels, essentiellement étrangers. Ils viennent jusque dans nos zones. Quand on porte plainte, on nous demande des preuves qu’on n’a pas les moyens d’obtenir ».

À Kribi comme à Douala-Édéa, le constat est le même : la ressource halieutique s’amenuise, tandis que les tensions entre pêche artisanale et industrielle s’intensifient. En toile de fond, la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) continue de fragiliser un secteur vital pour l’économie camerounaise. Peter, jeune pêcheur, envisage de changer d’activité et de quitter la cité balnéaire de Kribi dont les eaux sont pourtant très riches : « Les bateaux industriels ratissent tout, de jour comme de nuit. Même les petits poissons. À cause de ça, les poissons s’éloignent et deviennent rares. Et pour tout aggraver, ils viennent encore vers les côtes détruire nos filets ».

Les conséquences sont multiples : raréfaction des ressources, hausse des prix du poisson, appauvrissement des communautés côtières, chômage, pression accrue sur la sécurité alimentaire, pertes de ressources financières par l’État... Ces témoignages illustrent une réalité partagée : la pêche industrielle, souvent pratiquée par des navires étrangers ou sous pavillon camerounais, empiète sur les zones artisanales et utilise des techniques destructrices (notamment les produits chimiques, les chaluts, et surtout les filets à petites mailles qui ramassent tout, y compris les juvéniles qui doivent pourtant assurer la régénération des espèces).

En janvier 2026 l’Ong Global Fishing Watch (GFW) a clairement identifié, photos satellite à l’appui, des bateaux chinois opérant dans des aires marines protégées (zones interdites de pêche) à Edéa et Douala.

« Carton rouge »

Depuis 2021, le Cameroun est dans le viseur de l’Union européenne, son principal marché d’exportation de produits halieutiques. Le « carton jaune » adressé cette année-là (premières mesures restrictives), n’a pas suscité les réformes escomptées. Alors, la sanction extrême, le « carton rouge » a été brandi au pays en janvier 2023 : interdiction totale d’exporter les produits de pêche du Cameroun vers l’UE. « Ce fut certes un électrochoc, mais aussi un catalyseur qui a réveillé les autorités et mobilisé les partenaires du pays », reconnaît une source autorisée au ministère de l’Élevage, des Pêches et des Industries animales (Minepia).

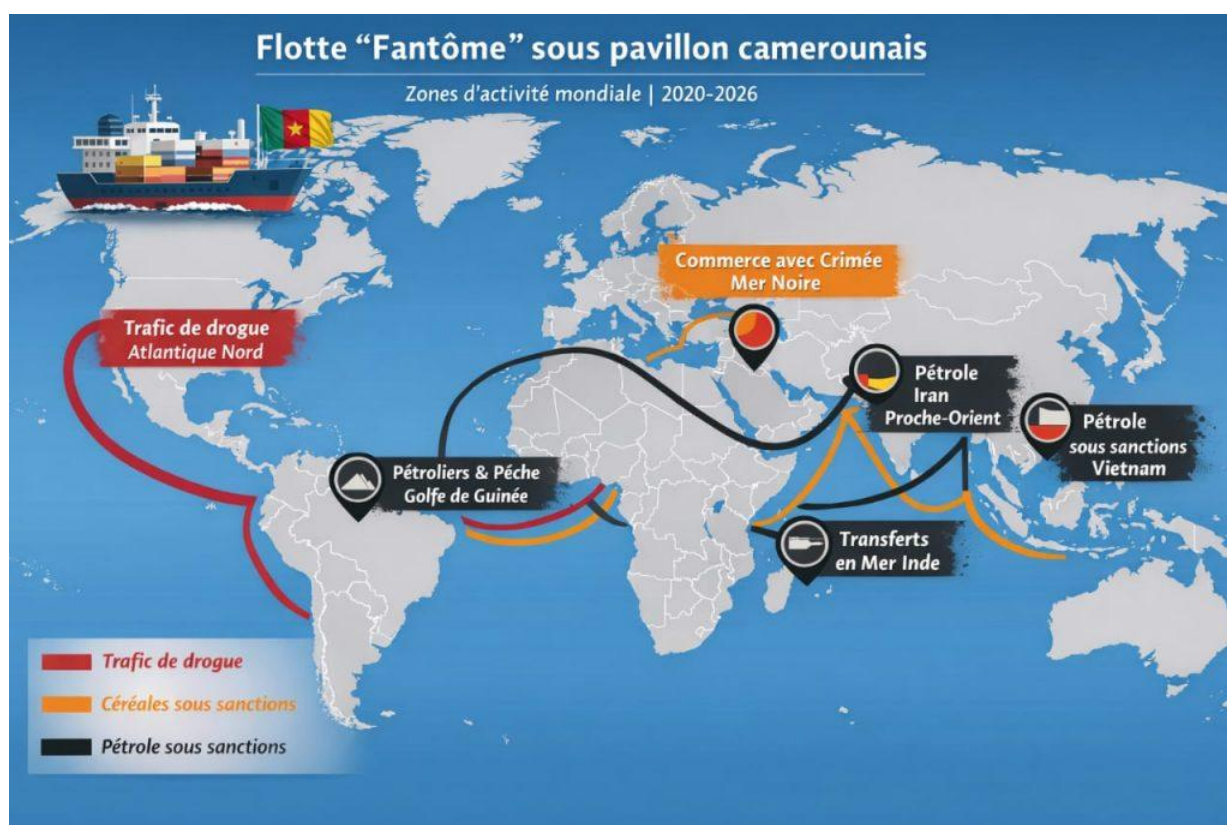
Ces sanctions ont en effet mis en lumière les insuffisances du pays en matière de contrôle des navires, de traçabilité des captures, de mesures d’hygiène et de conservation, et d’application des normes internationales. Les réformes structurelles ont connu une accélération vertigineuse. Ainsi en est-il de la loi obsolète de 1994 qui embrassait plusieurs secteurs (forêts, pêches, faune), remplacée par la loi du 23 décembre 2023 sur la pêche et l’aquaculture. Ce texte de 105

articles modernise le cadre juridique et renforce les sanctions (judiciaires et pécuniaires) contre les pratiques illégales.

Célérité peu commune au pays, les trois décrets d'application relevant du Premier ministre ont été signés le 18 mars 2026. La batterie d'arrêtés ministériels et interministériels est déjà élaborée, assure-t-on au Minepia. Une avancée encourageante dont se félicite l'Ong AMCO (African Marine Conservation Organization), qui accompagne les pouvoirs publics dans ce processus : «AMCO réaffirme son engagement à poursuivre ses efforts, en collaboration avec les partenaires, pour promouvoir une pêche durable, transparente et responsable au Cameroun», assure son président, Aristide Takoukam Kamla.

Navires « fantômes » camerounais

Dans la foulée des réformes, le Cameroun a adhéré en avril 2025 à la Charte mondiale pour la transparence dans la pêche. Il est en cours d'internalisation d'autres instruments internationaux (tels les accords de l'OMC sur les subventions à la pêche, l'accord sur la pêche en haute mer, ou celui de la FAO sur la responsabilité des pays des ports d'accès des bateaux).



Flotte Fantôme liée au Cameroun, d'après une carte mondiale

Pour l'instant, l'image du pays demeure écornée par l'importance de ses embarcations impliquées à travers le monde dans des activités illicites de pêche et autres trafics dangereux (notamment des navires russes qui contournent les sanctions internationales). Des cas récents ont défrayé la chronique en 2025. L'ensemble du Pavillon Cameroun, y compris les flottes de pêche, est géré par le ministère des Transports, dont un haut responsable explique l'ampleur du

phénomène des bateaux fantômes par «la faiblesse du contrôle, la falsification des signatures des quatre Circonscriptions Maritimes (Douala, Kribi, Limbe-Tiko, Garoua) qui ne sont pas encore interconnectées ».

Le 06 février 2026, le Premier ministre a ordonné la suspension de l'immatriculation des navires sous pavillon Cameroun autorisés à naviguer hors des eaux camerounaises. Depuis 2024, le Minepia publie la liste des licences de pêche octroyées au Cameroun, avec les noms des navires et de leurs armateurs (il y en avait 33 en 2025).

Pêche illégale au Cameroun : détresse persistante

Les parties prenantes multiplient les efforts pour juguler le fléau de la pêche INN au Cameroun. La plateforme de trois ministères (pêches, transports, défense) a été transformée en un Comité Interministériel, logé à la Primature, avec des compétences étendues (immatriculations, lutte contre la pêche INN, sécurité maritime, fiscalité, santé et sécurité sociale des gens de mer, etc.). Pourtant, cela ne semble pas suffire... Au ministère de la Défense, l'on souligne que depuis une décennie, la Marine a multiplié ses patrouilles par dix, avec «une surveillance accrue des zones interdites et un arraisonnement régulier de navires illégaux ». Au Minepia, l'on souhaite un renforcement du dispositif de contrôle, notamment le suivi par les satellites – d'autant plus que les pirates améliorent sans cesse les leurs, y compris les systèmes de brouillage.



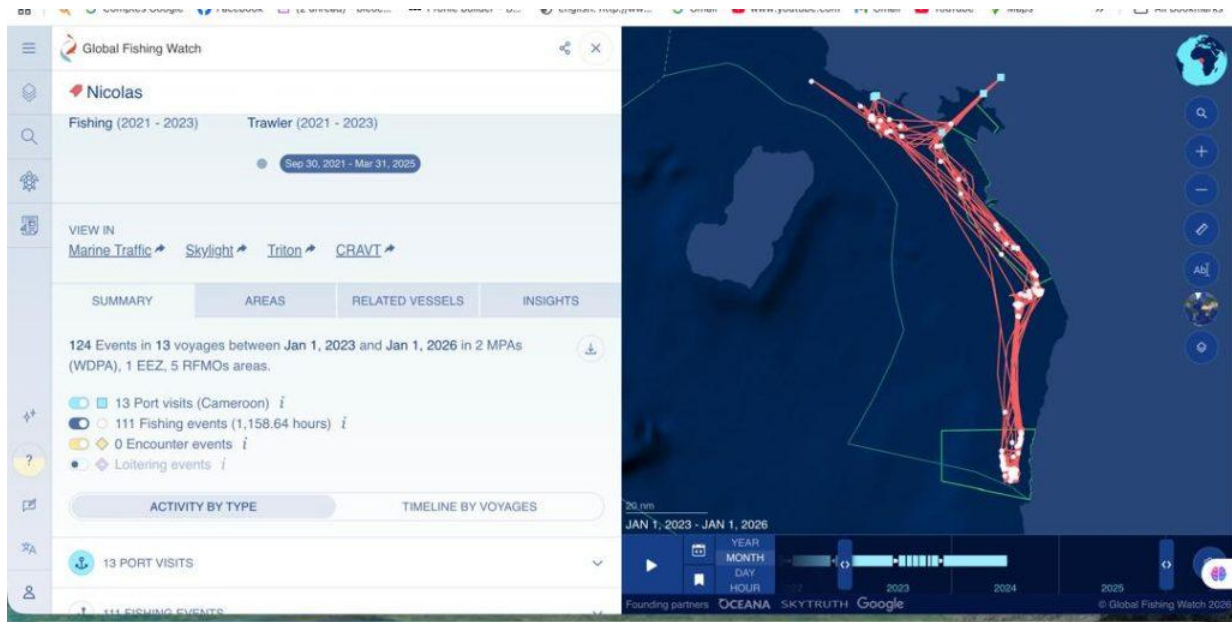
Filets de pêche saisis pour tailles non conformes

Au port de Douala-Bonaberi, la surveillance est boostée avec plus de 700 caméras et des patrouilles mixtes. Mais les activités INN échappent souvent à ce dispositif. Abdoul Akim, le commandant du port, explique : «Les bateaux impliqués dans la pêche illégale opèrent loin des ports officiels. Ils ne passent pas par nos circuits».

Un responsable des Douanes confie sous anonymat : «Nous n’avons ni patrouilleurs dernier cri ni équipements adaptés. Les navires utilisent des systèmes de brouillage et font des transbordements en mer sans contrôle». Pêcheurs à la peine Sur le terrain, les acteurs continuent d’exprimer leur détresse, avec l’impression que les opérateurs illégaux ont le bras plus que long. « On nous dit que les textes sont là ; mais nous voyons tous les jours les bateaux chinois ou nigériens qui viennent pêcher devant nous avec des engins puissants. Et les autorités voient aussi », résume avec dépit Peter de Kribi.

Linou de Limbe exprime un désastre poignant et chiffré : « Ces bateaux viennent aussi couper nos filets en mer. Quand ils passent, ils détruisent notre matériel, qui coûte cher. Un moteur de 15 chevaux coûte près de 2 800 000 FCFA, sans compter le carburant, la glace et les appâts. Quand mon filet est coupé, je perds tout. Nous, petits pêcheurs, restons près de la côte avec des pirogues limitées, pendant qu’eux exploitent sans limite. Nous demandons un contrôle plus strict en mer, car cette pêche illégale nous étouffe et détruit notre avenir ».

Les armateurs nationaux ne semblent pas mieux lotis. Louis-Martin Imoulank, président de la Plateforme Crevettes du Cameroun (Placrecam), révèle que dans les faits, la majorité des licences de pêche « appartiennent à des Camerounais qui, faute de moyens et de capacités techniques, les louent à des étrangers ». Résultat amer : la gestion du bateau échappe au propriétaire ; les prises et les prix sont gérés par des étrangers « sans souci de patriotisme », qui maîtrisent tout en mer et sur le marché. Il propose carrément que l’État se porte garant et caution bancaire pour l’achat des bateaux par les armateurs nationaux, et qu’il réserve aux Camerounais « l’exclusivité de l’importation et de la vente des matériels de pêche, pour en faciliter les contrôles de conformité et de coûts ». Opérateur du secteur de la crevette (premier produit de mer d’exportation du Cameroun), M. Imoulank est une victime directe du fameux « carton rouge ». Lui aussi espère que l’arbitre UE le remettra en poche, au regard des efforts conjugués pour éradiquer la pêche INN au Cameroun.



Bateau chinois repéré en activé INN en janvier 2026 dans la zone Douala-Edéa

Chiffres clés du secteur halieutique au Cameroun

- Longueur du littoral : environ 400 km
- Nombre de pêcheurs : plus de 212 000 personnes
- Production annuelle : environ 300 000 tonnes (FAO)
- Pertes liées à la pêche INN : plus de 100 milliards FCFA par an
- Part de la pêche artisanale : majoritaire dans l'emploi et la production
- Nombre d'engins sous pavillon camerounais : environ 300

Les acteurs du secteur et leurs rôles

MINEPIA : élaboration des politiques, régulation, contrôle des activités de pêche.

MINDEF (Marine nationale) : surveillance maritime et sécurité en mer.

Ministère des Transports : immatriculation des navires et gestion du pavillon.

Douanes : contrôle des flux commerciaux et lutte contre la fraude.

Ports autonomes (Douala et Kribi) : gestion des infrastructures portuaires.

FAO et partenaires internationaux : appui technique et normatif.

AMCO et ONG : plaidoyer, sensibilisation, appui à la gouvernance.

Armateurs : exploitation industrielle des ressources. Pêcheurs artisanaux : production locale et sécurité alimentaire.

Pan African Visions

Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Climate Resilient Livelihoods Project Advances Climate-Smart Agriculture and Rural Transformation in Southern Zimbabwe ; Pan African Visions, April 15, 2026.

Tag : SADC, UNDP.

To access to the article : <https://panafricanvisions.com/2026/04/climate-resilient-livelihoods-project-advances-climate-smart-agriculture-and-rural-transformation-in-southern-zimbabwe/>



The Government of Zimbabwe, the Green Climate Fund and the United Nations Development Programme (UNDP) are helping smallholder farmers in southern Zimbabwe strengthen climate resilience, expand irrigation, improve market access and adopt smarter farming practices through the Climate Resilient Livelihoods Project. The latest project update shows strong progress in irrigation development, women’s leadership, climate information services and renewable energy integration.

Across project-supported irrigation schemes, farmers are increasingly moving from subsistence farming to more market-oriented production, with partnerships involving Seed Co, Eltusk

Trading, the Chilli Pepper Company and Valley Seeds. At Vimbanayi Irrigation Scheme, chilli farmers are already harvesting more than three tonnes per day, while other schemes are scaling up maize, sugar beans, wheat and green mealies production.

Major infrastructure milestones have also been recorded. In Umzingwane District, work is advancing at Mzinyathini Irrigation Scheme, where 45 hectares are being climate-proofed through improved irrigation systems and a hybrid solar-ZESA power system. In Bikita District, the 74-hectare Rusununguko Irrigation Scheme is nearing completion and is expected to strengthen water security, year-round production and household incomes.

The project is also strengthening inclusive governance. More than 800 farmers have been trained through the Women in Irrigation Management Committee Leadership Empowerment Programme, with women's participation increasing from 61 percent in Phase 1 to 65 percent in Phase 2. Knowledge of positive leadership rose from 55 percent to 82 percent, helping improve transparency, accountability and decision-making across irrigation schemes.

At the same time, the project is expanding access to climate information. Training with technical institutions is improving the use of satellite and gridded climate data for drought monitoring, irrigation planning and early warning, while radio programmes in local languages are helping farmers access practical advice on weather, planting and water management.

The project also recently shared Zimbabwe's experience at the 2026 SADC Sustainable Energy Week, highlighting lessons on renewable energy for climate-resilient agriculture and the value of regional knowledge exchange.

The Climate Resilient Livelihoods Project continues to demonstrate how partnership, community ownership and practical investment can help rural communities withstand climate shocks and unlock sustainable development opportunities.

El Watan

Le quotidien indépendant

Samira Imadalou (Algérie) ; Le dossier a été examiné hier lors de la réunion du gouvernement : Vers la création d'une agence dédiée à l'efficacité énergétique ; El Watan, 16 avril 2026.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://elwatan.dz/le-dossier-a-ete-examine-hier-lors-de-la-reunion-du-gouvernement-vers-la-creation-dune-agence-dediee-a-lefficacite-energetique/>



L'objectif est de renforcer la coordination, d'améliorer la gouvernance et d'optimiser l'efficacité des politiques publiques en matière d'énergies renouvelables et de maîtrise de la consommation, et ce, de manière à accompagner la stratégie du secteur.

Une nouvelle structure dédiée à l'efficacité énergétique et à la maîtrise de l'énergie est en voie de création. Il sera en effet question de fusionner dans le cadre de ce projet l'Agence pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE) et le Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (CEREE). Il s'agit en effet d'opérer à travers ce changement une réorganisation et une rationalisation des institutions publiques intervenant dans le secteur énergétique. Le dossier est en cours d'examen. Il a fait l'objet hier d'une réunion

du gouvernement sous la présidence du Premier ministre, Sifi Ghrieb. La rencontre a porté, selon un communiqué des services du Premier ministre, sur le projet de décret exécutif portant création de cette agence ainsi que la définition de ses missions, de son organisation et de son fonctionnement. L'objectif est de renforcer la coordination, d'améliorer la gouvernance et d'optimiser l'efficacité des politiques publiques en matière d'énergies renouvelables et de maîtrise de la consommation, et ce, de manière à accompagner la stratégie du secteur. Ce changement intervient, faut-il le noter, quelques mois après la création dans l'organigramme du gouvernement du ministère de l'Énergie et des Energies renouvelables dont les attributions ont été fixées dans le décret exécutif n° 26-12 du 7 janvier 2026. Un texte qui confie au ministre de l'Énergie et des Energies renouvelables l'élaboration et la mise en œuvre de la politique énergétique du pays, en conformité avec le programme d'action du gouvernement. Ce décret consacre en somme une réorganisation fonctionnelle du secteur énergétique avec une orientation vers la sécurité énergétique et la transition écologique à l'heure des défis du secteur et de ceux liés au climat, et ce, en attendant l'outil juridique encadrant la fusion entre l'APRUE et le CEREE. A travers cette approche de réorganisation du secteur et des institutions qui lui sont affiliés, ce sont la sécurité énergétique ainsi que la planification des besoins et de la consommation à long terme qui sont au centre des priorités du gouvernement. Une manière de s'inscrire dans l'optique du développement durable. L'examen hier par le gouvernement d'un autre projet de décret exécutif fixant les modalités et conditions d'homologation des produits destinés à la construction, à l'entretien et à l'exploitation des infrastructures routières, autoroutières, aéroportuaires, maritimes et ferroviaires en est également un exemple. Ce texte vise, selon le communiqué des services du Premier ministre à «mettre en place un référentiel fixant les exigences et normes techniques des produits utilisés dans le cadre de la réalisation des travaux publics, garantissant la qualité, la sécurité et la pérennité des infrastructures de base».

Les secteurs de l'énergie et de l'eau se préparent au pic de consommation

En prévision de la saison estivale, le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, et le Secrétaire général du ministère de l'Hydraulique, chargé de la gestion du secteur, Omar Bougueroua, ont tenu, le 14 avril, une réunion de coordination entre les secteurs de l'énergie et de l'hydraulique. La rencontre a porté, selon un communiqué relayé par l'APS sur le renforcement et la sécurisation de l'approvisionnement en eau potable, que ce soit à partir de l'eau dessalée produite par les stations de dessalement ou des ressources hydriques conventionnelles.

Les deux parties ont examiné l'état de préparation des infrastructures stratégiques de production, de stockage et de distribution d'eau potable. Elles ont insisté sur la nécessité d'assurer la continuité du service public, notamment à l'approche du pic de consommation durant l'été 2026. La réunion s'inscrit, faut-il le noter, dans le cadre du renforcement de la coordination opérationnelle entre les différents acteurs du secteur, notamment entre l'Algerian Energy Company (AEC), filiale du groupe Sonatrach, et les entreprises: la Société des eaux et de

l'assainissement d'Alger (SEAAL) et l'Algérienne des eaux (ADE), indique un communiqué du ministère des Hydrocarbures.



Sarah Natoolo (Uganda) ; City Flooding Crisis : Officials Blame Poor Drainage & Wetland Encroachment ; UBC Television Uganda, April 16, 2026.

Tag: -.

To watch the report : https://www.youtube.com/watch?v=0C_rxBjmAX8

Government leaders have raised alarm over the rising cases of flooding in the city, blaming poor drainage systems, encroachment on wetlands, and weak infrastructure.

The warning comes as forecasts indicate more heavy rainfall in the coming days calling for urgent intervention and greater public cooperation to prevent further destruction and safeguard lives and property.



Denise Kyalwahi (RDC) ; Financements verts : la Côte d'Ivoire s'impose comme hub climatique régional en Afrique ; Naturel CD, 17 avril 2026.

Tag : Fonds vert climat, Union Européenne.

Pour accéder à l'article : <https://naturelcd.net/2026/04/17/financements-verts-la-cote-divoire-simpose-comme-hub-climatique-regional-en-afrique/>



La dynamique des financements climatiques en Afrique connaît une accélération notable, portée par des initiatives structurantes et des partenariats stratégiques. Au cœur de cette évolution, la Côte d'Ivoire se positionne désormais comme un acteur clé, à la faveur de son rapprochement renforcé avec le Fonds vert pour le climat (FVC).

Le jeudi 16 avril 2026, le ministre de l'Environnement et de la Transition écologique, Abou Bamba, a reçu à son cabinet une délégation du FVC conduite par sa directrice régionale pour l'Afrique, Catherine Koffman. Cette rencontre de haut niveau s'inscrit dans le processus de mise en place du futur bureau régional du Fonds, dont le siège sera établi à Abidjan.

Cette désignation marque un tournant stratégique. Le bureau régional couvrira l'Afrique de l'Ouest, centrale et une partie de l'Afrique du Nord, consolidant ainsi le rôle de la Côte d'Ivoire dans la gouvernance climatique continentale. Au-delà du symbole, il s'agit d'un levier

opérationnel pour mobiliser davantage de ressources financières en faveur de projets environnementaux prioritaires.



Au cours des échanges, les discussions ont porté sur les modalités concrètes de fonctionnement du Fonds en Côte d'Ivoire ainsi que sur les secteurs d'intervention jugés prioritaires. Parmi ceux-ci figurent le développement des énergies renouvelables, la gestion durable des terres, l'agriculture résiliente face aux changements climatiques, la lutte contre l'érosion côtière et la promotion de l'égalité de genre dans les politiques climatiques.

Pour le ministre Abou Bamba, l'accueil du siège régional du FVC dépasse le cadre institutionnel. Il constitue une opportunité majeure pour stimuler une croissance économique durable tout en répondant aux défis environnementaux. Il a également réaffirmé l'engagement de son pays à jouer un rôle de leadership, tant dans les négociations internationales que dans la mise en œuvre de solutions concrètes.

Cette ambition s'inscrit dans les objectifs climatiques nationaux de la Côte d'Ivoire, qui vise une réduction de 33,07 % de ses émissions de gaz à effet de serre dans le cadre de ses Contributions Déterminées au niveau National (CDN).

La coopération entre la Côte d'Ivoire et le FVC n'est pas nouvelle, mais elle s'intensifie. Depuis 2017, le pays a bénéficié de près de 187 millions de dollars pour financer 18 projets, ainsi que de plus de 7 millions de dollars dédiés à des programmes de préparation. Ces investissements ont permis de soutenir des initiatives concrètes, notamment dans le secteur agricole.

Parmi les projets emblématiques figure un programme de production de cacao sans déforestation, doté de 11,8 millions de dollars, qui vise à réduire les émissions sur plusieurs milliers d’hectares tout en améliorant les conditions de vie de centaines de milliers de petits producteurs.

En février 2026, en marge du Sommet de l’Union africaine, les autorités ivoiriennes ont également engagé des discussions avec la direction du FVC pour accroître les financements disponibles. Deux nouveaux projets, représentant un montant global de 105 millions de dollars, sont actuellement en cours d’examen.

L’installation du bureau régional du FVC à Abidjan, décidée en mars 2026, confirme ainsi la montée en puissance de la Côte d’Ivoire dans l’architecture du financement climatique en Afrique. Elle ouvre également la voie à une meilleure coordination des initiatives régionales et à une mobilisation accrue des ressources en faveur de la transition écologique du continent.

Dans un contexte où l’Afrique demeure l’une des régions les plus vulnérables aux effets du changement climatique, ce positionnement stratégique pourrait jouer un rôle déterminant pour accélérer la mise en œuvre de solutions durables et inclusives.

L'Echo Tunisien

Najeh Kharrez (Tunisie) ; 750 millimes le kilo : le prix nécessaire d'une écologie équitable ; L'Echo Tunisien, 17 avril 2026.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://lehotunisien.com/750-millimes-le-kilo-le-prix-politique-dune-transition-ecologique-juste-video/>



Chaque jour, en Tunisie, des montagnes de déchets s'accumulent un peu plus, témoins silencieux d'un modèle de consommation devenu insoutenable. Face à cette marée grise, les décharges débordent, l'environnement étouffe, et les rares filières de recyclage peinent à suivre le rythme. Pourtant, des solutions émergent, portées par des initiatives locales qui tentent de transformer cette contrainte en opportunité. Au cœur de ce dispositif, le centre de tri de Montplaisir et le système Eco-Lef incarnent une réponse concrète, alliant impératif écologique et justice sociale. Mais suffiront-ils à inverser la tendance ?

Pour voir la vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=zVpqJrXd8iA>

Le défi des chiffres : l'urgence d'agir

La Tunisie génère annuellement entre 3,3 et 3,7 millions de tonnes de déchets ménagers, soit plus de 10 000 tonnes par jour. À cela s'ajoutent les déchets industriels et de construction, posant un défi logistique colossal. Pourtant, malgré ce volume, le taux de recyclage reste limité à seulement 7%, tandis que plus de 90% des déchets finissent encore dans des décharges. Ce

constat souligne l'urgence de passer d'un modèle linéaire à une économie circulaire axée sur la réduction, la réutilisation et la valorisation.

Eco-Lef : le pilier de la valorisation plastique

M. Walid Dridi, directeur du centre de tri de déchets de Montplaisir, a expliqué dans une déclaration accordée à L'Écho Tunisien la stratégie d'Eco Lef en matière de valorisation des déchets : Le centre de tri de Montplaisir s'intègre dans la stratégie nationale de gestion des déchets, plus précisément via le système Eco-Lef mis en place en 2005. Il a précisé que Ce système, piloté par l'Agence Nationale de Gestion des Déchets (ANGed), est le premier du genre en Tunisie pour la collecte et la valorisation du plastique. Walid Dridi précise aussi que le centre de Montplaisir joue un rôle de plaque tournante en collectant les déchets plastiques provenant de plusieurs gouvernorats : Bizerte, le Grand Tunis, Nabeul et Zaghouan.

Mr Dridi a expliqué le fonctionnement opérationnel et le rôle des collecteurs : « Le processus repose sur des conventions entre l'ANGed et des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur qui agissent comme collecteurs officiels. Ces derniers récupèrent le plastique auprès des « Barbecha » (collecteurs informels) et le livrent aux points de collecte ».

Il a poursuivi que le centre traite divers matériaux : bouteilles d'eau et de sodas (PET), bouteilles de lait (PEHD), films plastiques, sacs et même des bidons de produits de nettoyage. Les matériaux sont ensuite compressés en balles pesant entre 70 et 90 kg pour le plastique rigide, et jusqu'à 500 kg pour les films plastiques, avant d'être distribués équitablement entre les entreprises de recyclage partenaires.

Un régulateur social et économique indispensable

Walid Dridi insiste sur le fait que la mission d'Eco-Lef est avant tout environnementale et sociale, et non lucrative. Il souligne plusieurs points cruciaux :

- Régulation des prix : L'ANGed fixe le prix de rachat à 750 millimes le kilogramme. Sans cette intervention publique, les « gros poissons » du secteur privé feraient chuter les prix (parfois jusqu'à 400 millimes), rendant le travail des collecteurs précaire.
- Impact social : Le système soutient entre 25 000 et 30 000 emplois directs, et jusqu'à 150 000 emplois indirects. Il cite l'exemple de personnes âgées de 60 ou 70 ans qui, en collectant 30 kg de plastique en quelques heures le matin, peuvent gagner 30 dinars par jour, préservant ainsi leur dignité sans dépendre des aides de l'État.
- Valeur ajoutée économique : Le plastique de type PET est exporté, ce qui rapporte des devises à la Tunisie, tandis que d'autres plastiques sont transformés localement en produits finis abordables, comme des chaises ou des jouets.

L'évolution vers une expertise technique

Enfin, le directeur rappelle que le rôle originel de l'ANGed devrait être centré sur la stratégie et l'assistance technique plutôt que sur la gestion directe des décharges, une tâche qui incombe

normalement aux municipalités. Il plaide pour un renforcement du tri à la source pour optimiser cette chaîne de valorisation.

L'Echo Tunisien

Najeh Kharrez (Tunisie) ; Plastique à usage unique : la Tunisie accélère sa transition vers des alternatives durables ; L'Echo Tunisien, 17 avril 2026.

Tag : Banque mondiale, Convention de Bâle, Convention de Barcelone, Commission européenne.

Pour accéder à l'article : <https://lehotunisien.com/plastique-a-usage-unique-la-tunisie-accelere-sa-transition-vers-des-alternatives-durables-video/>



Face à la marée grandissante des déchets plastiques qui étouffe les écosystèmes et menace les équilibres fragiles de la Méditerranée, la Tunisie entend sortir de l'impasse. Longtemps

dépendante des sacs, pailles et gobelets à usage unique, elle amorce aujourd’hui un virage écologique sous l’impulsion de l’Agence nationale de gestion des déchets (ANGed).

Dans une déclaration accordée à l’Echo Tunisien, Abir Sassi, directrice de l’Agence nationale de gestion des déchets (ANGed) en Tunisie, dresse un constat sans appel : les dégâts environnementaux causés par le plastique à usage unique sachets, pailles, gobelets ... appellent une réponse urgente et coordonnée. Un travail acharné, mené aux côtés des organisations non gouvernementales et des citoyens, a permis de faire évoluer les mentalités vers une démarche plus écologique. L’accent a notamment été mis sur la promotion du couffin en fibres de palmier, présenté comme une alternative durable aux sachets plastiques classiques.

Dans ce contexte, Mme Sassi rappelle que la Tunisie, soucieuse de son ancrage régional, a ratifié dès 1994 la Convention de Barcelone pour la protection de la mer Méditerranée. Cet engagement international se double d’une rigueur institutionnelle sur le plan national : toute décision d’autorisation d’implantation d’une usine de sacs ou de produits en plastique relève, précise-t-elle, exclusivement du ministre de l’Industrie. Par ailleurs, face à la menace croissante du trafic illégal de déchets plastiques, la Douane a multiplié les avertissements, tandis que la Tunisie a renforcé son arsenal juridique en adhérant à la Convention de Bâle, instrument international de référence dans la lutte contre ce fléau.

Pour regarder la vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=zVpqrXd8iA>

« Notre objectif premier est de collecter et de recycler les déchets que nous produisons », insiste la directrice de l’ANGed. Si le PET (polyéthylène téréphtalate) est principalement exporté, notamment vers l’Europe, c’est parce qu’il y est transformé en fibres de polyester, une ressource recherchée.

Au sein du ministère de l’Environnement, la réglementation sur les sacs plastiques conventionnels a d’ores et déjà été révisée. La législation, en constante évolution, fera l’objet d’une mise à jour prochaine.

Ce travail substantiel a été mené avec le soutien de partenaires internationaux tels que la Banque mondiale et la Commission européenne. Il convient d’être clair » toute notre action repose sur la sensibilisation et sur une politique d’élévation des consciences aux enjeux écologiques » conclut Mme Sassi.

La Tunisie, forte de ses engagements internationaux et d’une volonté politique affirmée, s’engage résolument sur la voie d’une gestion plus durable des déchets plastiques. Entre la promotion d’alternatives écologiques comme le couffin en fibres de palmier, le renforcement des contrôles douaniers contre les trafics illégaux, et la révision constante de son cadre réglementaire, le pays pose les jalons d’une transition nécessaire. Reste désormais un défi de taille : généraliser ces pratiques, mobiliser durablement les citoyens et les industriels, et transformer l’essai en profondeur. Mais comme le souligne Abir Sassi, c’est avant tout par l’éveil des consciences que se construira un avenir plus respectueux de l’environnement.

L'Echo Tunisien

Najeh Kharrez (Tunisie) ; Biodex : des huiles alimentaires usagées au biocarburant ! L'Echo Tunisien, 20 avril 2026.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://lehotunisien.com/biodex-des-huiles-alimentaires-usagees-au-biocarburant-video/>



Fondée en 2009, Biodex est née d'une vision stratégique : transformer les huiles alimentaires usagées (HAU) en biocarburant et en glycérine. Derrière ce projet ambitieux, un partenariat inédit entre un investisseur étranger, des banques tunisiennes et l'Université tunisienne, dans le cadre d'un transfert technologique. Dès ses débuts, l'entreprise a travaillé main dans la main avec l'ANGed (Agence nationale de gestion des déchets) pour inscrire cette filière innovante dans la dynamique nationale des énergies vertes.

« Notre défi majeur a été d'amener des ingénieurs tunisiens à s'approprier cette ligne de production moderne dédiée aux énergies renouvelables », confie M. Mounir Bezzarga, président-directeur général de Biodex lors d'une déclaration accordée à l'Echo Tunisie. Il a fallu toute la persévérance du personnel pour instaurer une culture de la collecte, car le recyclage des huiles alimentaires ne faisait pas partie des habitudes en Tunisie. En collaborant avec des collecteurs agréés par l'ANGed, Biodex est parvenue, dans une large mesure, à convaincre restaurateurs et hôteliers de ne plus déverser ces huiles dans les réseaux d'assainissement. « Nous avons réussi cette mission », souligne le PDG.

L'enjeu économique est colossal. La Tunisie produit chaque année 240 000 tonnes d'huiles alimentaires et en importe 260 000 tonnes. À elle seule, l'usine Biodex peut valoriser 24 000 tonnes par an, soit l'équivalent de 10 % de la production nationale de diesel et 5 % du volume total distribué annuellement dans le pays. L'activité génère un triple impact : environnemental, social (création d'emplois) et climatique. En effet, l'utilisation de ce biocarburant permet de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 92,5 % par rapport aux carburants fossiles.

L'aventure a connu un coup d'arrêt en 2018. « Nos activités ont été freinées, mais nous sommes restés en contact avec l'ANGed, le ministère de l'Industrie, le ministère du Commerce et le ministère des Finances pour encourager ce secteur, notamment par l'établissement de taxes à l'exportation des huiles alimentaires usagées », explique M. Bezzarga. Un imbroglio juridique a toutefois entravé la dynamique. Heureusement, la loi de finances 2019 a apporté les clarifications nécessaires pour débloquer la situation. Une issue favorable qui permet à Biodex de regarder l'avenir avec confiance.

KIVU TIMES

René Bagalwa (RDC) ; INERA Mulungu : Le manioc, bouclier contre la faim et pilier de la sécurité alimentaire à l'Est de la RDC ; Kivu Times, April 21, 2026.

Tag : FAO.

Pour accéder à l'article : <https://kivutimes.com/inera-mulungu-le-manioc-bouclier-contre-la-faim-et-pilier-de-la-securite-alimentaire-a-lest-de-la-rdc/>



L'Institut National pour l'Étude et la Recherche Agronomiques (INERA) – Centre de Mulungu – intensifie la culture du manioc pour la saison actuelle. Cette initiative vise à renforcer la recherche et à garantir la disponibilité de semences de qualité pour les agriculteurs de la région.

Le manioc est aujourd'hui l'une des cultures vivrières les plus produites et consommées en République Démocratique du Congo, et particulièrement dans la province du Sud-Kivu. Réputée pour sa résilience, cette culture s'adapte à divers types de sols, supporte la sécheresse et se prête parfaitement à la polyculture, même sur des terres peu fertiles.

Une extension de 5 hectares pour la saison B

Dans l'objectif de répondre aux besoins vitaux des populations rurales, l'INERA Mulungu vient de mettre en place environ cinq hectares dédiés au manioc pour cette saison B. L'annonce a été faite par Mademoiselle Nabintu Kondo, Cheffe d'Antenne Manioc et chercheuse spécialisée au sein du centre.

Le déploiement se répartit comme suit :

- 2 hectares de multiplication : Un hectare dédié à la variété Mundola et un second à la variété Sikirou, afin de produire des boutures de haute qualité.
- 3 hectares de recherche et conservation :
 - 1 hectare réservé aux essais de sélection.
 - 1 hectare occupé par 6 clones prometteurs issus de travaux antérieurs.
 - 1 hectare dédié à la collection variétale pour la conservation et la maintenance du patrimoine génétique.

Un partenariat stratégique pour l'industrie

Depuis quelques années, l'INERA collabore avec l'IITA (Institut International d'Agriculture Tropicale) via le projet « CVCD » (Cassava Value Chain Development). Ce programme vise à soutenir la sécurité alimentaire et à structurer l'industrie de la boulangerie en RDC en intégrant la farine de manioc dans la fabrication du pain.

Les variétés Mundola et Sikirou, au cœur de cette collaboration, sont des variétés améliorées performantes. Elles peuvent atteindre un rendement de 40 tonnes à l'hectare avec un cycle cultural court, allant de 6 à 10 mois.

Impact socio-économique et nutritionnel

Au-delà de l'augmentation de la production, l'INERA vise l'amélioration des revenus des ménages et la résilience des communautés. Après récolte, les tubercules sont transformés en divers produits alimentaires.

Selon la FAO, le manioc occupe la 4ème place des cultures vivrières dans les pays en développement, après le riz, le maïs et le blé.

On distingue généralement deux groupes :

- Le manioc doux : Consommé de manière artisanale et directe.
- Le manioc amer : Destiné principalement à la transformation industrielle (farine à base de cossettes).

Les conseils des chercheurs pour une production optimale

Bien que la production soit peu coûteuse et n'exige pas impérativement d'intrants chimiques, les chercheurs de l'INERA insistent sur le respect des étapes techniques :

- Le choix de la variété : Privilégiez les variétés améliorées (Mundola, Sikirou) pour leur résistance aux maladies et leur rendement supérieur aux variétés locales.
- La préparation du sol : Le manioc préfère un sol profond, bien drainé et riche en matières organiques (culture à plat ou sur billons).
- La sélection des boutures : Utilisez des tiges saines de 6 à 12 mois. Les boutures doivent mesurer entre 20 et 30 cm et posséder 4 à 5 nœuds.

- L'entretien : Un bon suivi inclut le sarclage, le buttage et une surveillance phytosanitaire rigoureuse.

En conclusion, signalons qu'une quantité importante de boutures a été distribuée aux associations paysannes de Kabare pour cette saison. Cette action de vulgarisation permet aux agriculteurs d'accéder à une semence de base de qualité, premier rempart contre l'insécurité alimentaire dans l'est du pays.

El Watan

Le quotidien indépendant

Samira Imadalou (Algérie) ; Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (CBAM) de l'UE : Une étude d'impact en voie de lancement ; El Watan, 21 avril 2026.

Tag : Banque mondiale, Union Européenne.

Pour accéder à l'article : https://elwatan.dz/mecanisme-dajustement-carbone-aux-frontieres-cbam-de-lue-une-etude-dimpact-en-voie-de-lancement/#google_vignette



En collaboration entre TaqatHy+ et le projet ClimGovII, une initiative de coopération entre l'Algérie, l'Union européenne (UE) et l'Allemagne, destinée à renforcer la gouvernance

climatique et soutenir le développement durable, l'Algérie prépare le lancement d'une étude stratégique sur l'impact du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (CBAM) de l'UE.

L'appel d'offres relatif à cette étude a été publié au début de cette semaine. Les soumissionnaires intéressés ont jusqu'au 4 mai pour déposer leurs dossiers.

Ce mécanisme, entré en vigueur en janvier 2026, impose une tarification carbone sur les importations. Ce qui pose un grand défi pour les exportateurs algériens, notamment dans les filières ciment, fer, acier, aluminium, engrais et électricité.

Ce qui impose des mesures d'adaptation pour ces entreprises de manière à réduire l'impact financier. D'où la nécessité d'une telle étude qui vise, selon l'appel publié sur LinkedIn à analyser de manière approfondie les enjeux, impacts et opportunités liés à ce mécanisme, à travers trois volets complémentaires. Il s'agit de l'évaluation de l'exposition des secteurs concernés, du potentiel d'exportation ainsi que des implications financières et industrielles, de l'analyse des impacts environnementaux et sociaux ainsi que de l'identification des opportunités et formulation de mesures sectorielles concrètes.

C'est dire l'importance des résultats attendus de cette étude pour les filières industrielles intervenant dans les exportations hors hydrocarbures et qui sont désormais appelées à s'adapter aux nouvelles exigences de leurs clients européens en matière de décarbonation. Et ce, même si des initiatives sont déjà en cours en matière de transition énergétique dans ces industries.

Les résultats de cette étude permettront justement de doter ces filières industrielles d'outils nécessaires à cette transition à travers les axes privilégiés dans l'étude en question.

Faudrait-il rappeler dans ce sillage que la Banque mondiale (BM) avait averti, en janvier dernier dans son rapport sur l'évaluation de l'économie algérienne : «Le CBAM devrait avoir des effets significatifs sur la compétitivité et les volumes d'exportation algériens.» «La transition écologique des industries à forte intensité carbone sera essentielle pour préserver l'accès des exportations algériennes au marché européen dans le cadre du CBAM», avait ajouté l'institution financière internationale.

Et de souligner l'importance de soutenir les investissements dans des technologies de production et la nécessité d'introduire une fiscalité carbone pour réduire les coûts liés au MACF pour les exportations et améliorer parallèlement la mobilisation des recettes fiscales.



**Jenifer Gilla (Tanzania) ; Tanzania to host COP12 on ocean conservation ;
Habitat media, April 21, 2026.**

Tag: COP 12, Nairobi Convention.

To access to the article : <https://habitatmedia.co.tz/tanzania-to-host-cop12-on-ocean-conservation/>



Dar es Salaam. Tanzania will host the 12th Conference of the Parties (COP12) to the Nairobi Convention from October 6 to 9, 2026, bringing global attention to marine and coastal sustainability as pressure on ocean ecosystems intensifies.

The meeting, to be held in Dar es Salaam, is expected to draw policymakers, scientists, civil society actors and development partners from across the Western Indian Ocean region and beyond. Delegates will review progress and agree on joint actions to protect marine ecosystems facing mounting threats from climate change and human activities.

Speaking in Dodoma during the first meeting of the national preparatory committee, Deputy Permanent Secretary (Environment) in the Vice President’s Office, Baraka Luvanda, said a multi-sectoral team had been formed to oversee preparations.

“The Vice President’s Office coordinates the implementation of the Nairobi Convention in the country. We have established a national committee bringing together key stakeholders to ensure the conference is delivered at the highest level,” he said.

Why COP12 matters

Adopted in 1985, the Nairobi Convention provides a legal and institutional framework for the protection, management and sustainable development of marine and coastal environments in the Western Indian Ocean. Its biennial Conference of the Parties assesses implementation of agreed protocols and responds to emerging challenges.

Tanzania will host and chair COP12 following a decision reached at the 11th meeting held in Antananarivo in August 2024.

The conference comes at a time when coral reefs—vital for fisheries, tourism and coastal protection—are under increasing threat from warming seas, pollution and overfishing. Coastal communities are already reporting declining fish catches and shifting marine ecosystems.



Linking local realities to global action

Across Tanzania’s coastline, marine ecosystems support thousands of livelihoods. Small-scale fishers in Lindi and Mtwara, as well as seaweed farmers in Pwani Region and Zanzibar, depend on the ocean for food, income and cultural identity.

However, rising sea temperatures, coral bleaching, destructive fishing practices and unplanned coastal development continue to degrade marine habitats.

According to Sarah Pima of the Human Dignity and Environmental Care Foundation, hosting COP12 presents an opportunity for Tanzania to showcase community-driven solutions such as reef restoration, sustainable fisheries and mangrove conservation.

“It is also a chance to push for increased climate financing, technology transfer and stronger regional cooperation to build resilience among vulnerable coastal communities,” she said.

A pivotal year for ocean governance

Beyond COP12, Tanzania is expected to participate in the 11th Our Ocean Conference 2026 scheduled for June 16–18, 2026 in Mombasa.

The conference, themed “Our Ocean, Our Heritage,” will focus on advancing commitments on marine protection, the blue economy and climate adaptation. Together, the two meetings signal a critical year for ocean governance in the Western Indian Ocean region, as countries seek coordinated responses to safeguard marine resources and sustain livelihoods

Afrique Durable

Hamidou Traore (Burkina Faso) ; Water Forward : la Banque mondiale fait de l'eau un levier stratégique pour transformer santé, agriculture et emplois d'ici 2030 ; Afrique durable, 21 avril 2026.

Tag : Banque mondiale.

Pour accéder à l'article : <https://afridurable.net/water-forward-la-banque-mondiale-fait-de-leau-un-levier-strategique-pour-transformer-sante-agriculture-et-emplois-dici-2030/>



Face à une crise hydrique mondiale croissante, le Groupe de la Banque mondiale lance Water Forward, une initiative ambitieuse visant à sécuriser l'accès à l'eau pour un milliard de personnes. Au-delà de l'urgence sanitaire, ce programme place l'eau au cœur de la résilience alimentaire et de la création d'emplois, redéfinissant son rôle comme moteur essentiel du développement économique durable.

Quand l'eau coule, tout fonctionne : des communautés en meilleure santé, des systèmes alimentaires plus résilients et des emplois durables.

L'eau n'est pas seulement une ressource. Elle est le socle invisible sur lequel reposent la santé publique, la sécurité alimentaire et la prospérité économique. Pourtant, à l'heure où le changement climatique intensifie les sécheresses et les inondations, et où la demande explose sous l'effet de la croissance démographique, la sécurité de l'eau devient l'un des défis majeurs du XXI^e siècle.

C'est dans ce contexte que le Groupe de la Banque mondiale et ses partenaires lancent Water Forward, une initiative ambitieuse visant à renforcer la sécurité hydrique pour un milliard de personnes d'ici 2030. Une annonce qui marque un tournant : il ne s'agit plus seulement de fournir de l'eau, mais de repenser son rôle central dans le développement.

L'eau, moteur silencieux de la santé et de la dignité

L'accès à l'eau potable reste une urgence pour des millions de familles. Sans elle, les maladies hydriques prolifèrent, les systèmes de santé sont débordés et les enfants, en particulier les filles, voient leur éducation compromise.

Mais Water Forward dépasse cette approche classique. L'initiative s'attaque à la racine des vulnérabilités en renforçant les systèmes d'approvisionnement, en améliorant la gestion des ressources et en aidant les pays à anticiper les crises liées à l'eau.

Car lorsque l'eau coule de manière fiable, ce sont des communautés entières qui se relèvent : les centres de santé fonctionnent, l'hygiène s'améliore et la dignité humaine est restaurée.



Sécurité alimentaire : l'eau au cœur de la résilience

L'agriculture, qui consomme environ 70 % des ressources en eau douce mondiales, est en première ligne. Dans de nombreuses régions, l'irrégularité des pluies et la dégradation des sols menacent directement la production alimentaire.

Water Forward entend transformer cette vulnérabilité en opportunité. En investissant dans des systèmes d'irrigation plus efficaces, en soutenant des pratiques agricoles durables et en

favorisant une meilleure gouvernance de l'eau, le programme vise à renforcer la résilience des systèmes alimentaires.

L'objectif est clair. Il s'agit de permettre aux agriculteurs de produire davantage avec moins d'eau, tout en protégeant les écosystèmes dont dépend leur avenir.

1,7 milliard d'emplois liés à l'eau : un levier économique sous-estimé

L'un des aspects les plus marquants de l'initiative est sa reconnaissance du rôle économique de l'eau. Selon les estimations de la Banque mondiale, 1,7 milliard d'emplois dans le monde dépendent directement ou indirectement de cette ressource.

Industrie, énergie, agriculture, services urbains : sans eau, l'économie s'arrête. En plaçant l'eau au cœur des stratégies de croissance, Water Forward ambitionne de stimuler des emplois durables, notamment dans les infrastructures, les technologies hydriques et la gestion environnementale.

Cette approche marque une évolution majeure : l'eau n'est plus perçue uniquement comme un besoin social, mais comme un levier stratégique de développement économique.

Une mobilisation sans précédent autour des gouvernements

Portée par les pays eux-mêmes, l'initiative mise sur une collaboration étroite entre acteurs publics et privés. Gouvernements, entreprises, philanthropies et banques de développement unissent leurs forces pour accélérer les investissements et maximiser l'impact.

Ce modèle partenarial est essentiel pour relever un défi d'une telle ampleur. Il permet de mobiliser des financements, de partager les innovations et d'adapter les solutions aux réalités locales.

Water Forward ne propose pas une solution unique, mais une plateforme dynamique capable de s'adapter aux contextes nationaux tout en poursuivant un objectif global.

2030 en ligne de mire : une course contre la montre

Avec moins de cinq ans pour atteindre ses objectifs, Water Forward s'inscrit dans une dynamique d'urgence. La pression sur les ressources en eau ne cesse d'augmenter, et les conséquences de l'inaction sont déjà visibles.

Mais l'initiative envoie un signal fort : des solutions existent, et elles peuvent être déployées à grande échelle si la volonté politique et les financements suivent.

En plaçant l'eau au centre des politiques publiques et des stratégies économiques, le Groupe de la Banque mondiale et ses partenaires ouvrent une nouvelle voie : celle d'un développement où chaque goutte compte, non seulement pour survivre, mais pour prospérer. Car au fond, quand l'eau coule, tout fonctionne.

Pan African Visions

Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Life-Saving Drone Deliveries Expand Across Zimbabwe and SADC Under Drone Solutions Initiative ; Pan African Visions, April 22, 2026.

Tag : SADC.

To access to the article : <https://panafricanvisions.com/2026/04/life-saving-drone-deliveries-expand-across-zimbabwe-and-sadc-under-drone-solutions-initiative/>



Drone solutions says the high-tech rollout marks a major shift in national infrastructure planning by removing geography as a barrier to essential healthcare delivery.

Drone Solutions has announced the launch of a pioneering drone delivery initiative in Zimbabwe, designed to deliver life-saving medical supplies and urgent logistics to some of the country's most remote and hard-to-reach areas.

In a statement, the company said the high-tech rollout marks a major shift in national infrastructure planning by removing geography as a barrier to essential healthcare delivery.

The initiative positions drones as a critical “aerial bridge” for emergency logistics, enabling faster and more reliable access to remote communities where road transport is often slow or impossible.

Transforming Emergency Healthcare Delivery

At the core of the program is the rapid transport of emergency medical supplies, including cold-chain products such as vaccines, blood products, and pathology samples that require strict temperature control between 2–8°C.

Drone Solutions said the system is designed to ensure clinical precision and eliminate spoilage in transit, particularly for time-sensitive health interventions.

The service also supports rapid delivery of critical medicines, including anti-rabies vaccines and emergency maternal health drugs. The company said delivery times that previously took hours or days by road can now be reduced to under 30 minutes in targeted regions.

Specialized cargo services will also support rural health facilities frequently cut off by flooding, poor road networks, or other seasonal barriers.

Regional Expansion Across SADC

In a significant regional move, Drone Solutions said it is expanding operations into Malawi, Mozambique, and the Democratic Republic of Congo, aiming to standardize drone logistics across key parts of Sub-Saharan Africa.

The company said the integration of these markets under a unified operational framework will scale the impact of aerial logistics, particularly for emergency medical supply chains.

The expanded network is expected to speed up the delivery of anti-venom, rabies vaccines, blood samples, and essential immunizations across the region.

By prioritizing high-urgency medical cargo, Drone Solutions said it aims to ensure that clinics across Southern Africa receive critical supplies regardless of terrain or infrastructure challenges.

Operational Model and Local Capacity Building

In Zimbabwe, the rollout is designed with a focus on long-term sustainability and local integration.

The model includes training local healthcare workers and logistics personnel to manage drone dispatch and reception systems, alongside the use of advanced flight operations software for real-time coordination of deliveries.

The company said the system is built to overcome the “last-mile” logistics challenge and improve efficiency in targeted healthcare delivery regions.



Drone Solutions also highlighted the role of its Drone University, a Civil Aviation Authority of Zimbabwe (CAAZ)-licensed training institution. The facility has trained nearly 1,000 pilots, including international students, and is the only school in the country offering all pilot ratings.

At full scale, the initiative is expected to create up to 200 jobs in Zimbabwe, including drone pilots, hub operators, battery technicians, route planners, and administrative staff.

Call for Strategic Partnerships

Drone Solutions has called on governments, private sector partners, and global health funders to support the expansion of its drone-based logistics infrastructure.

The company said the initiative represents a major step forward in Zimbabwe’s healthcare and technology sectors, with potential to reshape emergency medical delivery systems across the region.

By combining advanced drone technology with regional expansion, Drone Solutions said it is committed to ensuring that every citizen—regardless of location—has timely access to critical medical supplies.

L'Echo Tunisien

Najeh Kharrez (Tunisie) ; Tunisie : 10 000 tonnes de déchets par jour, seulement 7% recyclés ; L'Echo Tunisien, 22 avril 2026.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://lehotunisien.com/tunisie-10-000-tonnes-de-dechets-par-jour-seulement-7-recycles/>



La Tunisie génère annuellement entre 3,3 et 3,7 millions de tonnes de déchets ménagers, soit plus de 10 000 tonnes par jour. À cela s'ajoutent les déchets industriels et de construction, posant un défi logistique colossal. Pourtant, malgré ce volume, le taux de recyclage reste limité à seulement 7%, tandis que plus de 90% des déchets finissent encore dans des décharges. Ce constat souligne l'urgence de passer d'un modèle linéaire à une économie circulaire axée sur la réduction, la réutilisation et la valorisation.

Pour voir la vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=YABAxCxpDw>

Eco-Lef : le pilier de la valorisation plastique

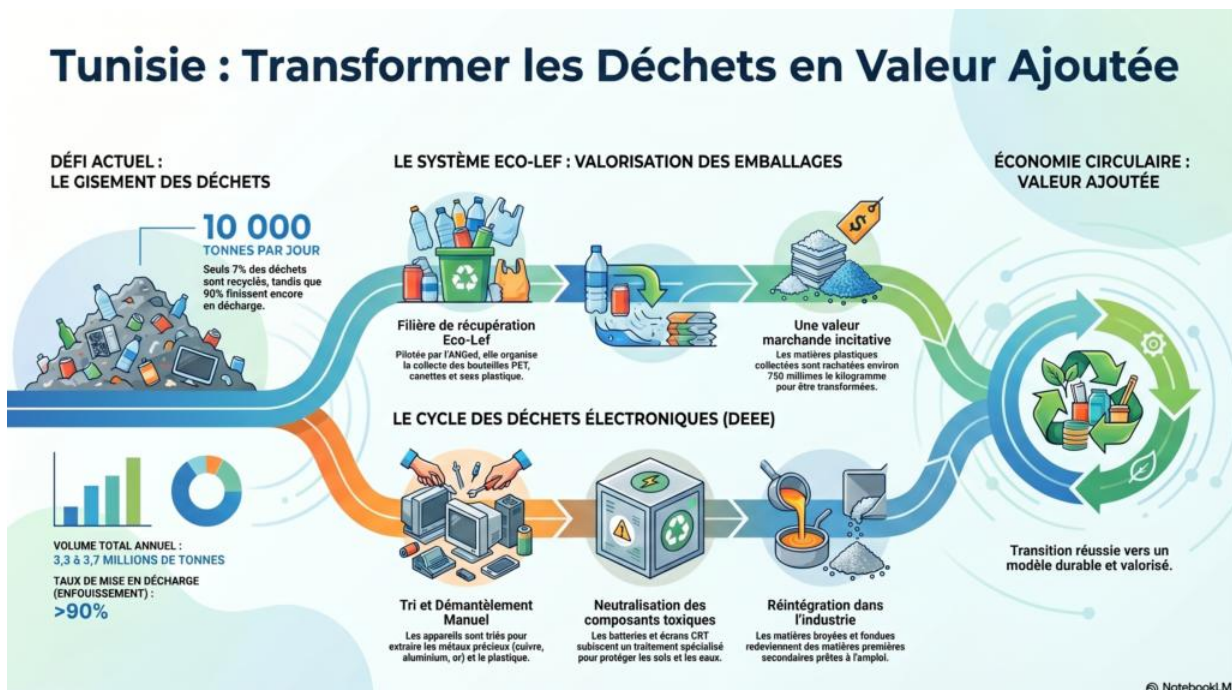
Au centre de cette stratégie se trouve le système public Eco-Lef, géré par l'Agence Nationale de Gestion des Déchets (ANGed). Ce dispositif, opérationnel depuis 2005, organise la collecte et le traitement des emballages usagés (bouteilles en plastique, canettes, sacs). Le processus repose sur des conventions entre l'ANGed et des collecteurs, souvent de jeunes diplômés de

l’enseignement supérieur, qui acheminent les matériaux vers des centres de tri comme celui de Monplaisir.

Le prix d’achat des bouteilles en plastique (PET) est fixé à environ 750 millimes le kilogramme, un tarif régulé par l’ANGed pour stabiliser le marché face à la spéculation des « gros poissons » du secteur privé. Ces matériaux sont ensuite compactés en balles de 70 à 90 kg avant d’être vendus à des entreprises de recyclage pour être transformés en matières premières ou en produits finis comme des chaises et des jouets à bas prix.

Le visage social de la collecte : l’apport des « Barbecha »

L’un des aspects les plus marquants de cette filière est son impact social. Le système Eco-Lef génère entre 25 000 et 30 000 emplois directs, et jusqu’à 150 000 emplois indirects. Les témoignages soulignent le rôle crucial des collecteurs informels, les « Barbecha », qui incluent des personnes âgées ou en situation de précarité. Un collecteur peut ramasser environ 30 kg de plastique en quelques heures, lui assurant un revenu quotidien digne de 30 dinars, sans avoir à dépendre d’aides étatiques.



L’énergie verte : des huiles de friture au biodiesel

L’innovation ne s’arrête pas au plastique. L’entreprise Biodex, pionnière depuis 2009, transforme les huiles alimentaires usagées en biocarburant et en glycérine. Avec un potentiel de collecte de 88 000 tonnes d’huiles usagées (dont 60% proviennent des ménages), cette filière pourrait produire l’équivalent de 5% de la consommation nationale de diesel.

Selon les responsables de Biodex, l’utilisation de ce biodiesel réduit les émissions de gaz à effet de serre de 92,5% par rapport aux carburants fossiles. C’est une solution concrète pour

améliorer la balance énergétique du pays tout en protégeant les réseaux d'assainissement de l'obstruction par les graisses.

Déchets électroniques et surcyclage : la nouvelle frontière

Les équipements électriques et électroniques (DEEE) constituent une autre mine de ressources. Le démantèlement manuel permet d'extraire des métaux précieux comme le cuivre, l'aluminium et même l'or présents dans les circuits. Parallèlement, des initiatives de surcyclage (upcycling) émergent, transformant des emballages de café ou des bâches publicitaires en sacs et accessoires de mode, prouvant que la créativité est un moteur essentiel de la valorisation.

Vers une gestion décentralisée

L'avenir de la gestion des déchets en Tunisie repose désormais sur une collaboration plus étroite avec les municipalités. L'objectif est de passer d'une gestion centralisée à un rôle plus technique pour l'ANGed, tout en renforçant le tri sélectif à la source dans les foyers et les écoles. Comme l'indiquent les experts dans la vidéo, le recyclage doit être l'ultime étape après la réduction de la consommation, car « le meilleur déchet est celui que l'on ne produit pas ».

Pour voir la vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=zVpqJrXd8iA>

L'Echo Tunisien

Najeh Kharrez (Tunisie) ; « Du plomb dans les cartes, de l'aluminium dans les disques durs » ; L'Echo Tunisien, 22 avril 2026.

Tag : Union Européenne.

Pour accéder à l'article : <https://lehotunisien.com/du-plomb-dans-les-cartes-de-laluminium-dans-les-disques-durs-video/>



Dans une déclaration accordée à l'Echo Tunisien sur la gestion des déchets électriques et électroniques, Amel Guenoubi Cheffe du département Recyclage et Valorisation à l'Agence nationale de gestion des déchets explique : « L'ANGed est actuellement en train d'élaborer un décret d'application, indispensable pour prendre en compte les spécificités de chaque type de déchet. »

Pour voir la vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=zVpqJrXd8iA>

Elle précise ensuite la répartition des gisements : « Les ménages constituent la principale source de ces déchets, avec environ 46 % du gisement total. On en trouve également chez les distributeurs et les réparateurs, notamment sous forme de pièces défectueuses. Quant à l'approvisionnement de ce centre, il provient essentiellement des établissements publics et privés, qui représentent notre source principale. »

Mme Guenoubi souligne par ailleurs le cadre réglementaire : « La gestion de ces déchets, classés comme dangereux, est soumise à une autorisation délivrée par le ministre chargé de

l’Environnement. Actuellement, onze sociétés sont autorisées à prendre en charge les DEEE, avec une capacité moyenne de 30 000 tonnes par an. Ce centre fait partie de ces onze installations agréées : l’exploitant a signé une convention et obtenu son autorisation en 2016, valable pour cinq ans et renouvelable. »

La Gestion des Déchets Électriques et Électroniques (DEEE) en Tunisie

L'ANGed structure la filière des DEEE via un nouveau décret d'application. Cette gestion, strictement réglementée par l'État en raison de la dangerosité des composants, s'appuie sur un réseau de centres spécialisés et des partenariats internationaux pour favoriser l'économie circulaire.

Origine et Collecte des Déchets



46 % du gisement provient des ménages

Le reste est issu des distributeurs, des réparateurs et des établissements publics/privés.



Capacité Industrielle et Valorisation

11 sociétés autorisées pour 30 000 tonnes par an.

Ces entreprises disposent d'une autorisation ministérielle renouvelable tous les 5 ans.



Les établissements publics et privés sont la source principale d'approvisionnement.

Ils constituent le flux majeur pour les centres de traitement actuels.

Le projet "Valetoue" pour l'économie circulaire.

Un partenariat avec l'Union européenne et la Grèce pour promouvoir le traitement durable.



Un cadre législatif en cours de finalisation.

L'ANGed prépare un décret d'application spécifique pour chaque type de déchet électronique.



Extraction de matériaux critiques et sensibilisation.

Valorisation de l'aluminium et du plomb, doublée d'actions éducatives dans les écoles.

Détails techniques sur le traitement des composants

Équipement / Composant	Action technique ou Risque
Cartes électroniques	Extraction et gestion du plomb ⚠
Disques durs	Recyclage de l'aluminium ♻
Écrans	Traitement technique spécialisé ⚙

© NotebookLM

Elle ajoute : « Nous participons également à un projet soutenu par l’Union européenne, intitulé « WEEVALUE », qui vise à favoriser le traitement et la valorisation des équipements électriques et électroniques dans une logique d’économie circulaire. Ce projet associe plusieurs partenaires, dont la Grèce. »

Amel Guenoubi conclut en détaillant les actions de sensibilisation et le volet technique : « Nos actions incluent des campagnes de sensibilisation dans les écoles. Sur le plan technique, nous traitons ici les écrans, les cartes électroniques – qui contiennent du plomb – ainsi que les disques durs, afin de recycler l’aluminium. »



Elizabeth Angira (Kenya) ; How digital alerts are helping women farmers adapt to climate change ; The Mt Kenya Times, April 23, 2026.

Tag : -.

To access to the article : <https://mountkenyentimes.co.ke/how-digital-alerts-are-helping-women-farmers-adapt-to-climate-change/>



Fifty-two-year-old Grace Moraa walks slowly through her small farm, inspecting rows of tender maize plants pushing through the dark red soil.

The air is cool, but the clouds gathering above the rolling hills make her uneasy.

For decades, Moraa relied on instinct and traditional knowledge passed down from her mother to decide when to plant or harvest. The seasons once followed a predictable rhythm, with rains arriving in February, April, October, and sometimes December.

However, in recent years, that pattern has shifted.

“Sometimes the rains come late, sometimes they disappear completely,” Moraa says, bending to feel the moisture in the soil between her fingers. “You plant, hoping for rain, then the crops dry. Other times, floods destroy everything.”

Across Kisii and Nyamira counties, smallholder farmers—many of them women—face the same uncertainty. Climate change has made weather patterns harder to predict, threatening food security and household incomes.

Shifting weather patterns

Bayer East Africa Customer Agronomist Barnabas Barare, farmers can access farming information quickly without travelling long distances to look for extension services
Photo/Elizabeth Angira

According to the Kenya Meteorological Department, rainfall in parts of western Kenya has become erratic over the past two decades, with longer dry spells and more intense storms.

Henry Sese, County Director of Meteorology for Kisii and Nyamira Counties, says rains that once arrived predictably in February, April, and October now come late, fall in short, intense bursts, or sometimes fail altogether.

“Farmers are now facing greater uncertainty,” he says.

According to Sese, rising global temperatures, deforestation, and increasing greenhouse gas emissions are some of the major drivers of climate change affecting the region.

Smallholder farmers like Moraa, who depend on rainfall, are highly vulnerable to the shifting weather patterns, but many struggle to access timely climate information, modern farming technologies, and extension services.

“Farmers used to know exactly when to prepare their land,” says Daniel Nyambane, an agricultural extension officer working with smallholder farmers in Kisii County.

“Today, those timelines have changed. Without reliable weather information, farmers are taking bigger risks.”

The consequences are visible in shrinking harvests and rising food prices.

Now, a new ally is emerging. Farmers are turning to digital advisory platforms that combine satellite imagery, weather forecasts, and agricultural research to guide everyday decisions. Some of these tools also incorporate artificial intelligence (AI), using machine learning models to analyse large volumes of climate and soil data and generate localised recommendations.

Unlike traditional forecasts, which provide general updates across wide areas, these systems can offer more tailored guidance—such as when to plant, apply fertiliser, or prepare for extreme weather. However, not all platforms rely on AI.

“Digital weather advisory apps are very important because they translate complex weather data into simple alerts that help farmers prepare for droughts or heavy rains,” says Sese.

The text message that changed everything

Last year, Moraa received an unusual message on her phone.

The alert warned farmers in her area that heavy rainfall was expected within two days and advised them to delay fertiliser application to prevent nutrients from being washed away.

At first, Moraa was sceptical. For years, she had relied on the sky and the behaviour of birds to read the weather.

Still, she decided to wait.

Two days later, a heavy downpour swept across Nyamira. Fertiliser applied on nearby farms was washed away.

“I realised the message was right,” she says with a quiet laugh. “If I had applied fertiliser that day, it would have been wasted.”

The alert came from FarmRise, a digital agriculture platform developed by Bayer. The platform analyses satellite imagery, weather forecasts, soil data, and farming practices to generate personalised recommendations on planting times, fertiliser application, pest control, and irrigation.

For farmers like Moraa, the advice arrives in simple language through SMS alerts or mobile apps.

“It feels like someone is watching the weather for you,” she says.

Digital adoption

Thirty-eight-year-old Janet Nyanchama from Kisii County says climate information sent to her phone has transformed how she manages her vegetable farm.

Nyanchama grows tomatoes, sukuma wiki, and onions on a small plot behind her home. The produce supports her children’s education and household needs.

However, unpredictable weather often destroyed her crops.

“Sometimes the sun becomes too hot and the tomatoes dry,” she says. “Other times, too much rain brings diseases.”

Last season, she began receiving weekly climate advisories through a digital farming platform.

The messages helped her adjust planting dates and choose crop varieties suited to changing weather conditions.

“My harvest improved,” she says proudly. “Now I feel more confident because I know what to expect.”

From complex data to simple advice

Experts say reliable climate information is one of the most powerful tools farmers can use to adapt to climate change.

“Digital tools help translate complex scientific data into practical advice farmers can use,” explains climate researcher Kelvin Getanda.

“Instead of receiving a general forecast for a whole county, farmers receive information specific to their location and crops,” he adds.

For farmers with limited access to extension services, these platforms bridge a long-standing information gap.

On another farm in Nyamira County, Rose Kemunto scrolls through her smartphone while sitting outside her kitchen.

A green icon labelled KAOP – the Kenya Agricultural Observation Platform – flashes open on the screen.

Developed by the Kenya Agricultural and Livestock Research Organisation (KALRO), the platform combines satellite imagery, climate data, and agricultural research to provide farmers with localised weather forecasts and farming advice.

Kemunto discovered the app during a training session organised by agricultural officers.

“At first I thought it was something only big farmers could use,” she recalls. “But when they showed us how it works, I realised even someone like me could understand it.”

With a few taps, she can check rainfall predictions, temperature trends, and advisories on when to plant or apply fertiliser.

Last season, the app warned that the rains would be delayed.

“So I waited before planting my maize,” she says. “My neighbour planted earlier and had to replant because the seeds dried in the soil.”

For many women farmers, receiving this information directly on their phones is empowering.

“Many women manage farms but rarely attend agricultural training. When information comes to their phones, it allows them to make decisions independently,” says Nathan Soire, Kisii County Director of Agriculture.”

Even farmers without smartphones can still access information through extension officers, farmer groups, and SMS.

“This helps them access farming information quickly without travelling long distances to look for extension services,” says Bayer East Africa Customer Agronomist Barnabas Barare, who works with farmers across Kisii, Nyamira, Kericho, and Transmara.

Bridging the gap

However, despite the promise of AI-enabled and digital agricultural tools, challenges remain. Experts say that while localised guidance can help farmers make more informed decisions, its effectiveness depends on the quality of the data behind it. Limited weather stations and gaps in historical data could affect the accuracy of predictions.

Many women farmers also face barriers such as limited access to smartphones, unreliable internet connectivity, and low digital literacy levels. Financial constraints also make it difficult for some households to afford smartphones or mobile data.

However, outreach programmes are bridging the gap. Extension officers and farmer groups are organising training sessions to support adoption.

Back on her farm, Moraa blends traditional knowledge with digital tools. She watches the movement of birds, the flowering of trees, and the smell of soil before rain and also checks the alerts on her phone.

“The phone gives information,” she says. “But the land also speaks.”

Moraa kneels between rows of beans and gently pulls weeds from the soil. The clouds that worried her earlier have begun to clear, revealing a soft blue sky. Her phone buzzes with another alert: light rainfall expected later in the week.

She smiles.

“I never imagined farming could involve technology like this,” she says. “But now I see it is helping us survive these changing seasons.”

Afrique Durable

Hamidou Traore (Burkina Faso) ; Les sites de l'UNESCO, remparts climatiques encore négligés ; Afrique durable, 24 avril 2026.

Tag : UNESCO.

Pour accéder à l'article : <https://afridurable.net/les-sites-de-lunesco-remparts-climatiques-encore-negliges/>



Réservoirs de carbone, refuges de biodiversité et piliers économiques pour des centaines de millions de personnes, les sites classés par UNESCO pourraient jouer un rôle décisif face à la crise climatique. Pourtant, ils restent largement absents des stratégies nationales.

Ils sont partout, et pourtant encore trop peu mobilisés. Des sites du patrimoine mondial aux réserves de biosphère, les territoires labellisés par l'UNESCO concentrent des atouts majeurs dans la lutte contre le dérèglement climatique. À l'occasion de Journée de la Terre nourricière, un rapport alerte : leur potentiel reste largement sous-exploité.

À eux seuls, ces sites stockent environ 240 gigatonnes de carbone, l'équivalent de près de vingt années d'émissions mondiales. Leurs forêts captent près de 15 % du carbone absorbé chaque année à l'échelle planétaire. Un rôle colossal, pourtant peu reconnu dans les politiques climatiques : s'ils apparaissent dans près de 80 % des stratégies nationales pour la biodiversité, seuls 5 % sont intégrés aux plans climatiques.

Le constat est sans appel. « Les sites de l'UNESCO sont bénéfiques tant pour les populations que pour la nature », souligne Khaled El-Enany. Dans ces espaces, biodiversité et sociétés coexistent encore, là où ailleurs les équilibres s'effondrent.

Mais la pression s'intensifie. Près de 90 % de ces sites subissent aujourd'hui un stress environnemental élevé. En dix ans, les risques climatiques y ont bondi de 40 %. Sans action rapide, plus d'un quart pourrait franchir un point de bascule d'ici 2050 : disparition des glaciers, effondrement des récifs coralliens, pénuries d'eau ou encore forêts devenant émettrices de carbone.

Ces territoires ne sont pas seulement des sanctuaires naturels. Ils abritent près de 900 millions de personnes soit un habitant sur dix dans le monde, plus de 1 000 langues et, souvent, des terres autochtones. Ils génèrent aussi environ 10 % du PIB mondial dans leurs zones et alentours. Fait marquant : alors que les populations d'animaux sauvages ont chuté de 73 % depuis 1970, celles vivant dans ces zones protégées sont restées relativement stables.

Un paradoxe persiste donc : ces modèles fonctionnent, mais demeurent fragiles faute d'investissements et d'intégration dans les politiques climatiques.

Face à l'urgence, l'UNESCO appelle à un sursaut. Restaurer les écosystèmes, renforcer la coopération entre États, intégrer pleinement ces sites dans les stratégies climatiques et donner une place centrale aux communautés locales : autant de priorités jugées cruciales.

Car derrière ces chiffres, un enjeu clair se dessine : protéger ces territoires aujourd'hui, c'est préserver des équilibres vitaux pour demain pour la planète comme pour l'humanité.

Afrique Durable

Hamidou Traore (Burkina Faso) ; Chaleur extrême : l'agriculture mondiale sous pression, les populations en première ligne ; Afrique durable, 24 avril 2026.

Tag : FAO, OMM.

Pour accéder à l'article : <https://afridurable.net/chaleur-extreme-lagriculture-mondiale-sous-pression-les-populations-en-premiere-ligne/>



Des récoltes en chute, du bétail en souffrance et des millions de travailleurs exposés : les vagues de chaleur extrême s'intensifient et fragilisent les systèmes alimentaires mondiaux. Un rapport des agences de l'ONU alerte sur une crise déjà en cours, appelée à s'aggraver.

Au-delà de ce constat global, des travaux récents des agences spécialisées viennent en préciser l'évolution et les tendances.

Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), la fréquence, l'intensité et la durée des épisodes de chaleur extrême ont fortement augmenté au cours des cinquante dernières années,

et les risques pour les systèmes agroalimentaires et les écosystèmes devraient s'accroître considérablement à l'avenir.

Le document décrit les aspects scientifiques de la chaleur extrême, les vulnérabilités, les impacts observés et prévus sur l'agriculture, les stratégies d'adaptation, des études de cas, et propose des recommandations politiques.

« Plus qu'un simple aléa climatique isolé, la chaleur extrême agit comme un facteur de risque aggravant qui amplifie les faiblesses existantes dans les systèmes agricoles », a déclaré dans un communiqué, Celeste Saulo, Secrétaire générale de l'OMM.

Des rendements menacés par l'intensification du réchauffement

Selon le rapport, l'intensité de la chaleur extrême double environ avec un réchauffement climatique de 2 °C et quadruple avec 3 °C, par rapport à une augmentation de 1,5 °C des températures moyennes mondiales.

Pour la plupart des principales cultures agricoles, les rendements commencent à baisser au-delà de 30 °C – voire à des températures plus basses pour certaines cultures comme la pomme de terre et l'orge.

Cette sensibilité des cultures aux températures élevées varie toutefois selon les conditions locales et les épisodes de chaleur. Le rapport mentionne qu'au printemps 2025, une partie de la chaîne de montagnes de Fergana, au Kirghizistan, a connu une période prolongée de 30,8 °C, soit 10 °C de plus que la normale.

Cela a provoqué un choc thermique sur les cultures fruitières et céréalières, contribuant à une invasion de criquets, à une évaporation accrue qui a réduit la capacité d'irrigation, et finalement à une baisse de 25 % des récoltes de céréales.

Pour les espèces d'élevage les plus courantes, le stress commence au-delà de 25 °C, et un peu plus bas pour les poulets et les porcs, qui sont incapables de se rafraîchir en transpirant. Au-delà de ce seuil, les animaux commencent à souffrir.

« Ce travail met en évidence le fait que la chaleur extrême est un facteur multiplicateur de risques majeur, exerçant une pression croissante sur les cultures, le bétail, la pêche et les forêts, ainsi que sur les communautés et les économies qui en dépendent », a insisté Qu Dongyu, Directeur général de la FAO.



PAM/Michael Tewelde Une grave sécheresse a décimé le bétail dans le district d'Adadle, en Éthiopie (Archives)

Effets cumulés

Cette notion de facteur multiplicateur de risques est également centrale pour comprendre la nature des impacts de la chaleur extrême. Les sécheresses soudaines sont souvent déclenchées par des épisodes de chaleur extrême qui épuisent l'humidité de la couche arable.

Des cas notables se sont produits aux États-Unis en 2012 et 2017, en Russie en 2010, en Australie en 2018 et 2019, en Chine en 2022, ainsi qu'au Brésil fin 2023 et en 2024, où les rendements de soja ont chuté de près de 20 % alors que les températures moyennes ont atteint jusqu'à 7 degrés de plus pendant des périodes prolongées.

La chaleur extrême a également des conséquences néfastes sur les êtres humains, en particulier les travailleurs agricoles, pour qui elle peut être mortelle. Le nombre de jours par an où il fait tout simplement trop chaud pour travailler pourrait atteindre 250 dans une grande partie de l'Asie du Sud, de l'Afrique subsaharienne tropicale et de certaines régions d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud, selon le rapport.

Recommandations

Face à ces impacts sur les populations et les conditions de travail, le rapport met en avant plusieurs pistes d'adaptation. Il s'agit de mesures telles que la sélection génétique et le choix de cultures adaptées à la nouvelle réalité climatique, l'ajustement des périodes de plantation et la modification des pratiques de gestion susceptibles de protéger les cultures et les activités agricoles contre les effets de la chaleur extrême.

Des solutions techniques sont nécessaires, mais elles ne suffiront pas à elles seules si l'on ne s'attaque pas aux obstacles socio-économiques omniprésents dans les pays à faible et moyen revenu, notamment l'accès limité à l'information, à l'éducation, à la sensibilisation et à la formation.

« Protéger l'avenir de l'agriculture et garantir la sécurité alimentaire mondiale exigera non seulement de renforcer la résilience des exploitations agricoles, mais aussi de faire preuve de solidarité internationale et de volonté politique collective pour le partage des risques, ainsi qu'une transition décisive vers un avenir à faibles émissions », conclut le rapport.

VertTogo

Hector Nammangue (Togo) ; Le cocotier face au changement climatique ; Vert Togo, 25 avril 2026.

Tag : CIRAD.

Pour accéder à l'article : <https://vert-togo.tg/le-cocotier-face-au-changement-climatique/>



Eau de coco, huile vierge, sucre ou encore produits cosmétiques : le cocotier est au cœur d'une demande mondiale en forte croissance, portée par de nouveaux modes de consommation axés sur le bien-être et les produits naturels. Pourtant, malgré cet engouement, la production mondiale peine à suivre. En quarante ans, les rendements n'ont que faiblement progressé, passant de 3,7 à 5,6 tonnes de noix par hectare et par an, révélant les limites d'un modèle aujourd'hui confronté à de nombreux défis.

Viellissement des plantations, changement climatique, maladies comme le jaunissement mortel ou encore pression des ravageurs : la filière cocotier traverse une phase critique. Majoritairement portée par des exploitations familiales, notamment en zones tropicales, elle reste peu structurée et vulnérable aux chocs environnementaux et économiques.

En Afrique de l’Ouest, et particulièrement au Togo, ces difficultés se traduisent par une baisse de productivité, une dégradation des cocoteraies et une fragilisation des revenus des producteurs dans les zones côtières.

Face à ces enjeux, le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) propose une feuille de route articulée autour de trois solutions majeures pour transformer durablement la filière.

La première repose sur le renforcement de la recherche scientifique et de l’amélioration génétique. Le cocotier présente une grande diversité morphologique et génétique, encore sous-exploitée. Mieux comprendre cette variabilité permet de sélectionner des variétés plus résistantes aux maladies, mieux adaptées aux nouvelles conditions climatiques et capables d’offrir de meilleurs rendements. Pour des pays comme le Togo, où une partie des plantations est vieillissante, ce levier apparaît essentiel pour renouveler les cocoteraies et sécuriser la production à long terme.

La deuxième solution concerne la transition agroécologique. Le Cirad insiste sur la nécessité d’accompagner les producteurs vers des pratiques plus durables, notamment face à la progression des ravageurs et des maladies. Aujourd’hui, certaines menaces comme le scarabée *Oryctes spp.* ou le jaunissement mortel continuent de fragiliser les plantations, sans solutions de lutte pleinement efficaces en dehors des traitements chimiques.

Dans ce contexte, la formation des producteurs, la diffusion de bonnes pratiques et la gestion intégrée des cultures deviennent indispensables. Au Togo, où les moyens techniques restent limités, ces approches pourraient permettre de mieux protéger les cocoteraies tout en réduisant les coûts de production.

Enfin, la troisième orientation vise à renforcer les compétences des acteurs et à structurer la filière. Le manque d’organisation, l’insuffisance d’informations de marché et la faible valorisation des produits constituent des freins majeurs au développement du secteur. Le Cirad préconise ainsi de consolider les savoirs, de développer des formations adaptées et de promouvoir des procédés de transformation innovants.

Pour le Togo, cela représente une opportunité importante : la transformation locale du coco, qu’il s’agisse d’huile, d’eau de coco ou de produits dérivés, pourrait générer davantage de valeur ajoutée et créer des emplois, notamment pour les jeunes et les femmes.

Dans un contexte marqué par le changement climatique et la nécessité de repenser les systèmes agricoles, ces trois axes : amélioration génétique, agroécologie et renforcement des capacités offrent une voie concrète pour relancer la filière cocotier.

Au Togo, où cette culture reste essentielle pour les communautés côtières, leur mise en œuvre pourrait contribuer à bâtir une filière plus résiliente, plus productive et mieux intégrée aux dynamiques économiques locales.

VertTogo

Hector Nammangue (Togo) ; La filière karité, un levier stratégique pour la préservation forestière au Togo ; Vert Togo, 26 avril 2026.

Tag : FAO.

Pour accéder à l'article : <https://vert-togo.tg/la-filiere-karite-un-levier-strategique-pour-la/>



En marge de l'atelier national de mise en relation des acteurs de la chaîne de valeur karité tenue hier jeudi à Lomé, le Commandant des Eaux et Forêts, Dossou Kodjo, a mis en lumière le rôle central que joue cette filière dans la politique environnementale du Togo.

Point focal du projet Mécanisme Forêt et Paysans (FFF), mis en œuvre par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture au Togo (FAO) auprès du Ministère de

l'Environnement, des Ressources Forestières et de la Protection Côtière et du Changement Climatique, il a souligné que le karité s'impose aujourd'hui comme un pilier stratégique pour atteindre les ambitions nationales en matière de couverture forestière.

« La filière karité revêt une importance capitale pour atteindre notre vision nationale : porter le couvert forestier à 26 % d'ici 2030 », a-t-il déclaré.

Selon lui, cette filière constitue un parfait exemple d'agroforesterie, conciliant activités agricoles et préservation des ressources naturelles. Dans la partie septentrionale du Togo, principale zone de production, le karité joue un rôle économique déterminant pour les populations rurales.

En effet, la valorisation du karité agit comme un véritable rempart contre la déforestation. Là où les pratiques agricoles pourraient conduire à un défrichement total des terres, la présence d'arbres de karité dans les champs est maintenue grâce aux revenus qu'ils génèrent. Ainsi, la rentabilité économique de cette ressource contribue directement à la protection des écosystèmes.

À travers cette rencontre, le ministère poursuit deux objectifs majeurs. D'une part, il s'agit de renforcer la structuration des acteurs de la filière afin de disposer d'interlocuteurs organisés et crédibles pour co-construire des stratégies efficaces. D'autre part, l'ambition est de consolider les actions de préservation et de restauration des parcs à karité, notamment à travers des initiatives de reboisement à grande échelle.

Pour les autorités, une filière karité bien structurée représente donc un levier essentiel pour allier développement économique rural et protection durable de l'environnement au Togo.



Mélanie Ambombo (Cameroun) ; Ebodjé : un village menacé par l'avancée de la mer ; Data Cameroon, 27 avril 2026.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://datacameroon.com/ebodje-un-village-menace-par-lavancee-de-la-mer/>



À Ebodjé, la menace de la mer est réelle ©DataCameroon

Sur la côte sud du Cameroun, la mer gagne du terrain. L'érosion, visible sur plusieurs segments du littoral, fragilise les habitations, perturbe les activités de pêche et réduit les espaces de ponte des tortues marines. Derrière ce recul progressif du trait de côte, se dessine une transformation plus profonde du système côtier, sous l'effet combiné des dynamiques naturelles et des pressions humaines.

La plage est quasi isolée. Aucun commerce ni visiteur en vue. À chaque pas sur cette plage d'Ebodjé, village de pêcheurs et site écotouristique situé dans la commune de Campo, département de l'Océan, région du Sud, le sable fin et blanc, encore humide dû au passage des vagues, s'enfoncé légèrement sous les pieds. L'air est frais, chargé d'une légère odeur de bois mouillé. Devant, l'océan se teinte d'un bleu clair inhabituel pour cette côte où la mer apparaît généralement plus sombre. Au milieu de ce décor captivant, de petits crabes s'activent par endroits, creusant des trous dans le sable avant de disparaître au moindre bruit. Vu de près, la plage qui semblait vide, devient de plus en plus vivante. Deux jeunes, les pieds dans l'eau,

ramassent avec joie, des coquillages. A proximité, assis près de leurs pirogues tirées sur le sable, deux pêcheurs raccommodent leurs filets.

Situé à une cinquantaine de kilomètres de Kribi, Ebodjé reste difficile d'accès. À cause de l'état dégradé de la route, le trajet peut durer près de deux heures. Ici, la moto est le moyen de transport le plus courant, pour un coût d'environ 10 000 F Cfa. A l'arrivée, le paysage donne encore le sentiment d'un lieu préservé, mais derrière cette tranquillité, le rivage laisse déjà entrevoir une autre réalité.

Un littoral transformé

Les riverains parlent d'un littoral qui n'est plus le même. Selon eux, la mer semble gagner du terrain sur la forêt, se rapprochant petit à petit du village. Guillaume, 84 ans, relève que ce paysage ne change pas brutalement, mais par de petites transformations successives. Jacques Menga, un septuagénaire natif d'Ebodjé confirme observer ces changements depuis des décennies. « Il y a un baobab autrefois éloigné du rivage, aujourd'hui il est beaucoup plus proche de la mer. Je ne sais pas si c'est la terre qui se rapproche de l'eau ou si c'est la mer qui avance, mais on voit bien que la distance diminue », confie-t-il. Tobie Mediko, engagé dans le suivi des tortues marines, fait le même constat. « Avant, je faisais mes patrouilles à moto sur la plage. Aujourd'hui, ce n'est plus possible; elle est devenue trop étroite », explique-t-il. Jacques Menga rappelle à son tour, une époque où la plage servait de voie de passage vers Kribi. « Avant, nous passions par la plage pour aller à Kribi. Aujourd'hui, ce n'est plus possible. La mer a tout envahi », regrette-t-il.

Dans ce village, les signes d'érosion sont visibles sur plusieurs segments du littoral. Sur les plages de Bouandjo, Bikoka, Manga Madzao ou Manyange, tous des villages du département de l'Océan, le paysage témoigne d'un recul progressif de la mer sur la forêt. Des habitants affirment avoir vu disparaître des cocotiers autrefois en bordure de mer et que face à l'avancée des eaux, certaines habitations ont été abandonnées. Des arbres sur la rive présentent des racines totalement exposées. Le sable qui assurait leur stabilité a disparu. Patrick Sambou, le conservateur du Parc national marin de Manyange na Elombo-Campo parle de « déchaussement racinaire », causé par les vagues lors des fortes marées qui emportent progressivement le sable protecteur. À Manga Madzao, plusieurs arbres ont déjà été renversés. « Ici, c'est encore micro. Mais plus loin, le pire est à venir », avertit-il. À une quinzaine de kilomètres, sur le site du « Rocher du loup », la situation est vraiment critique. La plage a presque disparu et la mer atteint directement la forêt, rendant la circulation difficile entre troncs couchés, racines et vagues.

Ces observations ont déjà été faites dans une étude menée par des chercheurs en géosciences et en géomatique sur la période 1973–2020 et publiée dans la revue Land (MDPI). Réalisé à partir d'images satellites et d'analyses géospatiales, ce travail montre que près de 88 % du littoral étudié est en érosion. Le recul moyen du trait de côte est estimé à environ 2 mètres par an, avec des pics pouvant dépasser 15 à plus de 30 mètres par an dans certains secteurs. L'étude identifie les côtes sableuses basses du système Kribi–Campo, dont fait partie Ebodjé, comme

particulièrement vulnérables à ce recul continu. Pour Martin Nicolas Nkodo, géographe, ces chiffres traduisent une tendance structurelle. « Le littoral n'est pas en train de subir des épisodes isolés d'érosion. Il recule de manière progressive et durable. À terme, cela impose une recomposition des usages: pêche, habitat, tourisme », explique-t-il. Une évolution du littoral qui n'est pas sans conséquences pour les pêcheurs. « Il y a une dizaine d'années, il était facile de mettre la pirogue à l'eau ici. Mais depuis cinq à six ans, c'est devenu compliqué. La mer a trop avancé, il n'y a presque plus d'espace de débarquement », se plaint Pierre Kingue, pêcheur.

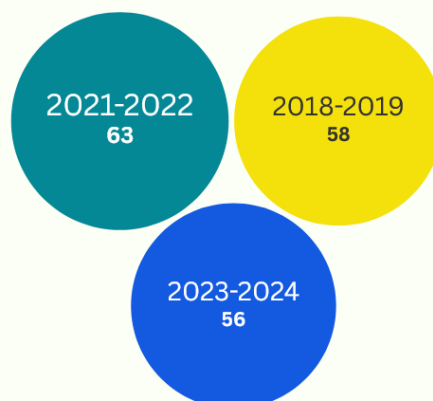
Des tortues marines sous pression

Outre la plage et la flore, la fragilisation du littoral impacte aussi la faune, le cas des tortues marines. Le littoral Kribi-Campo étant l'un des principaux corridors de ponte des tortues marines du pays tel que révélé par les analyses géospatiales et de télédétection de la période 1973–2020. Ebodjé aux côtés d'autres zones actives comme Campo, Ipenyendje et Mbondo, figure parmi les sites de pontes, selon les rapports de suivi communautaire de Tube Awu. ce village se distingue donc par la régularité de l'activité de pontes et les espèces les plus observées sont la tortue luth, l'olivâtre et la tortue verte.

Ici, la réduction de la bande sableuse limite progressivement les espaces de reproduction, perturbant un cycle qui s'étend d'octobre à avril, selon Yves Martial Mondjeli, responsable du suivi des tortues marines au sein de l'association Tube Awu. A l'observation, le nombre de tortues a, selon Tobie Mediko, connu une baisse. Il est passé de plus de 300 à environ 100 par an. Les données de suivi indiquent toutefois une activité globalement stable.

Évolution du nombre de nids de tortues marines suivis entre 2018 à 2023 sur les plages du parc marin de Manyange Na Elombo Campo

NB: En raison des perturbations liées à la pandémie de Covid-19 et des contraintes financières, l'association Tube Awu, engagée entre autres dans la protection des tortues marines, n'a pas pu mener ses activités entre 2019 et 2020, puis entre 2022 et 2023, ce qui explique l'absence de données pour ces périodes.



Source: Association Tube Awu
Dataviz by DataCameroon

avec un lien vers : Create a network graph

Péril sur l'écotourisme

Au-delà de l'impact écologique, cette évolution du littoral menace directement les activités économiques locales. À Ebodjé, l'observation des tortues marines n'est pas qu'une activité touristique, car elle constitue également un volet économique pour la zone. D'ailleurs, une patrouille est fixée à 5 000 F Cfa par individu. « Dans un village où le tourisme est un levier économique important, la dégradation des plages, à la fois sites de ponte et espaces d'attraction, risque de réduire les opportunités liées à ces activités », explique Jules Menana, acteur de l'écotourisme.

Dans ce village, l'inquiétude est également forte chez les jeunes, dont une partie des revenus dépend de la fréquentation touristique. Entre les courses à moto, les petits commerces et les services de guide, ces activités informelles structurent l'économie locale. « Quand les visiteurs viennent, chacun arrive à se débrouiller. Mais si la mer continue à détruire la plage et que les touristes ne viennent plus, ces activités vont disparaître », déplore Raoul Medoko, riverain.

Méthodes de riposte

Face à cela, certaines mesures sont évoquées au niveau local. Patrick Sambou, le conservateur du Parc national marin de Manyange na Elombo-Campo recommande notamment de limiter les constructions en bordure du littoral, afin de réduire la pression sur des zones déjà fragilisées. « Ici, nous ne construisons pas au bord de la mer. Nous sommes à plus de 50 mètres », se défend Tobi Mediko. Il souligne également que plusieurs études ont déjà été menées sur le phénomène, notamment celles commandées par le Port autonome de Kribi. « Nous avons travaillé de Kribi à Campo. Des balises ont même été placées », affirme Tobie Mediko précisant que les autorités ont été informées de l'évolution du trait de côte.

Malgré ces alertes, les réponses institutionnelles restent peu visibles. Joint au téléphone, le délégué départemental de la Faune et des Forêts (Minfof) de l'Océan n'a pas souhaité s'exprimer, renvoyant plutôt vers sa tutelle. Pour les experts, la question dépasse la seule gestion locale. Dans une interview accordée à Cameroon tribune le 18 janvier 2022, Raphaël Onguene, l'océanographe met en garde contre les conséquences de la dégradation des écosystèmes côtiers, en particulier la mangrove. Selon lui, ces milieux jouent un rôle essentiel de protection naturelle contre l'érosion et la montée des eaux.

« Lorsqu'on détruit un hectare de mangrove, il faut ensuite mobiliser des moyens considérables pour compenser les services qu'elle rend. La construction de digues peut coûter jusqu'à un milliard de F Cfa, sans garantir une solution durable », explique-t-il. Des investissements lourds, difficilement soutenables, surtout dans des zones où les populations disposent de moyens limités. Face à ces contraintes, Raphaël Onguene plaide pour des solutions fondées sur la nature, la préservation et la restauration des mangroves, la libération des zones humides occupées, ainsi que l'accompagnement de leur régénération à travers des programmes de reboisement. Il évoque également le recours à des dispositifs plus souples, comme des digues

naturelles constituées de sable, capables de limiter l'érosion tout en respectant les dynamiques du littoral.

VertTogo

Hector Nammangue (Togo) ; Marché carbone : le Togo consolide son cadre autour de l'Article 6 de l'Accord de Paris ; Vert Togo, 27 avril 2026.

Tag : Accord de Paris, GGGI.

Pour accéder à l'article : <https://vert-togo.tg/marche-carbone-le-togo-consolide-son-cadre-autour/>



Les travaux se poursuivent au Togo pour structurer un cadre national solide en matière de marchés du carbone. Le mardi 15 avril dernier, une réunion technique s'est tenue dans les

locaux de Global Green Growth Institute (GGGI) Togo, dans le cadre du « Projet de facilité pour les transactions carbone : appui à la préparation et à la mise en œuvre ».

Cette rencontre s’inscrit dans la continuité des précédentes sessions, notamment une réunion ad hoc et des ateliers de renforcement des capacités, visant à doter le pays des outils nécessaires pour tirer parti des opportunités offertes par les mécanismes internationaux du carbone.

Au cœur des échanges : l’approche-cadre relative au marché du carbone au titre de l’Accord de Paris, en particulier son article 6, qui encadre les mécanismes de coopération entre États pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

La rencontre a réuni le Secrétariat technique chargé de la gestion des mécanismes carbone, les membres du Comité national d’homologation, ainsi que des représentants de plusieurs ministères et de la société civile. Ensemble, ils ont travaillé à consolider les bases d’un dispositif national cohérent et opérationnel.

Plusieurs points clés ont marqué cette réunion. Les participants ont d’abord fait la synthèse des principaux acquis des rencontres précédentes, permettant ainsi d’assurer une continuité dans les réflexions engagées. Ils ont ensuite examiné le cycle d’activité de l’article 6, en mettant en lumière les différentes étapes de décision stratégique nécessaires à sa mise en œuvre.

Par ailleurs, les mesures stratégiques retenues par le Togo ont été présentées, avant d’ouvrir des discussions autour de la « liste positive » des activités éligibles dans le cadre des marchés carbone. Cette étape de consultation des parties prenantes vise à garantir une approche inclusive et adaptée aux réalités nationales.

Cette deuxième réunion ad hoc marque ainsi une avancée significative dans la structuration du cadre réglementaire et institutionnel lié à l’Article 6. À terme, l’ambition est claire : positionner le Togo comme un acteur crédible et compétitif sur les marchés du carbone, tout en contribuant à une croissance économique durable et respectueuse de l’environnement.

Dans un contexte mondial marqué par l’urgence climatique, cette dynamique traduit la volonté du pays de s’inscrire pleinement dans les mécanismes internationaux de lutte contre le changement climatique, tout en valorisant ses potentialités nationales.

Afrique Durable

Hamidou Traore (Burkina Faso) ; La faim aiguë explose dans le monde et décime des enfants ; Afrique durable, 28 avril 2026.

Tag : UNICEF, Union Européenne.

Pour accéder à l'article : <https://afridurable.net/la-faim-aigue-explose-dans-le-monde-et-decime-des-enfants/>



La faim ne recule pas, elle s'aggrave. Pour la septième année consécutive, les crises alimentaires et la malnutrition se maintiennent à des niveaux alarmants en 2025, révélant une réalité infernale : la faim aiguë a doublé en une décennie et se concentre désormais dans un nombre très limité de pays.

Selon le Réseau mondial contre les crises alimentaires, dix États, Afghanistan, Bangladesh, République démocratique du Congo, Myanmar, Nigéria, Pakistan, Soudan du Sud, Soudan, Syrie et Yémen, regroupent à eux seuls les deux tiers des personnes en situation de faim aiguë. Parmi eux, l'Afghanistan, le Soudan du Sud, le Soudan et le Yémen font face aux crises les plus sévères, tant par leur ampleur que par leur intensité.

Des famines inédites sur fond de conflits

Fait inédit, deux famines ont été officiellement déclarées en 2025, notamment à Gaza et dans certaines régions du Soudan. Une première dans l'histoire de ce rapport piloté par un consortium réunissant l'ONU, l'Union européenne et plusieurs ONG. « Les conflits restent la

principale cause de l'insécurité alimentaire aiguë », alerte le secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, pointant une situation « sans précédent ».

266 millions de personnes en insécurité alimentaire

Au total, 266 millions de personnes, réparties dans 47 pays, ont souffert d'insécurité alimentaire aiguë l'an dernier, soit près d'un quart de la population étudiée. Un chiffre en légère hausse par rapport à 2024, mais surtout presque deux fois supérieur à celui de 2016. Plus inquiétant encore : le nombre de personnes confrontées à une faim catastrophique, le niveau le plus extrême, a été multiplié par neuf sur la même période.



© PAM/Maxime Le Lijour Des habitants à Gaza attendent de recevoir un repas chaud.

Les enfants en première ligne

Les enfants paient le prix le plus lourd. En 2025, 35,5 millions d'entre eux ont été touchés par la malnutrition aiguë, dont près de 10 millions sous une forme sévère. Dans des zones comme Gaza, le Myanmar, le Soudan du Sud ou le Soudan, la combinaison des conflits, des déplacements forcés et de l'effondrement des services essentiels alimente des niveaux extrêmes de malnutrition et un risque élevé de mortalité.

Un échec politique mondial

Au-delà des chiffres, c'est un échec politique que dénoncent les responsables internationaux. « Il ne s'agit pas d'un manque de nourriture, mais d'un manque de volonté », tranche Catherine Russell, directrice de l'UNICEF. Dans un monde capable de produire en abondance, la persistance de la faim apparaît comme une faillite collective.

Des perspectives sombres pour 2026

Les perspectives pour 2026 restent sombres. Conflits persistants, chocs climatiques et incertitudes économiques mondiales devraient continuer d'alimenter la crise. L'escalade des tensions au Moyen-Orient pourrait encore aggraver la situation, en perturbant les marchés agricoles et en provoquant de nouveaux déplacements de population.

Des financements en chute libre

Dans ce contexte, la baisse des financements humanitaires, retombés à leur plus bas niveau depuis près de dix ans, inquiète particulièrement. Moins de ressources signifie moins de capacité d'intervention, alors même que les besoins explosent.

Un appel urgent à l'action

Face à l'urgence, l'ONU et l'Union européenne appellent à un sursaut : investir dans des systèmes agricoles résilients, renforcer les dispositifs d'alerte et garantir un accès humanitaire sans entrave. Car sans action politique forte, préviennent-elles, la faim continuera de progresser, et avec elle, le risque de nouvelles famines.



Marcia Moyana (South Africa) ; SALGA-led project places municipalities at the heart of South Africa’s climate action Journal News, April 30, 2026.

Tag : Paris Agreement.

By Marcia Moyana

From the concurrent floods in Kwa-Zulu Natal, to the heat waves in the Western Cape or the recent floods in Mpumalanga and Limpopo.

Climate disasters have become more frequent and the damage leaving communities devastated while municipalities battle to keep up with the growing demand for services as infrastructure buckles under pressure.

As predictions of a rainy season in the eastern parts of the country and extremely dry conditions in the west are made by meteorologists, the launch of the South African Local Government Association (SALGA) and the African Climate Foundation (ACF) project that aims to implement the country’s climate action strategies.

Launched on 21 April in Pretoria, the SALGA-ACF Climate Action Planning Project, convened under the theme Advancing Local Climate Resilience, is a 22-month initiative targeting 35 district municipalities spread across all nine provinces.

Besides highlighting the urgent need for municipalities to actively participate in the country’s climate response, the project also prioritises the implementation of South Africa’s Climate Change Act (CCA) by local government as mandated in the act.

“Climate action is no longer optional, project-based, or peripheral. It is a legislated governance responsibility that must be embedded in municipal planning systems, budgets, infrastructure investment, and service delivery decisions,” said Programme Director Councilor Kenalemang Phukuntsi in her opening remarks.

Present at the launch were commissioners from the Presidential Climate Commission (PCC), the National Planning Commission (NPC), the Deputy Minister of Forestry, Fisheries and the Environment, and mayors from some of South Africa’s most climate-exposed municipalities.

Communities the infrastructure damage

Municipalities can no longer ignore the impact of climate change and the Tshwane Executive Mayor Dr Nasiphi Moya described the lived experiences of Tshwane residents was characteristically direct.

“When drainage systems fail, it is poorer communities that flood first. When temperatures rise, it is households without cooling or reliable electricity that suffer most,” she said.



“Climate action at the local level must be about resilience, dignity, and fairness.”

According to Moya, the municipality’s response involves everything from stormwater maintenance and wetland protection to urban tree planting, energy efficiency upgrades, and water conservation.

Which she admits is a burden that no city can carry on its own.

“We need climate finance that reaches cities faster. We need better technical support, shared data, and planning systems that speak to one another.”

Climate vulnerability is an economic issue

The ACF as a partner in the project has been instrumental in supporting the PCC in establishing the Just Energy Transition Partnership (JETP) and identifying funds that can be mobilised behind it.

A philanthropic foundation established in April 2020 and now operating across 10 countries, the ACF has long argued that climate vulnerability is inseparable from economic fragility, the foundation makes a case for climate change to be seen as an economic issue because climate vulnerability is a result of a lack of poor economic resilience.

“We have an interest in finding ways in which we can work a lot more at a sub-national level, because we recognise that the solutions can’t come just from the national government, although the national government is very important,” said Salim Fakir, Executive Director of the ACF. The project aims to turn the 35 targeted districts into proof of concept which can then be used to demonstrate to South Africa and the world that locally-grounded climate planning can work.

Operationalising the CCA at a municipal level will further strengthen SALGA’s capacity to implement South Africa’s Nationally Determined Contribution (NDCs), added Fakir.

The NDCs are the country’s climate action plans to be implemented over a period of five years under the Paris Agreement.

Time to Act

Dorah Modise, Executive Director of the Presidential Climate Commission, said that climate change conversations were no longer exclusive to scientists and environmentalists. Various sectors including the insurance and financial sectors have joined the conversation as they get affected by climate-related disasters.

In June 2025, Toyota South Africa filed a R6.5 billion lawsuit against the Department of Transport and the

eThekweni Municipality for flood damage following the 2022 floods that claimed 400 lives and damaged infrastructure.

Analysts at the time said the lawsuit could set a precedent for companies to claim for damages from the state for failure to maintain public infrastructure like roads and drainage systems which contributes to the damage of their businesses.

This called for all known plans to be put into action, she emphasised.

"We are done doing needs analysis. We know what municipalities need and the municipalities themselves know what they need. You need to locally contextualise what you already know, rather than spending a lot of time diagnosing the problem. I think we've reached the point of fatigue," said Modise.

Key to these actions is ensuring that disaster risk management such as clearly and communicated and easy to understand early warning systems are in place.

"The PCC is currently working with the SA Weather Service and the CSIR to redesign early warning mechanisms for local relevance," she added.

Environmental science graduates for municipalities

On top of supporting SALGA with the implementation of the CCA, the DFFE is also going to support district municipalities and municipalities to come up with their implementation plans of the act.

According to the Deputy Minister of the DFFE, Narend Singh, the department has also provided municipalities with the human resources where up to 3 000 graduates have benefited from the department's Youth Graduation Programme.

Under the programme, the environmental science graduates have been placed at municipalities for six-months to 24-months across the country as part of a strategy to include young people in the country's climate strategies. Up to R200 million has been set aside to fund the programme which includes monthly stipends for the graduates.

"We hope that some of the municipalities will keep these young people in a permanent capacity and create posts within their establishment. And we also want to work with the private sector to see how they can support this programme because it's employment," said Singh. At the end of the 22-months, selected municipalities will be part of the "anchor" initiatives that will receive further support to continue with their implementation of the CCA, added Fakir.



Jenifer Gilla (Tanzania) ; Africa must shift from climate pledges to real action, says UN’s Gatete ; Habitat Media, April 30, 2026.

Tag : ARFSD 12, COP 31, COP 32.

To access to the article : <https://habitatmedia.co.tz/africa-must-shift-from-climate-pledges-to-real-action-says-uns-gatete/>



Addis Ababa. African countries must urgently move from climate commitments to credible, measurable action as the continent prepares for the next round of global negotiations, Claver Gatete, Executive Secretary of the United Nations Economic Commission for Africa, has said.

Speaking at the 7th Africa Climate Talks held alongside the 12th African Regional Forum on Sustainable Development (ARFSD-12) in Addis Ababa on April 30, Mr Gatete warned that global climate efforts are falling short at a time when impacts are accelerating.

“Our meeting is taking place at a critical time,” he said, noting that climate shocks, including floods, droughts and rising temperatures which are intensifying faster than current responses.

Citing findings from the Intergovernmental Panel on Climate Change, Mr Gatete stressed that global emissions must decline sharply within this decade to keep the 1.5°C target within reach. However, the first Global Stocktake shows the world is off track.

He said the gap between commitments and implementation is most evident in climate finance, where pledges have repeatedly fallen short, undermining trust in international cooperation.

“Africa emits less than 4 percent of global greenhouse gases, yet it is among the most vulnerable regions,” he said, pointing to growing threats to food security, water supply, infrastructure and public finances across the continent.

According to Mr Gatete, African countries require about \$277 billion annually through 2030 to implement their Nationally Determined Contributions (NDCs), but currently receive only around 11 percent of that amount.

Despite these challenges, he urged a shift in narrative from vulnerability to opportunity highlighting Africa's vast renewable energy potential, rich biodiversity and youthful population as key assets in the global climate response.

"The continent offers significant solutions," he said, adding that Africa could play a central role in tackling global climate challenges if supported by a responsive international system.

Mr Gatete said the Africa Climate Talks provide a platform to harmonise the continent's priorities ahead of COP31 and COP32, with Ethiopia expected to host the latter.

He warned that the global climate system is facing a credibility crisis, driven by weak enforcement of commitments under the UNFCCC transparency framework.

"COP32 must chart a new direction," he said. "It must emphasise tangible results, not just pledges."

He called for stronger systems to track climate finance, monitor adaptation outcomes and ensure accountability in delivery.

On financing, Mr Gatete urged reforms to ensure funds are accessible, predictable and aligned with Africa's development needs, including increased concessional financing and changes to the global financial architecture.

He also stressed the need to prioritise adaptation, noting that it is central to Africa's development supporting agriculture, protecting infrastructure and stabilising economies.

"Adaptation funding remains insufficient and poorly tracked," he said, adding that even cost-effective measures such as early warning systems are not universally available.

Mr Gatete further called for climate action to be integrated into broader development strategies, linking it to industrialisation, energy access, job creation and poverty reduction.

He urged African countries to strengthen coordination in global negotiations by focusing on high-impact priorities, building alliances and investing in technical capacity.

Looking ahead, he said COP32 will be a "defining test" of whether the international community can restore trust by delivering on its commitments.

"It will test whether we can move from commitments to results," he said, expressing confidence that Africa is ready to contribute solutions and lead a climate agenda grounded in equity and tangible outcomes.



Mohamed Saliou Camara (Guinée) ; Les négociations africaines sur le climat appellent à une mise en œuvre crédible en vue de la COP32 ; Bambou Guinée, 30 avril 2026.

Tag: Commission de l'Union africaine, COP 30, COP 31, COP 32, UNECA.

Pour accéder à l'article : <https://bambouginee.com/2026/04/30/les-negociations-africaines-sur-le-climat-appellent-a-une-mise-en-oeuvre-credibile-en-vue-de-la-cop32/>



Addis-Abeba, Éthiopie, 30 avril 2026 (CEA) – Les dirigeants, négociateurs, décideurs et partenaires africains en matière de climat ont lancé la 7e édition des Pourparlers africains sur le climat en lançant un appel fort à faire passer l'agenda climatique mondial des engagements à une mise en œuvre crédible.

Organisée sous le thème « La voie de l'Afrique vers la COP32 : des engagements à une mise en œuvre crédible », cette réunion intervient à un moment décisif pour l'action climatique mondiale, alors que les pays se préparent à la COP31 en Turquie et à la COP32, qui sera accueillie par l'Éthiopie en 2027.

S'exprimant lors de la séance d'ouverture, le secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, M. Claver Gatete, a déclaré que la COP32 devait être un tournant pour restaurer la confiance dans le système climatique multilatéral.

« La COP32 sera un test décisif pour notre crédibilité », a déclaré M. Gatete. « Elle permettra de voir si nous pouvons passer des engagements aux résultats. Elle permettra de voir si la confiance dans le système multilatéral peut être rétablie par la mise en œuvre de mesures concrètes. Et elle permettra de voir si les priorités de l’Afrique se traduiront enfin par des actions d’envergure. »

M. Gatete a fait remarquer que les impacts du changement climatique s’aggravent plus rapidement que les réponses actuelles, la hausse des températures, les inondations, les sécheresses, les conditions météorologiques imprévisibles et l’élévation du niveau de la mer menaçant la sécurité alimentaire, l’approvisionnement en eau, les infrastructures et les finances publiques à travers l’Afrique.

Bien que l’Afrique contribue à moins de 4 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, elle demeure parmi les régions les plus vulnérables au changement climatique. Les pays africains ont besoin d’environ 277 milliards de dollars américains par an jusqu’en 2030 pour mettre en œuvre leurs contributions déterminées au niveau national, or le continent ne reçoit actuellement qu’environ 11 % des financements nécessaires.

« C’est là que le récit doit changer », a déclaré M. Gatete.

« Réduire l’Afrique à sa seule vulnérabilité serait passer à côté de l’essentiel. Le continent offre aussi des solutions importantes, grâce à ses abondantes ressources en énergies renouvelables, sa riche biodiversité et sa population jeune, moteur d’innovation et de croissance verte. »

La 7e édition des Pourparlers africains sur le climat, organisée par le Centre africain de politique climatique de la CEA en collaboration avec ses partenaires de ClimDevAfrica, vise à consolider l’agenda climatique de l’Afrique après la COP30 et à affiner l’approche du continent en vue des COP31 et COP32. Les discussions porteront sur le financement climatique, l’adaptation, les pertes et dommages, le bilan mondial, les transitions justes, les marchés du carbone, le commerce et le climat, ainsi que sur le rôle de l’action climatique dans la transformation structurelle de l’Afrique.

Les participants devraient élaborer des contributions analytiques et techniques pour renforcer la position de négociation de l’Afrique, notamment des orientations sur les implications du premier bilan mondial pour le cycle 3.0 de la CDN de l’Afrique, un cadre prospectif sur les priorités en matière de financement et d’adaptation, et des principes pour une transition juste et la participation au marché du carbone.

M. Gatete a souligné que l’adaptation doit être considérée comme une priorité de développement pour l’Afrique, car elle contribue directement à la sécurité alimentaire, protège les infrastructures, stabilise les économies et améliore le bien-être. Il a également plaidé pour des systèmes de données plus robustes, une couverture d’alerte précoce étendue, une

meilleure intégration de l'adaptation dans les budgets nationaux et des réformes visant à rendre le financement climatique plus prévisible, plus avantageux et plus accessible.

En prévision de la COP32, il a défini cinq priorités pour l'engagement collectif de l'Afrique : faire de la COP32 une conférence axée sur la mise en œuvre ; accroître et réformer le financement climatique ; intégrer l'adaptation dans la planification du développement ; utiliser l'action climatique pour stimuler l'industrialisation, l'accès à l'énergie, la création d'emplois et la réduction de la pauvreté ; et renforcer la cohérence et l'influence de l'Afrique dans les négociations climatiques mondiales.

La réunion s'est déroulée en présence de hauts responsables, dont Fitsum Assefa, ministre de la Planification et du Développement de l'Éthiopie ; Berek Baran, ambassadeur de Turquie en Éthiopie ; l'ambassadeur Peter Hunter, chef de mission à l'ambassade d'Australie en Éthiopie ; Moses Vilakati, commissaire à l'agriculture, au développement rural, à l'économie bleue et à l'environnement durable à la Commission de l'Union africaine ; et Antwi-Boasiako Amoah, président du Groupe africain des négociateurs.

La 7e Conférence africaine sur le climat se poursuivra jusqu'au 1er mai 2026 au Centre de conférences des Nations Unies à Addis-Abeba, dans un format hybride.



Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Zimbabwe's Moreangels Mbizah Wins 2026 Whitley Award to Scale Protection of Lions via Data-Driven, Coexistence Model ; Pan African Visions, April 30, 2026.

Tag : UNESCO.

To access to the article : <https://panafricanvisions.com/2026/04/zimbabwes-moreangels-mbizah-wins-2026-whitley-award-to-scale-protection-of-lions-via-data-driven-coexistence-model/>



UK charity, the Whitley Fund for Nature (WFN), is recognising Dr Moreangels Mbizah with a 2026 Whitley Award to expand a coexistence model of conservation in northern Zimbabwe that allows the movement of lions between protected areas and community land and which has reduced human-wildlife conflict incidents in local wards by as much as 98 percent.

A zoologist and founder of the NGO Wildlife Conservation Action (WCA), Moreangels has led interventions that span 2.6 million hectares in the low-lying Zambezi Valley, protecting almost 18,000 livestock, such as cattle and goats, worth \$2.3 million. This is building capacity within local communities to sustainably manage their wildlife.

Charity Patron, HRH The Princess Royal will present the Whitley Award on 29 April at the Royal Geographical Society. The event has been livestreamed to YouTube.

WFN Ambassador Sir David Attenborough said conservation work has never been more urgent: “We need the work of Whitley Award winners to succeed and to help them to whatever extent possible.”

Lions have lost as much as 90 percent of their former range with fewer than 19,000-20,000 individuals remaining in the wild in Africa. Major threats include habitat loss and fragmentation as well as increased human settlement. This is bringing lions into contact with people and their livestock, which can prompt retaliatory killings when lions attack. Local people measure wealth in livestock, with each cow worth as much as US\$300 and a goat worth US\$30. The average income per household is US\$108 per month.

Moreangels’ Whitley Award project will add three new wards of communal land in Mbire District to the 15 that her team currently works with and recruit six Community Guardians to report and respond to human-wildlife conflict incidents. They will assist with monitoring of the movement of lions and deploy conflict mitigation measures, which include mobile predator-proof enclosures, strengthening existing enclosures and use of lion lights, which are solar powered deterrents to the apex predator.

The remote region where WCA works along the border with Mozambique and Mana Pools National Park is a UNESCO World Heritage site with the only flood plain ecosystem left in the Middle Zambezi. It has become a frontline human-wildlife conflict hotspot, particularly for elephants and lions. The landscape, characterised by the vast semi-arid savanna, mopane tree woodlands, acacia trees and the Zambezi River, experiences high temperatures and recurring droughts.

The proactive deployment by WCA of hundreds of predator-proof enclosures known as mobile bomas, the reinforcement of thousands of kraals, dwellings for livestock that are predator proof, and hundreds of lion lights has represented a major safeguard for community livelihoods, ensuring that families retain the wealth, food security and stability their livestock provides. Families would typically own about five cows and nine goats to support their families.

The team has successfully reduced the number of conflict incidences by 49 percent across three districts since 2021, with incidences almost entirely eliminated in two of the wards where they work.

Moreangels, whose doctoral work included tracking “Cecil the Lion” – killed by a trophy hunter in Zimbabwe in 2015, is targeting a long term increase in the lion population in the Mid Zambezi Valley landscape by about 10 percent to 660 individuals.



Mbire is part of a globally significant transboundary conservation landscape linking Zimbabwe, Zambia and Mozambique. Zimbabwe's Mid-Zambezi Valley is known for its emblematic megafauna. Over the past 30 years rapid land use change in this area has substantially reduced wildlife habitat. While lions hold deep and complex significance for local communities in Mbire District, embodying both cultural reverence and real world risk, they are also feared because they pose genuine threats to livelihoods and safety.

The Whitley Fund for Nature (WFN) is a UK charity supporting grassroots conservation leaders in the Global South. Since its creation in 1993, it has channelled £26 million to over 230 conservationists working across 84 countries.

An early pioneer in the sector WFN was one of the first charities to channel funding directly to projects led by in-country nationals. Its rigorous application process identifies inspiring individuals who combine the latest science with community-based action.

WFN's flagship prizes – Whitley Awards – are presented by charity Patron, HRH The Princess Royal, at a prestigious annual ceremony in London at the Royal Geographical Society (RGS). Winners receive funding, training, and profile boost, including short films.

The 2026 Whitley Awards Ceremony has been held on Wednesday 29 April at the RGS and streamed live to YouTube from 19:30 BST.

The other 2026 Whitley Award winners are Dr Marina Kamenifrom Cameroon who is reviving endemic amphibian populations in Southwest Cameroon, a global hotspot for threatened amphibians, including the world's largest frog, Dr Paola Sangolqui from Ecuador who is protecting the nesting sites of the Critically Endangered Galápagos Petrel from invasive species,

Dr Issah Seidu from Ghana who is saving guitarfish along Ghana’s western coastline and advancing plans to create the country’s first Locally Managed Marine Area, Parveen Shaikh from India who is expanding protection for the Indian Skimmer and her model of community-led riverine bird conservation to Prayagraj in the Ganga Basin and Dr Barkha Subba from India who is leading the first grassroots movement to protect the Himalayan salamander and its fragile wetland habitat in the Darjeeling Himalaya, West Bengal.

Every year, a past Whitley Award winner is chosen to receive the Whitley Gold Award in recognition of their outstanding contribution to conservation. The Whitley Gold Award recipient also acts as a mentor to Whitley Award winners and an international ambassador for conservation success.

The 2026 Whitley Gold Award winner is Indonesia’s Farwiza Farhanwho is accelerating community protection of water catchments in the Leuser Ecosystem in Sumatra, where devastating storms and floods last year compounded more than three decades of deforestation.



Mohamed Saliou Camara (Guinée) ; L’Afrique doit passer du dialogue à la mise en œuvre pour accélérer la réalisation des ODD et de l’Agenda 2063, déclare Hanan Morsy, de la CEA ; Bambou Guinée, 30 avril 2026.

Tag: Agenda 2063, UNECA.

Pour accéder à l’article : <https://bambouguinee.com/2026/05/01/lafrique-doit-passer-du-dialogue-a-la-mise-en-oeuvre-pour-accelerer-la-realisation-des-odd-et-de-lagenda-2063-declare-hanan-morsy-de-la-cea/>



Addis-Abeba, le 30 avril 2026 – Les progrès de l’Afrique vers les objectifs de développement durable restent visibles mais inégaux, et dans certains domaines, ils régressent, a déclaré Hanan Morsy, secrétaire exécutive adjointe et économiste en chef de la Commission économique pour l’Afrique, à la clôture du douzième Forum régional africain sur le développement durable.

S’adressant aux ministres, aux hauts fonctionnaires et aux délégués à Addis-Abeba, Mme Morsy a déclaré que le Forum avait réuni 1 535 participants de 48 pays à un moment décisif marqué par des chocs économiques, des tensions climatiques et une fragmentation géopolitique.

« Le message de ce Forum est clair : la trajectoire de l’Afrique sera déterminée non seulement par les contraintes, mais aussi par la détermination avec laquelle nous agissons », a-t-elle déclaré.

Le Forum a examiné les progrès accomplis concernant les principaux objectifs de développement durable, notamment l’eau et l’assainissement, l’énergie, l’industrie et l’innovation, les villes durables et les partenariats. Mme Morsy a constaté que, malgré une amélioration de l’accès à l’eau et à l’énergie, les services gérés en toute sécurité demeurent inférieurs aux normes mondiales, des millions de personnes n’ont toujours pas accès à l’électricité et la transformation structurelle reste inachevée.

Elle a également averti que l’urbanisation rapide devance la planification et la prestation de services, tandis que les contraintes de financement se resserrent à mesure que les ressources nationales s’épuisent et que les flux extérieurs subissent des pressions.

« La conclusion est simple : les progrès graduels ne permettront pas d’atteindre les ODD », a déclaré Mme Morsy.

Elle a mis en lumière quatre priorités qui ressortent des délibérations du Forum : intensifier et coordonner l’action, faire progresser la transformation numérique, réformer le financement national et mondial et accélérer la transformation structurelle par l’industrialisation et l’intégration régionale.

Mme Morsy a souligné que la jeunesse de la population africaine demeure le plus grand atout du continent, mais seulement si elle s’accompagne d’investissements soutenus dans les compétences, les institutions et l’emploi.

« Le défi n’est pas le diagnostic, mais la mise en œuvre », a-t-elle déclaré. « Passons du dialogue à l’action, des engagements aux résultats, et de la fragmentation à l’échelle. »

Elle a remercié le gouvernement et le peuple éthiopiens, le Bureau, les partenaires et l’équipe de la CEA pour leur rôle dans le succès du Forum.

« Accélérons ensemble la réalisation des ODD et de l’Agenda 2063 », a déclaré Mme Morsy.

Pour sa part, Nassim Oulmane, économiste principal à la Commission économique des Nations Unies pour l’Afrique, a indiqué lors de la séance de clôture, au nom du Secrétariat, que les principaux messages du prochain Forum politique de haut niveau, qui se tiendra plus tard dans l’année, seront présentés et discutés au niveau mondial.

Dans ses remarques finales, le président du Bureau, Fabrice David, ministre délégué de l’Agro-industrie, de la Sécurité alimentaire, de l’Économie bleue et de la Pêche de Maurice, a déclaré que malgré des progrès inégaux et un temps limité, notre détermination devait rester inébranlable.



Le premier vice-président, Pacome Kossy, ministre de l’Agriculture, de l’Élevage et du Développement rural du gouvernement gabonais, a souligné l’importance de l’appropriation nationale de la transformation, la nécessité d’une implication du secteur privé, d’une intégration et d’un impact à grande échelle pour que les deux agendas – 2030 et 2063 – soient significatifs.